

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010027573

TA 9371

JEAN GRAVEN

Professeur de Droit pénal et de Procédure
à l'Université de Genève

LE PROCÈS CRIMINEL DU ROMAN DE RENART

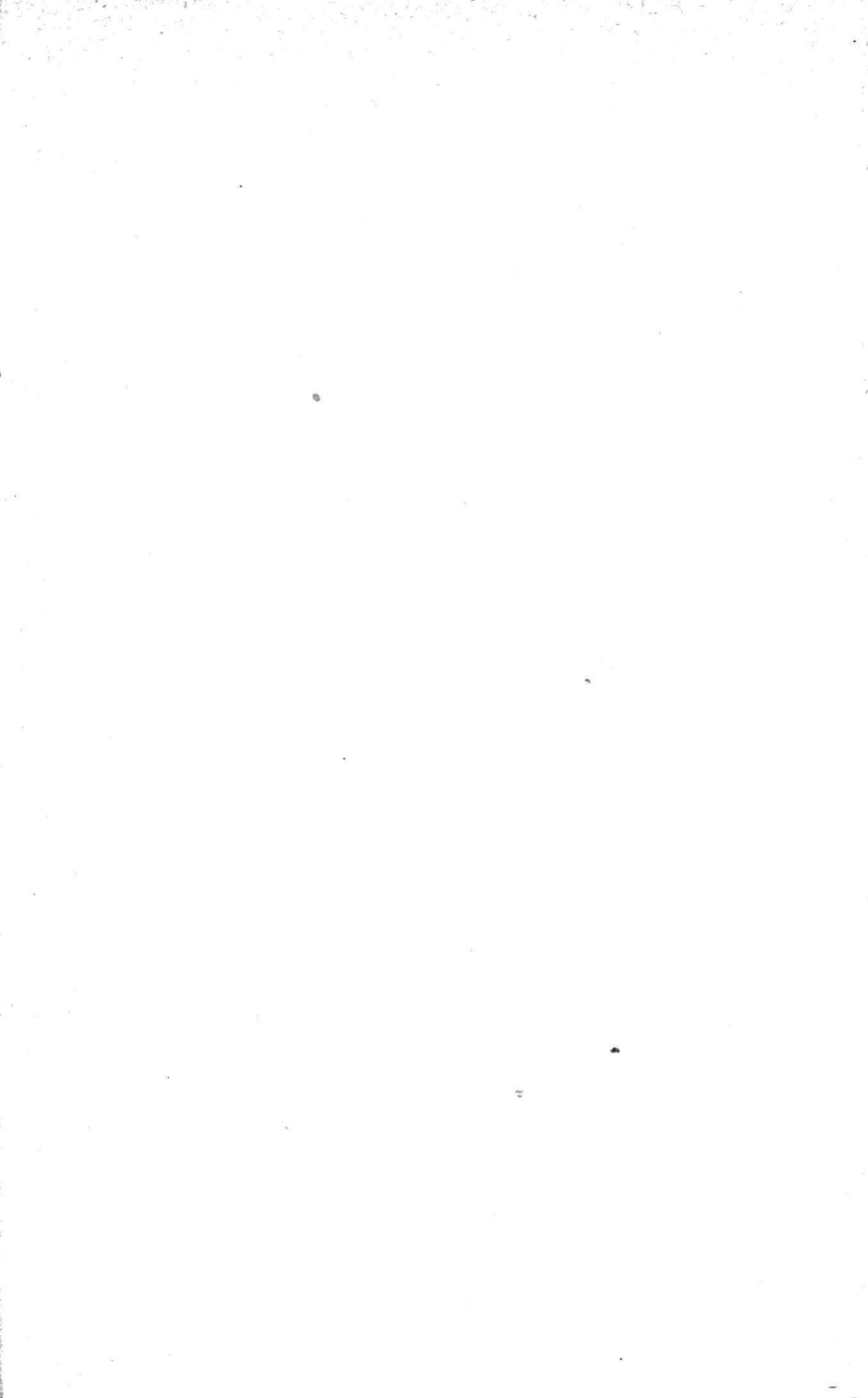
Étude du droit criminel féodal au XII^e siècle

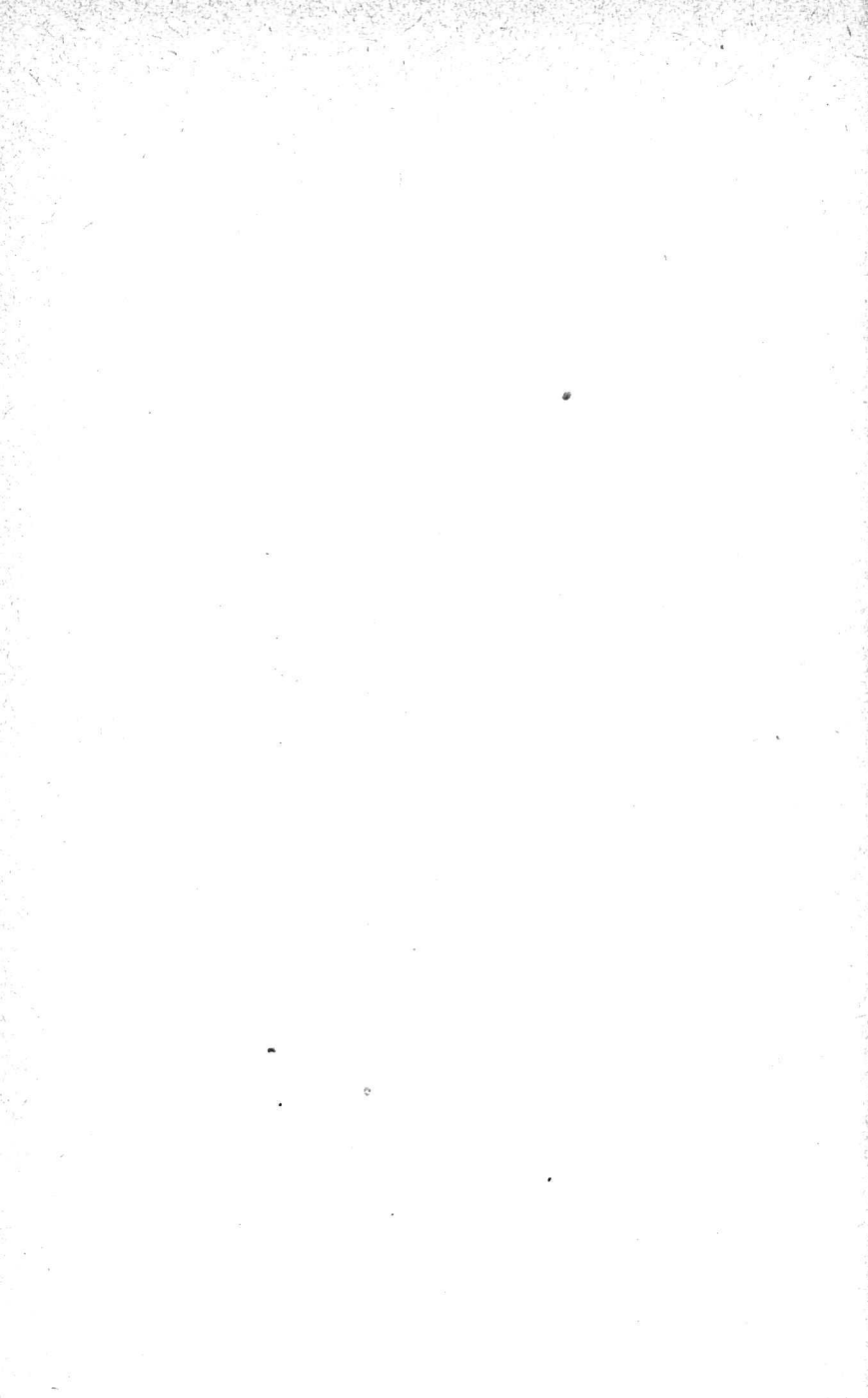
LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITÉ

GEORG & Cie, S. A.

GENÈVE

1950





**LE PROCÈS CRIMINEL
DU ROMAN DE RENART**



JEAN GRAVEN

Professeur de Droit pénal et de Procédure à l'Université
Président de la Cour de cassation de Genève
Docteur honoris causa de l'Université de Rennes

LE PROCÈS CRIMINEL DU ROMAN DE RENART

Étude du droit criminel féodal au XII^e siècle

suivie d'un

HOMMAGE ET REMERCIEMENT
A L'UNIVERSITÉ DE RENNES



LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITÉ

GEORG & Cie, S. A.

GENÈVE

1950

TA9371

*Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation
réservés pour tous les pays y compris la Russie.*

Copyright by Librairie de l'Université, Georg & Cie, S. A., Genève, 1950.

PRINTED IN FRANCE.

A mon collègue et ami

PIERRE BOUZAT

Professeur à la Faculté de Droit de Rennes

en souvenir

de la réception des 18 et 19 novembre 1949

pour laquelle l'Introduction à cette étude fut écrite.



PROLÉGOMÈNES

DANS ses recherches sur le *Roman de Renart*, dont il a donné un texte devenu classique et qui fit la joie de notre génération adolescente¹, Paulin Paris rappelle que le genre de fiction consistant à prêter aux animaux les actions, les passions et le langage des hommes, remonte aux premiers âges de toutes les littératures. « L'apologue est hébreux, égyptien, grec, français, il appartient à tout le monde. » Il est fait pour notre édification en même temps que notre plaisir, et sa valeur, parce que profondément humaine, est inaltérable et doit valoir pour tous les temps. Dans l'apologue français et germanique, figure au premier rang le *Loup*, emblème de la violence et de la voracité, et le *Renard*, emblème de la fourberie et de la ruse.

La violence et la ruse sont aussi vieilles que l'homme et se sont pour ainsi dire toujours disputé le monde. L'application des apologues et des fables où le Loup et le

Renard, ces symboles éternels, jouent le rôle principal, était aussi aisée et courante autrefois qu'elle est encore facile et fréquente aujourd'hui : « Un prince, un soldat, un prêtre faisait tomber son ennemi dans une embuscade : c'était le renard laissant dans un puits son compagnon². Il proposait un traité d'alliance pour mieux tromper : c'était le baiser de paix offert à la mésange³ ou au vieux coq⁴. Il cherchait une mauvaise querelle afin de prendre ce qui ne lui appartenait pas : c'était le loup reprochant à l'agneau de troubler son breuvage⁵. Il persuadait aux faibles d'éloigner leur naturel défenseur : c'était le troupeau de brebis chassant les chiens qui veillaient à sa garde⁶. » De là à mettre sous le nom de ces emblèmes convenus de la violence et de la fraude ce qui appartenait aux hommes auxquels on les avait comparés, « il n'y avait qu'un pas à faire, et l'on peut croire qu'on ne tarda guère à le franchir ». L'assimilation fut vite complète. Elle triomphe dans le Roman de Renart.

Le Prologue nous dit que le nom de Renart et d'Ysengrin, comme ceux de Richeut et d'Hersent leurs épouses, leur ont été donnés en raison d'une grande analogie de penchants et de vices avec les deux hommes (Reginaldus, Ysengrinus) et les deux femmes (Hermesendis et Richildis, la ménestrelle à la vie scandaleuse, la « Macette du moyen âge »), qui avaient porté le même nom dans le monde. Le Goupil, « au naturel malfaisant, à l'intelligence assez subtile pour décevoir toutes les bêtes du monde », ressemblait « singulièrement à ce maître passé dans tous les genres de fourberie qu'on appelait Renart, et qui donne encore aujourd'hui son nom à tous ceux qui font leur étude de tromper et mentir ». Ysengrin, son oncle, « ou plutôt celui qu'il appelait de ce nom quand il le visitait et

qu'il y avait entre eux communauté d'intérêt et d'entreprises », était « homme de sang et de violence, patron de tous ceux qui vivent de meurtre et de rapine ». Dame Hersent, « digne épouse du baron Ysengrin, cœur rempli de félonie, visage rude et couperosé, sera, pour une raison pareille, la marraine de la Louve. L'une fut insatiable autant que l'autre est gloutonne : mêmes dispositions, même caractère ; filles, par conséquent, de la même mère ». Quant à la femme de Renart, dame Richeut, qui plus tard, dans la seconde partie du récit, prend le nom feutré et distingué à la fois d'Hermeline, « on peut dire qu'elle ne cède pas en fourbe à la goupille, et que si l'une est chatte, l'autre est mitte. Jamais on ne vit deux couples mieux assortis ; même penchant à la ruse dans Renart et le goupil ; même rapacité dans la goupille et dans Richeut ».

Sous les noms d'emprunt des bêtes, si adroitement choisis, avec une si fine observation, et qui souvent les peignent si bien, elles et le caractère que leur prête l'homme et qu'on retrouve en lui, c'est donc l'homme même qui apparaît avec ses vices, ses défauts, ses passions, sa suffisance, comme le rustre sous la tête d'Ane shakespearienne qui enchante Titania dans *Le Songe d'une Nuit d'été*. Brun, Tybert, Baucent, Bruyant, Grimbert, il nous semble que nous les connaissons tous et que nous les ayons rencontrés. Sire Noble, le Lion, entouré de ses pairs, si magnanime et qui soudain secoue sa chevelure dans sa juste colère, mais c'est Charlemagne, « Charles li rois à la barbe grifaigne ». Son sénéchal, le solennel Brichemer le Cerf, a sans doute existé et il est immortel : ce Pierre Le Cerf, Procureur du Roi au Châtelet de Paris en 1394⁷, n'est-il pas de sa lignée ? Le Roman de Renart fourmille

de portraits vivants, criants de vérité, empruntés à la plus humaine réalité. C'est ainsi la Comédie humaine elle-même qu'il convient de lire, d'observer et de méditer à travers les très plaisants épisodes et les leçons de cette Comédie animale ; ce sont les hommes que nous entendrons parler par la bouche des bêtes, leurs frères inférieurs et leurs symboles⁸, réunis en société féodale sur la terre de France dont le trouvère a parlé parfois avec tant de poésie et de tendresse⁹.

Car, si la plupart des apologues retrouvés dans les littératures modernes appartiennent aux latinistes, clercs et trouvères, il est certainement une création qui ne doit rien à l'antiquité, dit Paulin Paris : c'est précisément l'antagonisme, la « guerre » — c'est-à-dire, pour l'historien du droit, la guerre privée, la « guerre du poing », la *faida* ou *Fehde*¹⁰, — des deux barons, damp Renart le Goupil¹¹ contre messire Ysengrin le Loup. « Assurément, le loup n'avait pas besoin d'être en guerre contre le goupil pour se recommander à l'attention populaire. Il avait longtemps auparavant, pris la coule des moines¹², montré patte blanche¹³, mangé l'agneau et peut-être le petit chaperon rouge. Et de damp Renart il en était de même : on savait, avant l'histoire de ses relations criminelles avec la louve¹⁴, comment il avait trouvé les raisins trop verts¹⁵, comment il avait fait descendre le bouc dans le puits¹⁶, comment il avait trompé le corbeau¹⁷ et fait chanter le coq¹⁸. » Mais, « en mettant en présence ces deux grands malfaiteurs », en inventant la guerre de Renart et d'Ysengrin, dans la première moitié du XII^e siècle¹⁹, on répondait non seulement au besoin « d'introduire quelque unité — encore précaire, on le verra — dans un double courant de fables et de placer dans le même cadre

deux suites de récits également en vogue » : on en tirait, par l'opposition des passions et l'enchaînement des événements, aussi bien l'avantage d'une vie, d'un intérêt, d'une réalité accrus, que celui de donner à cette succession de récits, de fabliaux ou de « gabets », une « moralité » et un sens général beaucoup plus instructifs et frappants.

La première partie du Roman de Renart que nous a donné Paulin Paris renferme la série des « Aventures » traditionnelles de cette guerre ainsi que d'autres épisodes, recueillis en divers lieux par plusieurs conteurs ou « jongleurs » ; elle forme le récit des *méfais* de Renart ; l'auteur principal, celui qui en revendique l'honneur dans le Prologue, est anonyme. La seconde partie, qui nous fait assister au *procès* et au *jugement* de Renart²⁰, est l'œuvre de Pierre ou Perrod de Saint-Cloud, qui s'y nomme expressément. Elle se situe au moment où Louis VII venait de partir pour la seconde Croisade, dont nous entendrons parler dans le récit, à l'exhortation de saint Bernard que nous verrons apparaître dans ce « frère Bernart qui, au retour d'une visite aux religieux de Grandmont, obtient du Roi, accoutumé à ne lui rien refuser, le pardon de Renart et la liberté de le revêtir du blanc manteau, uniforme des moines de Clairvaux ».

Ayant eu, il y a peu, le privilège d'assurer une édition bibliophilique du *Roman de Renart* et de l'expliquer²¹, nous ne pouvions manquer d'être frappé de l'intérêt que cette partie du Procès et du Jugement présente pour l'histoire politique, judiciaire et sociale du XII^e siècle français, dont cet ouvrage est l'une des fleurs les plus exquises : « Il ne faut pas oublier, écrivions-nous, que le Roman de

Renart n'est pas uniquement une succession de joyeuses aventures ou de *risées*, mais aussi et avant tout, ce qui est un de ses principaux attraits pour nous, un *miroir* de son temps, un tableau fidèle, plein de couleur et de vie, de la société, des mœurs et des institutions féodales. » Paulin Paris lui-même, le « translateur » du Roman de Renart, a si perspicacement discerné et heureusement exprimé²² cet aspect permanent d'une œuvre en apparence « aussi peu grave », que nous ne pouvons manquer de lui laisser la parole :

« Le *Procès de Renart* va présenter un autre caractère que les Aventures dont il devait être l'expiation. Ce n'est plus seulement une suite de récits dont la première forme était déjà dans le domaine public et remontait souvent à l'antiquité la plus reculée ; nos trouvères feront ici preuve d'une invention plus haute et moins contestable. Tout en conservant aux animaux leur personnalité consacrée, ils sauront prendre la véritable mesure de la société de leur temps, ou plutôt de tous les temps ; car les institutions changent de forme, non les hommes, qui se plient tant bien que mal au joug de ces institutions. Il y avait au XII^e siècle des rois, des barons, des bourgeois, des vilains ou des villageois, des clercs, des rimeurs et des artistes ; nous avons tout cela de notre temps, et je suis persuadé qu'il y aura de tout cela longtemps encore. Pierre de Saint-Cloud, l'heureux génie auquel nous devons déjà *Le Partage du Lion* et *La Ferme de Berton le Maire*²³, va, le premier, mettre en scène, sous les apparences de Noble le lion, de Renart et d'Hersent, d'Ysengrin, de Lombart le chameau et de Brichemer le cerf, tout le système politique de son temps, le Roi, la Cour, l'Église, les Chevaliers et les Femmes. On connaîtra peut-être mieux les véritables formes de la justice féodale sous le règne de Louis le Jeune, après avoir lu le *Procès de Renart*, qu'en essayant d'accorder ce que les légistes modernes ont tenté de nous en

apprendre. Cette étude pourra bien aussi contribuer à diminuer les préventions que nous gardons involontairement contre l'indépendance et la solidité de jugement de nos pères ; car les auteurs du *Roman de Renart* ont dû la principale vogue de leurs récits à la peinture des mœurs dont ces récits étaient l'expression fidèle.

... Le nombre infini de livres pieux et d'élucubrations ascétiques composés pour les monastères nous laissent supposer aujourd'hui que le moyen âge était une sorte de grand couvent dans lequel on ne faisait guère usage de la liberté d'examen, où l'on ne vivait que pour songer à mourir. Mais, en réalité... l'enseignement littéraire du « Siècle » reposait plutôt sur les chants d'amour et de guerre, sur des contes de gai savoir, sur les romans de Troie, d'Artus ou de Renart²⁴, dont les auteurs, honorés et festoyés par les rois, par les barons, les bourgeois et même les clercs, s'exprimaient avec une liberté sur les hommes et sur les choses qui n'a pas été dépassée. Le *Procès de Renart* nous obligera du moins à convenir que l'on connaissait alors assez bien la juste limite des droits et des devoirs ; que la défense ne manquait pas aux accusés, que les entraves opposées aux tendances arbitraires étaient assez bien calculées, que l'affectation d'une piété rigide n'échappait guère plus qu'aujourd'hui au soupçon d'hypocrisie, et qu'en fait de goût on ne confondait pas la véritable éloquence avec le bavardage inutile ou prétentieux. »

Arrivé d'emblée à la même conviction, et ravi, en tant que juriste et théoricien de la procédure pénale, par les constatations dont l'érudit historien de la littérature française avait si bien aperçu et dégagé le sens en formulant le vœu de pouvoir « développer ces premières données critiques et y revenir », nous donnions, dans les Notes de notre édition bibliophilique du *Roman de Renart*, quelques exemples du rapprochement qui s'imposait entre les épisodes de l'accusation et du jugement de Renart, et le

système de la procédure criminelle telle que la font apparaître les ouvrages juridiques et les coutumiers des XII^e et XIII^e siècles, et l'exposé d'Esmein dans sa classique *Histoire de la Procédure criminelle en France*²⁵. Convaincu de l'intérêt d'une étude complète sur ce sujet, et de l'attrait de ce tableau d'ensemble dont Paulin Paris avait reconnu le caractère éminemment instructif, nous avons estimé qu'il devait être brossé en effet, en confrontant l'enseignement concret du « Procès et jugement de Renart » avec les principes de la procédure et du droit criminel féodal que nous ont livrés²⁶ les *Assises de Jérusalem*, recueil des lois et règlements promulgués par Godefroy de Bouillon pour les royaumes des croisés à Chypre et à Jérusalem ; le *Livre de Jostice et de Plet*, contenant les coutumes de l'Orléanais et composé entre 1254 et 1260 ; les *Établissements de saint Louis*, coutumier privé (contrairement à ce que son nom a fait croire longtemps) rapportant la pratique de l'Orléanais, de Touraine et d'Anjou, composé entre novembre 1272 et la fin juin 1273 ; les *Coutumes de Beauvaisis*, de Philippe de Beaumanoir, écrites vers 1283, et les célèbres miroirs de justice tels que le *Très ancien Coutumier de Normandie*, rédigé pour partie vers 1199-1200 et pour partie vers 1220, le *Grand Coutumier de Normandie*, dont la critique actuelle place la rédaction vers 1230-1240²⁷, la *Très ancienne Coutume de Bretagne* enfin²⁸, dont nous nous sommes assuré qu'elle offre l'image d'un ordre ou d'un style criminel assez rapproché de celui du Roman de Renart (sauf en ce qui concerne l'enquête d'office qui, à ce moment, y apparaît pour les crimes graves à côté de la procédure accusatoire antérieure). Car, si elle a été très probablement rédigée entre 1312 et 1325 environ²⁹, les auteurs présumés qu'une

longue tradition lui attribue, Copu le Sage, ce Bricheimer, Tréal le Fier, ce Baucent, et Mahé le Loyal, ce Grimbert, ont recueilli un « style de procédure civile et criminelle » bien antérieur et qui plonge ses racines dans le vieux droit du siècle précédent.





LIVRE PREMIER

LE SYSTÈME CRIMINEL FÉODAL

POUR aborder le procès de Renart, il faut partir des principes du droit féodal et de son organisation. Ce droit repose tout entier sur le rapport de vasselage, la fidélité au seigneur, et les obligations réciproques en découlant pour le sujet à l'égard de son seigneur, et pour celui-ci à l'égard de « ses hommes » en général et de celui qui dépend de sa juridiction en particulier. Nul texte ne pourrait en donner une idée meilleure et mieux introduire cette étude, que ne le fait la Très ancienne Coutume de Bretagne : « Hommes et femmes, tous et chacun, doivent craindre et porter révérence et honneur garder à leurs seigneurs et à leurs dames, et plus à Dieu et à la benoite Vierge Marie et aux saints et saintes... Et aussi doivent les seigneurs et les dames aider leurs sujets et leurs hommes, et les doivent garder de torts et de violences d'eux et de tous autres, et les enseigner à bien faire et à bien dire. Et s'ils se méprennent, dont il convienne qu'amende soit

levée, les seigneurs n'en doivent rien retenir à eux fors à soudoyer et à payer les officiers qui font leurs offices ; et s'il en demeurerait, le demeurant doit être donné pour Dieu en faisant charité... car justice ne fut établie que pour charité³⁰... C'est pourquoi « doit-on au Roi, au Duc, faire honneur et obéir plus qu'à nul autre de leurs sujets, car ce sont ceux... qui peuvent et doivent faire ordonnances et établissements contre les usements et autres choses qui sont faits contre bonnes mœurs et sans raison et en préjudice du commun profit. Et pour ce appartient-il au Roi, au Duc et chacun en sa terre les corriger, car celui est prud'homme et doit être aimé et honoré qui fait et fait faire raison (rendre compte) de soi-même, et ne devrait l'on douter qu'il voulût faire à autre ce qu'il ne voudrait faire à soi »³¹.

CHAPITRE PREMIER

LA JURIDICTION

LE XII^e siècle connaît une double forme de justice, la justice féodale et la justice de seigneurie — souvent confondues — suivant qu'elle s'applique aux « vassaux », qui ont prêté l'hommage au seigneur, ou aux « fidèles », qui ne sont liés que par le serment de fidélité ou féauté général. Quand, dans la seconde moitié du IX^e siècle, la royauté, qui commence à s'établir fortement, veut faire respecter les accords qu'elle conclut avec les principaux seigneurs et fidèles du royaume en vue de la paix générale, elle « greffe sur la justice publique des anciens âges les deux rejetons qui en absorberont toute la sève, la justice de fief et la justice de seigneurie ». Celles-ci sont fondées sur le principe que « les *fidèles* sont liés les uns aux autres ; ils sont égaux, ils sont *pares*, à raison de la fidélité commune ; ils se doivent réciproquement aide, assistance et conseil. Si le roi fait tort à l'un d'eux, tous doivent lui rendre justice. Si l'un d'eux viole les accords, s'il trouble la paix ou s'insurge, les pairs de concert avec le roi doivent le faire rentrer dans l'ordre ». C'est ce qui explique le rôle que les « pairs », dans l'une et l'autre forme de juridiction, jouent au procès. Dans la plupart des affaires

ce sont eux, réunis en « cour des pairs », qui jugent seuls. Le seigneur — roi, comte ou baron — se borne à les convoquer à sa cour, à les présider, à leur demander le jugement ; mais ce sont eux, les juges (judiciarii) qui examinent la cause, déterminent les preuves à fournir, règlent l'admission des témoignages, décident le serment, le combat judiciaire ou une autre ordalie, et prononcent la sentence. « Il convient — précise Beaumanoir — que les seigneurs fassent juger par autres que par eux, c'est à savoir par leurs hommes féodaux, et à leur semonce et conjure. » Les « fidèles » forment une cour différente de celle des « vassaux » lorsqu'ils ne sont pas en même temps vassaux ; le seigneur qui les convoque et les préside n'agit pas alors comme seigneur féodal, en vertu du contrat de fief, mais comme « princeps », en vertu d'une sorte de souveraineté. Toutefois le fonctionnement de ces cours est identique, la procédure est dans les grands traits la même³².

Selon les règles traitant « de cas de haute justice et baronie » au Livre de Jostice et de Plet, le sujet, le vassal relève, pour ses méfaits graves, de la haute justice — celle qui connaît des affaires criminelles emportant peine afflictive et infamante³³, — et il relève de la haute justice du seigneur sur les terres duquel il « couche et lève ». Le Roi, en tant que seigneur, a juridiction sur les terres composant le domaine royal et il rend la justice au même titre et dans les mêmes formes qu'un seigneur justicier. Tête de la hiérarchie féodale et n'ayant d'autre souverain que Dieu, comme diront les légistes, il est suzerain de ses vassaux immédiats, de ceux qui tenaient de lui un fief titré et se reconnaissent « ses hommes ». La cour qu'ils devaient former pour se juger les uns les autres s'appela

toujours la *Cour des Pairs*, et elle se confondait avec la *Cour du Roi*. Le Roi y rend la justice entouré de son conseil de grands vassaux, comtes, barons et prélats. Il la préside ou la fait présider par son sénéchal³⁴, qui est, à la Cour du Roi Lion, Brichemer le Cerf. En effet damp Renart, vassal et baron du Roi Noble, vivant sur ses terres



et ayant son château de Maupertuis dans le « détroit » de sa juridiction, relève de la Cour des Pairs. C'est devant elle qu'il devra et que nous le verrons comparaître pour se défendre et pour être jugé, après dues semonces ou citations ; c'est un privilège auquel il a droit : « Nous devons savoir que les barons doivent être jugiés par leurs pers », dit le Grand Coutumier de Normandie, et c'est la règle générale. Ducs, comtes et barons — prescrit aussi le Livre de Jostice et de Plet — ne doivent pas être tirés en plaid devant prévôt, du fait de leur corps, ni de leur domaine ; « car chacune tele persone ne doit estre jugiez que par le roi, qui li doit foi, ou par ses pers ». Les Établissements de saint Louis sont encore plus précis : Lors-

que « li bers est appelé en la cort le Roy... et il die... je ne veul estre de ceste chose jugié, si par mes pers non... adonc si doit-on les barons semondre jusqu'à trois pour le moins, et puis la justice doit fere droit o (avec) eux et aultres chevaliers »³⁵. Et c'est pourquoi nous verrons le Roi Noble inviter ses barons et ses conseillers à délibérer et statuer sur le sort de Renart, exactement comme Charlemagne, dans la *Chanson de Roland* sur celui de Ganelon : « Seignurs barons, leur dist Carles li reis — de Guenelun kar me jugiez le dreit... Respondent Franc : Ores en tendrum cunseill » (vers 3750 et ss.).

CHAPITRE II

LA PROCÉDURE ET LA POURSUITE

La procédure criminelle du XII^e siècle est une procédure purement accusatoire. Sans accusateur, sans plainte, « clame » ou « clameur », il n'y a pas de juges, pas de procès possible. « L'on ne doit pas répondre à tel fait quand nul ne s'en plaint pour vous. » L'accusation, la clameur est portée devant la Cour assemblée. « Quant aucune personne entent à accuser de crime ou de autre cas de infameté, il pout faire adjourner par court suseraine son adversaire », rappelle par exemple la Très ancienne Coutume de Bretagne à l'article des accusations (135) : le connétable Ysengrin y portera la sienne contre Renart. La poursuite n'appartient qu'à la partie lésée ou, si elle est décédée, à son lignage, sauf, pour certains coutumiers, le cas où quelqu'un serait occis, qui ne laisserait point de parents ou d'amis après lui. La raison juge qu'en pareil cas, disent les Assises de Jérusalem, le roi ou le seigneur de la terre est tenu de demander la mort du meurtrier « par droit et par l'assise et de mettre champion ce mestier est... Car Notre Signor dist en l'Évangile que le sanc dou povre il aloit tout après en décriant juisse (justice) et disant : Biau Sire Dieu venge le sanc dou povre »³⁶

La procédure, quant à son style, est formaliste, orale et publique³⁷. Le « plaid » ou l'« assise » de la cour féodale se tient à certains jours fixés par l'usage ; en cas d'urgence, le seigneur peut aussi rassembler promptement les juges³⁸. Quand il ne s'agit pas de la Cour du Roi réunie dans son palais, comme le fait le Roi Noble, l'audience se tient d'habitude en plein air, à la porte du château — sous le chêne de saint Louis, — sur la place, au carrefour de la ville. Les parties doivent comparaître au jour fixé dans la semonce ou citation, à moins qu'elles ne puissent invoquer « quelque une des nombreuses excuses — ou « exoines » — que connaissait la procédure féodale »³⁹. Et elles doivent comparaître personnellement ; elles ne peuvent se faire représenter. On le verra par damp Renart : son cousin Grimbert le Blaireau peut bien prendre sa défense et se porter garant pour lui, il ne peut suppléer à son absence ; Renart doit venir en Cour, où il sera si difficile de l'amener. L'impossibilité d'une représentation en justice, conforme aux anciens principes, est d'ailleurs toute naturelle puisque l'accusé devra répondre à l'accusation et prêter serment à l'audience pour se purger de l'accusation, ce qui est un acte hautement personnel. La coutume — celle de Bretagne notamment — montre bien « en quel péril peut choir celui qui est accusé de crime quand il fait défaut » après avoir été régulièrement ajourné (art. 108). Si, quoique « appelé et audiencié », il ne se présente pas au jour du terme, l'heure de midi passée, « en cause de crime on le pourrait appeler à vaincu, car qui défaut en crime, il semble qu'il soit fuytif... Et adonc serait-il ajourné derechef, qu'il vînt pour la Cour garantir au cas de crime sur lui mis, ou l'on ferait droit ou procéderait contre lui. Et s'il venait

les autres termes et il ne trouvât raison efficace, on lui pourrait dire qu'il serait atteint du fait et la peine commise sur lui et sur ses pleges », c'est-à-dire ses cautions ou garants⁴⁰. En effet, en cas de défaillance répétée aux assises suivantes — au nombre de trois en général, de neuf en Bretagne — le défaillant est solennellement mis à ban, « forbanni », comme le fugitif auquel il est assimilé : car la fuite est tenue pour une forme d'aveu, et le fugitif pour convaincu dès lors du crime qui aurait été jugé contradictoirement s'il avait été présent (art. 109)⁴¹. Le malfaiteur, étant ainsi censé avoir signé sa culpabilité, était pendu sans autre forme de procès s'il venait à être arrêté⁴².

L'accusation ou clameur s'introduit par *semonce* verbale. La forme en variait selon la qualité de l'assigné. S'il était noble, elle devait se faire par les pairs : « Li sires qui veut semondre son gentilhomme, qui tient de lui fief, il doit prendre deux de ses hommes, qui soient pairs à celui qu'il veut semondre », dit Beaumanoir⁴³. Les trois premiers ajournements sont faits « à l'oustel où le malfacteur à accoutumé à demourer », d'après la Coutume de Bretagne⁴⁴. Renart sera effectivement cité ou semoncé par trois fois successivement en son hôtel ou château de Maupertuis, au nom du Roi son seigneur, par l'Ours messire Brun, par Tybert le Chat, et enfin par Grimbert le Blaireau, qui lui apporte les lettres scellées du Roi lui mandant « honte et dernier supplice s'il ne vient répondre à la clameur élevée contre lui devant sa Cour ».

Lorsque l'accusé comparaît dans la procédure contradictoire ordinaire, qui est celle du Roman de Renart, l'accusateur forme sa demande de vive voix — nous entendrons celle d'Ysengrin, — et, à l'origine, en se gar-

dant bien de commettre une « faute » qui permettrait à son adversaire de le « prendre à point », c'est-à-dire de faire déclarer nulle la demande pour vice de forme, en vertu de l'adage : « qui cadit a syllaba, cadit a causa »⁴⁵. L'accusé est obligé de répondre aussitôt ; son silence est tenu pour un aveu, la preuve « la meilleure et la plus claire » en même temps que la moins onéreuse de toutes (Beaumanoir), la reine des preuves, « regina probationum ». La défense consiste dans la négation de l'accusation, dans une négation « exactement adéquate à la demande » et même, anciennement, la réfutant mot à mot, « de verbo ad verbum », avant qu'on en arrive à répondre « en gros », dit Esmein, dans les affaires civiles tout d'abord, puis criminelles. Renart excellera à faire entendre une défense très habile sur les diverses accusations portées contre lui.

Les *preuves* sont celles dérivant des usages de l'époque franque, mais dont la féodalité conserve et emploie de préférence celles qui conviennent le mieux à sa nature propre. Le « serment purgatoire » de l'accusé, assisté de ses « cojureurs », serment prêté sur l'Écriture ou sur les corps saints (les reliques), est encore admis dans les Assises de Jérusalem⁴⁶, mais il disparaîtra bientôt complètement. Il en sera de même des ordalies unilatérales, ces sortes d'« expertises divino-légales », comme les a ingénieusement appelées Tarde, l'épreuve de l'eau et l'épreuve du feu ou « ignise », cette dernière consistant à « porter juice », c'est-à-dire le fer rouge servant au jugement de Dieu (*judicium*)⁴⁷. Le procès de Renart, au XII^e siècle, connaît et le serment purgatoire que Renart, entouré de ses alliés et amis selon la coutume, sera invité à prêter par traîtrise sur « la dent de saint Rooniaus », à laquelle il échappe de justesse, et les ordalies de l'eau et du feu, auxquelles

dame Hersent est prête à se soumettre pour se laver du soupçon d'adultère qui pèse sur elle. Mais le Grand Coutumier de Normandie en parle déjà comme d'une institution du passé : « Jadis, quant femmes estoient accusées de crimes et elles n'avoient qui les defendist, elles se expurgeoient par ignise et les hommes par eaue ou ignise quant la justice ou femmes les suyvoient de causes criminelles. Et pour ce que Sainte Église a osté ces choses, nous usons souvent de l'enquete »⁴⁸, du témoignage.

Le duel judiciaire, au contraire, l'appel au jugement de Dieu soutenu par le serment des deux adversaires et décidé par la bataille, se répand de plus en plus et devient, en matière criminelle, le mode de preuve ordinaire : « Pour tous crimes où aura péril de perdre vie ou membre », c'est-à-dire pour les crimes graves pouvant entraîner la perte capitale ou une mutilation, l'accusé peut agir par la voie de l'« appel » en provoquant, en appelant directement l'accusé au duel judiciaire, par la prononciation des mots « par quoi bataille y soit », et en donnant ses « otages », ses cautions et « gages de bataille ». S'il ne peut combattre — parce que clerc, infirme ou femme — il pourra se constituer un champion ; mais le cas devait être plutôt rare, en dehors du cas où un champion se présentait spontanément, comme un parent pour la femme ; car, outre les frais d'un champion de « métier », le risque était gros : le combattant vaincu avait, d'après Beaumanoir, le poing droit coupé, et, dans les affaires capitales, il était, d'après les Assises de Jérusalem, traîné aux fourches sur la claie et « pendu par la goulle, mort ou vif », avec son mandant dont il avait épousé la cause et la responsabilité, et que le jugement de Dieu avait condamné⁴⁹. Le Procès de Renart nous montrera « comment le

combat fut ordonné » entre l'accusateur et l'accusé⁵⁰ ; il nous narrera par le détail le « grand et mémorable combat de damp Renart et de messire Ysengrin, et comment le jugement de Dieu donna gain de cause à qui avait le meilleur droit »⁵¹. Au lieu de la preuve par l'appel à la bataille, l'accusateur peut toutefois offrir la preuve par témoins ou « garants » venant déposer à l'audience, en présence de la Cour et face aux parties, sauf à l'accusé de « fausser » ces témoins en les accusant de parjure et les provoquant de ce fait au duel judiciaire, dont dépend alors aussi le sort du procès. Dans un cas comme dans l'autre, qu'on procédât par l'appel à la bataille ou par l'appel aux témoins, « c'était une lutte égale et publique entre deux particuliers ». Saint Louis, par ordonnance de 1260 donnée au Parlement des Octaves de la Chandeleur, abolira les gages de bataille comme l'avaient été précédemment les ordalies, en décidant : « Nous défendons à tous bataille par notre domaine, et au lieu des batailles nous mettons preuve des témoins »⁵².

CHAPITRE III

L'ARRESTATION ET LA DÉTENTION PRÉVENTIVE

L'ARRESTATION et l'incarcération, la « mise en chartre » ou geôle, au sens de la détention préventive ou de sûreté moderne, est d'usage dans les divers coutumiers, Livre de Jostice et de Plet, Établissements de saint Louis, Coutume de Beaumanoir, Très ancienne Coutume de Bretagne⁵³. Le principe de l'ancien droit romain, connu par le *Digeste* et transposé par les glossateurs et les jurisconsultes, est que la prison doit servir à retenir les hommes et non à les punir, « carcer ad retinendos homines non ad puniendos haberi debet ». On se servira notamment de la prison au pain et à l'eau — « carcer cum penuria cibi et potus » — non seulement pour s'assurer du criminel et empêcher sa fuite, mais aussi comme d'un moyen de contrainte destiné à décider l'accusé à se soumettre à l'ordalie et, après la disparition de celle-ci, à l'enquête du pays ; on s'en sert comme garantie du paiement de l'amende ou de la composition, à l'égard du coupable qui ne peut fournir de bons plèges ou cautions ; ou encore, dans le même esprit, à l'égard du condamné qui ne paie pas l'amende fixée par le jugement, ce qui est le principe de la contrainte par

corps. Dans le procès de Renart, messire Brun, son ennemi, qu'il a failli faire capturer et tuer par le forestier Lanfroï, soutient que l'accusé devrait être arrêté, jeté en chartre, puis amené pieds et poings liés pour être jugé, et Renart effectivement, quand il aura comparu devant la Cour des Pairs et aura été condamné, rappellera humblement et



en demandant pardon au Roi, que celui-ci l'a fait « saisir et charger de chaînes » avant qu'on le jugeât et décidât de son sort. Mais l'incarcération dans le sens de la peine de prison moderne, si elle n'est pas inconnue, reste exceptionnelle, par exemple à l'égard d'officiers seigneuriaux coupables de forfaiture, ou à l'égard de celui qui aurait troublé la marche normale du duel judiciaire lorsque le ban du seigneur a été proclamé. Et cela se comprend aisément « si l'on veut bien songer que l'emprisonnement réglé par un code et prononcé par sentence de justice pour une durée définie ne peut qu'être le signe d'une civilisation avancée ; les prisons, maisons de force, de détention, de réclusion présupposent une administration pénitentiaire

que l'on ne peut trouver au XIII^e siècle ; la peine de prison en est encore à un état rudimentaire de développement »⁵⁴.

La Très ancienne Coutume de Bretagne, traitant de l'arrestation et de la détention préventive, montre en particulier très bien « comment doit estre prinson faicte à ceulx qui sont prins ou arrestés par accousours » ou sur accusation en cas de crime capital ou d' « infameté » sans qu'ils doivent être mis à mort, ou encore dans le cas des criminels suspects et soumis à une enquête (art. 103 à 105). Dans ces circonstances, et « quant le cas est appert, l'on doit mettre (le malfaiteur) en forte prinson et garder qu'il ne eschappe », et cela « sans recreance », c'est-à-dire sans « mise en liberté sous caution de plèges », otages ou garants, ce que la procédure féodale appelle communément la « vive prison »⁵⁵.

La règle de la procédure accusatoire est d'ailleurs que l'accusateur aussi bien que l'accusé doivent être détenus, car l'on ne sait qui a tort ou raison — la bataille ou l'enquête en décidera, — et l'équité comme la raison exigent dès lors qu'on maintienne entre les parties l'égalité la plus absolue. En principe, précise la coutume bretonne, « nulle justice ne doit prendre recreance... de celui qui est accusé de murtres, d'aguestours de chemins, de larrons, de robours, de tollours, de ravissours, d'ardours de mesons, ni de nul qui soit accusé d'autre fait dont le cas sonnât que l'on dût mettre à mort celui qui a fait le fait », pourvu qu'il y eût présomptions suffisantes contre l'accusé⁵⁶. Au cas où l'on ne trouverait rien contre celui-ci, « adonc devrait justice rendre plèges, car le plège ne devrait pas être pendu ni prendre mort ». Mais s'il y avait cas de bataille qui pût et dût être jugé entre les adversaires, « adonc il serait prinson relachiée à fin que son corps ne

fût blessé ni ses membres, ni qu'il ne fût plus faible à se combattre. Car s'il ne faisait son devoir à la bataille... il serait vaincu »⁵⁷. Cependant, ici encore, le sort des deux adversaires doit être le même, et pour les mêmes raisons. Les Établissements de saint Louis proclament « fole justice » celle qui permettrait à l'un « aler hors de prison par plèges et retenist l'autre »⁵⁸.

CHAPITRE IV

LES INFRACTIONS PRINCIPALES

NOUS venons de voir quelques-uns des crimes qui justifient cette procédure. Examinons de plus près quels sont les principaux crimes de l'époque féodale, ceux que nous trouverons plus ou moins dans les accusations portées contre Renart, et la peine qu'ils entraînent.

Pour comprendre la base et bien pénétrer dans le « climat » du procès de Renart, suite de la « guerre privée » des deux barons, il faut se souvenir que la guerre ou la vengeance privée, la « faida » germanique et franque, malgré les interdictions, reste vivante à ce moment. Guillaume le Conquérant a proclamé par exemple, à Pâques 1075, à Fécamp, une loi interdisant à tout homme d'en attaquer un autre, à moins qu'il ne s'agisse du meurtrier de son père ou de son fils, et l'Enquête de Caen, en 1091, a aboli formellement le droit de guerre. L'usage en reste cependant tenace puisque au début du XIII^e siècle encore la Très ancienne Coutume de Normandie devra l'interdire : « Nullus hominum audeat versus alium guerram facere. » Nous verrons aussi le Roi Noble interdire la guerre entre barons, s'emporter contre elle, et « proclamer la paix du Roi », sous menace sévère à qui la violerait. Mais la guerre

privée sera difficile et longue à disparaître, malgré toute la sévérité du souverain, car elle est la forme féodale de la justice propre issue de l'ancien droit de vengeance privée : « La guerre privée conduite par un individu contre son ennemi, et la poursuite par appel, conduite selon les règles de la procédure accusatoire, sont deux institutions qui, pour être totalement opposées dans leurs effets pratiques, puisent leur source dans un même concept. Le fait que celle-là fut, dans un temps antérieur, aussi légale que celle-ci, en est une justification »⁵⁹.

Le *fondement* de la répression, aux XII^e et XIII^e siècles, est donc double : « Il repose à la fois sur le droit de vengeance qui appartient à la victime ou aux siens, et sur l'obligation pour le prince de faire respecter sa dignité, dont la notion est liée à celle de la paix publique »⁶⁰. C'est la raison pour laquelle le procès tendra à la double réparation par l'amende à justice, développée grâce à l'institution de la « remise à merci » ou à miséricorde du souverain, et par l'« amende à partie », rachat de la vengeance privée, selon la lointaine notion du « wergeld » des lois barbares⁶¹. Tout crime, en effet, toute « injure » grave dirigée contre un particulier est en même temps une offense au souverain, en tant qu'atteinte à la paix du pays dont il est le gardien. N'est-ce pas d'ailleurs sur ce devoir de gardien de la paix générale que porte le serment du souverain lors de son sacre, au moment où on lui remet l'épée pour le service de la justice ? « Quando Dux in ducem recepitur, sacramento tenetur bonam pacem tenere et legalem justiciam », dit la Très ancienne Coutume de Normandie⁶².

Les actes punissables doivent être distingués selon leur gravité, et cette distinction est aussi nécessaire et justi-

fiée qu'elle est générale, quelles que puissent en être les modalités. Le droit coutumier normand, par exemple, tient pour « criminelles » les infractions dont l'accusation donne naissance à une action (dite « *per legem apparentem* ») se terminant par duel judiciaire ou enquête du pays en cas d'innocence, ou par condamnation à la perte de vie ou membres en cas de culpabilité. Sont en revanche « simples » ou, selon la terminologie dont nous usons aujourd'hui, « délictuelles », les infractions dont l'accusation donne naissance à une action (dite « *per legem simplicem* », la « *disraïne* » ou « *deresne* »)⁶³, se terminant par le serment purgatoire avec cojureurs en cas d'innocence, ou par la condamnation à une peine simple, telle que l'amende à partie et à justice ou l'emprisonnement, en cas de culpabilité⁶⁴.

Le premier des crimes, dans le système féodal, sera la *trahison*, c'est-à-dire toute infraction au devoir de « féauté » (*fides*) qui lie le vassal à son *seigneur*, la félonie⁶⁵. Elle est plus d'une fois reprochée à Renart par ses victimes. Les hauts barons, les vassaux, sont en effet tenus envers leur seigneur — en l'espèce, le Roi — à une obligation générale de fidélité. Ils y manquent aussi bien, par exemple, lorsqu'ils se soulèvent contre lui ou livrent ses places fortes, que lorsqu'ils violent son ordre de paix ou prêtent assistance à ses ennemis. Celui qui, par un acte quelconque, rompt la « foi » due et jurée à son seigneur, se rend coupable de « défi » féodal, dit Beaumanoir. Il sera frappé, logiquement, de la peine féodale qu'est la perte ou la reprise, la « commise » du fief, en même temps que de la peine commune encourue par l'acte coupable de trahison ou de félonie, c'est-à-dire normalement de la peine de mort ou d'exil, et de la confiscation des biens⁶⁶.

Viennent ensuite les crimes graves contre *les personnes*, le meurtre, l'assaut, les violences. Tout l'ancien droit a distingué, dans les atteintes à la *vie*, entre l'homicide simple, en quelque sorte honnête, ouvert, rémissible moyennant réparation et avec l'accord des parents ou de la famille, et le meurtre, l'homicide déshonorant, dissi-



mulé, par guet-apens ou trahison, aggravé et en principe irrémissible. « Li tué sans murtre est homicide » ; l'homicide « si est quant aucuns tue autrui en chaude mellée », précise Beaumanoir ; le meurtre « si est quant l'en tue ou fait tuer autrui en aguet apensé » ; c'est aussi, d'après l'ancienne tradition des lois barbares et notamment de la loi ripuaire, l'homicide accompli de nuit ou secrètement (*clam*). Les Établissements de saint Louis expriment ces distinctions par la formule : « Meurtre si est quand l'on tue homme ou femme de jour ou de nuit en son lit ou en autre manière porquoy ce ne soit en meslée ou sans tancer ou sans li défier ». La peine du meurtre est la mort, en application de la loi du talion qui joue un rôle

si considérable dans le droit primitif : vie pour vie, « *det vitam pro vita* ». L'usage, tel qu'il se reflète au Livre de Jostice et de Plet, dans les Établissements de Saint Louis, les Coutumes de Beaumanoir et la Très ancienne Coutume de Bretagne, exige que le meurtrier soit pendu après avoir été « traîné » derrière un char ou un cheval⁶⁷.

Les diverses *attaques et violences* se rencontrent sous la forme du « méhaing », qui est la lésion ou la mutilation corporelle grave et permanente rendant un homme impropre au combat⁶⁸, et sous la forme des « assauts » ou des agressions constituant des ruptures de paix particulières, comme l'« assaut de vieille haine » visant, semble-t-il, l'acte de guerre privée tel que nous en trouvons entre Renart et Ysengrin dans la chronique de leur vieille querelle, l'« assaut en voie de cour » sur les plaideurs se rendant en justice ou en revenant, l'« assaut de chemin », l'« assaut de maison » ou l'« assaut de charrue » dans la campagne : la peine, ici encore, est commandée par l'idée du talion ; elle sera la mort en cas d'issue mortelle, la perte de membre en cas de mutilation⁶⁹. Il y faut ajouter la « rupture de trêve » judiciaire (*treuga*), c'est-à-dire de l'engagement obligatoire et pris sous serment en justice (*asseurement*), de s'abstenir de toute violence envers son adversaire et de recourir uniquement aux voies légales pour vider le différend⁷⁰. On verra aussi Renart, pour terminer ses exploits, renier et bafouer le serment qu'il a fait en justice de pardonner aux juges, ses pairs, qui l'ont condamné, et de ne pas chercher à tirer vengeance d'eux.

Quant aux *délits charnels*, si le Roi Noble incline à ne pas prendre au tragique l'accusation d'adultère portée en cour contre damp Renart et dame Hersent sa commère,

et estime qu'il y a lieu d'être réservé dans de telles accusations, en revanche les attaques violentes contre la femme et son honneur sont considérées comme des crimes majeurs. Elles portent atteinte à la paix en même temps qu'au droit et à la morale. Le viol, avec la distinction traditionnelle entre celui de la pucelle, de la femme mariée, de la veuve, et, mis à part, de la prostituée⁷¹, ainsi que le rapt, le ravissement ou l'enlèvement, souvent confondu avec le viol parce qu'il en est « le prélude », sont menacés de sanctions graves. En vertu du principe constant du talion ou de la peine « expressive » ou « miroitante » qui domine le droit du moyen âge, le châtiment est la mutilation : « membris puniatur », soit, en droit normand, la castration et l'aveuglement : le coupable est puni par où il a péché. Mais si le mari de celle qui prétend avoir été prise de force ou contre son gré, ou, à son défaut, le parent ou le champion qui combat pour elle, succombe dans le duel judiciaire, la femme dont la plainte est ainsi proclamée fausse sera fouettée de manière infamante⁷². Au procès de Renart, l'implacable Brun, dans son réquisitoire, demande que l'accusé soit condamné à être « fouetté et mutilé pour l'empêcher de jamais insulter d'autres nobles matrones », car « c'est ainsi que partout l'outrage est puni ».

Mais c'est aussi l'honneur de dame Hersent, accusée de relations coupables avec Renart, et l'honneur d'Ysengrin, outragé dans ses enfants souillés d'ordure et traités de bâtards, en même temps que dans son épouse soupçonnée d'être une « bête folle », qui est en jeu lors du procès de Renart. Les atteintes à l'honneur sont représentées par tout ce que le droit féodal appelle, en Normandie notamment, les « lédenges » (convicia de la loi salique) : ce sont

les paroles « laides » ou plutôt qui « lèsent » (*laedere*), autrui, lui causent un dommage, c'est-à-dire d'abord les accusations ou dénonciations calomnieuses, d'autant plus graves que l'accusation l'est davantage, puis les diffamations, les médisances ou « mesdits », et enfin les injures verbales, comme par exemple, dit la *Glose* normande,



l'appellation de « garçon paillart et telz choses ». Les injures dites réelles, au contraire, comme les coups, les soufflets ou les crachats sont du domaine des « méfaits » et assimilés aux « malfaçons de corps ». Les atteintes à l'honneur donnent lieu à une plainte ou « querelle » (*querela*) pour obtenir amende et satisfaction, suivant une procédure dont les délais et la forme varient selon qu'il s'agit d'accusations criminelles ou simples, d'affaires réellement graves qui exposeraient la personne accusée à une peine criminelle au cas où l'accusation serait fondée, ou de simples injures⁷³. Le droit ancien, si soucieux de la notion publique de l'honneur (dans la tradition romaine de l'*existimatio* du citoyen) a toujours puni sévèrement

le calomniateur, en s'inspirant, ici encore du principe de la peine exemplaire et miroitante et du talion ; la peine ordinaire sera soit l'ablation de la langue, comme dans la loi salique, soit le fouet, et elle sera naturellement précédée ou accompagnée de la réparation d'honneur, de l'amende honorable. D'après la coutume normande, notamment, le calomniateur doit se rendre soit à l'assise, soit au plaid, soit à l'église, et là, devant tout le peuple assemblé, le coupable, se prenant l'extrémité du nez entre les doigts⁷⁴ et s'adressant à sa victime doit confesser sa calomnie : « De ce que je t'ai appelé larron ou homicide, j'ai menti car ce crime n'est pas en toi et de ma bouche, dont je l'ai dit, j'ai proféré un mensonge »⁷⁵. En cas d'injure, la plainte tend à obtenir réparation sous la double forme de l'amende à justice et de l'amende à partie, qui peut être ou bien simplement l'amende honorable, ou l'amende honorable jointe à la satisfaction matérielle⁷⁶. Et, dit sagement la Glose normande, on doit noter que « de tant comme les iniures furent dictes en lieu plus publique, de tant doit le desdit estre faict en lieu plus solennel et plus notablement ». La Très ancienne Coutume de Bretagne enseigne aussi « coment justice doit faire de ceux qui dient injures à d'autres » (art. 164), « coment justice doit faire de villes personnes qui font ou dient injures et villainies à nobles personnes » (art. 165), et « coment l'en doit faire de noble personne qui le fait ou dit à ville personne » (art. 166). Le principe est que « nul ne pout dire villanie ne injure à nulle personne que l'en ne soit tenu à le li faire amender, ou cas que la injure li nuyrait à li ou es siens de qui respons seroit à lui ». Les personnes viles sont punies corporellement, les nobles doivent l'amende « par pécune »⁷⁷.

Enfin, les crimes ordinaires contre les *biens* sont à côté de l'incendie qui les détruit, les différentes formes du vol, du larcin à la « roberie », et la « burglary ». Le vol ordinaire est distingué suivant sa gravité. Le fait du larron, surtout pris en « présent meffait » (flagrant délit), ou poursuivi par l'appel à l'aide, la clameur de haro⁷⁸, est, lorsque le vol dépasse une certaine valeur⁷⁹, un crime capital puni de la corde : la protection de la propriété souvent remise à la foi publique, est rigoureuse dans une société troublée et menacée constamment aussi bien par la guerre privée que par les vagabonds, soudards, voleurs de grand chemin, faux pèlerins, brigands et pillards. La récidive faisait du petit vol même, du larcin, un crime capital, la répétition du délit manifestant le danger que présentait son auteur : à la première rechute, il perdait une oreille, à la deuxième, la seconde ; à la troisième, « n'ayant plus d'oreille à perdre, il était envoyé à la potence »⁸⁰. Les Établissements de saint Louis prescrivent formellement : « Au tierz larrecin, il est pandables, car l'on ne vient pas du gros au petit »⁸¹. La forme particulière appelée « roberie », qui était le vol avec rupture de la paix, félonie, coups ou violences, comme dans la prise du cheval, du harnais ou du manteau de l'adversaire, était punie aussi du gibet : le « robeur » (robours) était assimilé au « larron »⁸². La « burglary », selon la terminologie normande qui s'est conservée en Angleterre, était à l'origine le crime de ceux (burgessours) qui « felonisement en temps de pées (paix) debrusent esglises ou mesons ou murs ou portes de nos cytés ou de nos burghes ». Elle se rapproche de la violation de domicile — le vieil « husbrice » ou « husbreche » (Hausbruch), — mais s'en distingue en ce qu'elle comporte l'idée de brigandage ne reculant point

devant l'effraction, tandis que l' « husbreche » c'est l'effraction de maison non liée nécessairement à l'esprit de rapine chez celui qui s'en rendait coupable. Dans le procès de Renart, Grimbert le Blaireau, défendant son cousin l'accusé, observera en y insistant que, si ce dernier s'est introduit au domicile d'Ysengrin il n'y eut ni violence, ni portes brisées, ni rupture de paix, encore moins rapine; car en pareil cas son crime eût été capital, la « burglary » étant, comme la « roberie », irrémissible et passible de la hart, de la corde⁸².

CHAPITRE V

LA RÉPRESSION ET LES PEINES

LA *pendaison* est aux XII^e et XIII^e siècles le supplice le plus commun. Il n'est pas encore exclu pour le noble, au profit de la peine du glaive, comme l'indiquera plus tard Loysel dans ses *Institutes* de l'ancien droit français⁸⁴. La coutume de Bretagne dispose (art. 112) : « Traîtres et murtriez doivent estre trainez dès les lieux où ils sont jugiez jusques aux lieux où ils doivent estre panduz ; et auxi des aguestours de chemins par roberie, des ardours de mesons par mauvestié, ravissours de fammes et d'autres biens ; les larrons ne doivent estre que panduz »⁸⁵. Le but d'exemple moralisateur, de publicité en vue de la déterrition étant essentiel, non seulement toutes les exécutions se font en public, mais les gibets, potences et fourches patibulaires sont placés en des points élevés et fort visibles ; pour la même raison, l'amende honorable doit se faire à l'assise, au plaid ou à l'église au jour de solennité, « in assisia, vel in placitis, vel in ecclesia die solemni »⁸⁶. C'est pourquoi, à l'ordre du Roi, les fourches de Renart « furent dressées sur une roche élevée » qu'il gravit avec peine, mais d'où il fuira, sauvé par le tour de son invention qu'il

tenait en réserve, dans une course effrénée jusqu'aux murs et aux fossés protecteurs de son château.

La peine capitale est toutefois souvent remplacée par l'*exil*, le bannissement, qui en est une sorte de substitutif non sanglant. Le coupable est banni, retranché de la vie sociale au lieu de l'être de la vie physique. Le droit des origines faisait du bannissement, de la mise hors la loi, une condamnation à mort indirecte : le banni, le « hors-la-loi », l'« exlex », errant dans la forêt, « homo qui per silvas vadit », devenait comme un loup que chacun peut tuer : « caput erat lupinum », dit de façon frappante le droit anglo-normand. Plus tard, la peine perd ce caractère féroce, l'institution s'adoucit ; le bannissement, l'expulsion du pays, l'« abjuratio patriae » prononcée contre un criminel convaincu d'un crime ou l'ayant avoué, est considérée comme un tempérament, une sorte de commutation de la peine capitale : en 1102, Henri Beauclerc châtie de l'exil plusieurs barons qui avaient pris parti contre lui, et son petit-fils usera spécialement de cette peine pour frapper la trahison. Dans le Roman de Renart, l'exil, la menace d'abandonner le pays apparaît aussi, comme ouverte à l'arrière-plan de la scène.

A côté de cette obligation de « forjurer la patrie », se rencontre l'institution du « *forbannissement* » (*foris bannitio*) du criminel en fuite qui a « prison brisé »⁸⁷ ou s'est caché dans un lieu inconnu⁸⁸. D'après la procédure qui est aussi bien celle des Établissements de saint Louis que celle de Beaumanoir et des anciens Coutumiers, notamment en Normandie, il sera cité ou assigné aux trois assises suivantes ; s'il ne se présente pas, il est jugé par contumace à la quatrième, son crime et les circonstances de sa fuite sont exposés, puis le « fuytif » est solennelle-

ment « forbanni » (c'est l'origine du terme forban), le jugement qui le met à ban est affiché aux portes de la ville et proclamé⁸⁹. Il faut bien se garder de soutenir le banni, car « qui le soutiendra et justice le sût », et il en fût accusé, « il devroit estre puni comme le forbanni, car soutenanz et consentanz de meffesanz doivent estre punis comme les meffesanz », excepté les parents jusqu'au degré de cousin germain, « qui ne sont pas tenus leur sang honnir », dit la coutume de Bretagne, et les clercs « qui ne sont pas tenus à prendre ni faire prendre les séculiers pour leur privilège ni les accusier » (art. 110). De plus, comme « nul mauvès ne doit estre épargné de justice », s'il est trouvé dans une autre juridiction, celle-ci doit le prendre et l'extrader, le « rendre à la justice qui le a fait forbannir » et qui devra « l'en soudeier (dédommager) selon la paine et le travail, pour ce que il li eust été supplié en aide de droit » (art. 139). Quant à celui, enfin, qui trouverait le forbanni, il a l'obligation de le livrer à la justice mort ou vif — « vivum vel mortuum » — et, au cas où il ne pourrait le capturer, il doit élever la clameur de haro, la « clamor patriae » et organiser la « poursuite à chaude chasse » contre lui, afin qu'on le prenne et l'exécute selon droit dit. Nous verrons aussi, dans le procès de Renart, damp Brun déclarer à sire Noble, le Roi, que ses barons sont prêts à mettre haro sur ceux qu'il accuserait, et spécialement sur Renart s'il violait la paix ou refusait de se soumettre aux citations et de comparaître en cour.

La peine capitale ou la peine d'exil, frappant la personne du criminel, entraînera les *peines accessoires* frappant ses biens, c'est-à-dire la confiscation de ses avoirs, la destruction et l'incendie, l'« abblatis et arsin » de sa maison, la mise à sac de son verger ou de sa terre, suivant

la procédure héritée de l'antique mise hors la loi germanique, en témoignage de la condamnation et pour faire un exemple utile aux méchants⁹⁰.

La peine accessoire de la *confiscation* doit être distinguée de la « commise » ou perte du fief, peine féodale qui sanctionne le manquement au contrat féodal d'hommage. C'est la peine d'origine romaine que les rois francs ont adoptée de bonne heure et fait entrer dans le droit coutumier, comme peine de droit commun. « La règle de la confiscation des immeubles au profit du justicier devient en droit français, dès le XIII^e siècle, la règle générale, qu'il s'agisse de fiefs, de rotures ou d'alleux »⁹¹. Elle s'applique d'ailleurs aussi et à plus forte raison encore sur les meubles. « Tout homme — dit nettement la Coutume de Bretagne — qui est trouvé parjure ou vaincu de cas de crime pert touz ses meubles » (art. 58). A la confiscation générale des biens s'ajoute l'incapacité d'en acquérir par succession, qui atteint non seulement le condamné lui-même, mais aussi sa postérité, « proles sua », les personnes nées de son sang, « ex condemnato sanguine », qu'il s'agisse non seulement de la succession paternelle, mais de toute autre succession. On chercha toutefois à tempérer cette règle rigoureuse, conforme aux principes anciens du droit mosaïque notamment, suivant lequel les criminels sont frappés dans leur génération, et leur famille et leur descendance expient avec eux. La Très ancienne Coutume de Bretagne, en particulier, précisant « de quoy doivent estre hoirs les hoirs de la chair es condampnez » (art. 118), pose le principe que « nul ne doit estre puni par reson pour fait de autruy, si coustume ne use dou contraire », et aussi que « ne doivent rien perdre les hoirs pour le meffet de leur predecessour, se ils ne sont participanz ou consentanz

au meffait, et auxi la famme pour le fait du mari, ne le mari pour le fait de la famme »⁹². Toutefois, « si la traïson est faite au seigneur, ou un mauuès soit fuytif comme il est dit aillours, et s'il est prouvé par bannie comme traître ou autrement, et justice ne pout faire execucion de lui pour sa fuïste, en cest cas il pert moubles et heritages de sa vie. Et se il est rebours ou mutrier et il en soit prins et mis à mort, tout en devoit estre perdu à lui et à ses hoirs et ne devoit avoir autre hoir que la justice, à la fin de donner exemple que nul ne doit faire meffait sur meffet ».

Le principe de la justice féodale est aussi que tout méfait doit être *amendé* et qu'il comporte — comme dans l'ancienne forme germanique et franque — une double amende par l'accusé qui en serait convaincu : l'amende au seigneur ou à justice, et l'amende à partie. Cette amende, ou composition, tout à fait étrangère à la conception du droit moderne, doit dédommager pour partie le prince (comme l'ancien *fredum*), et pour partie la victime ou les siens (comme l'ancien *wergeld*), car le seigneur comme la victime sont lésés par le délit qui rompt la paix en même temps qu'il inflige un mal ou un tort à celui qui le souffre. « *Querelatus debet maleficium tam leso quam curie emendare* », suivant la règle que consacre par exemple la « Somme » normande ; et Renart, à son procès, est tout naturellement sommé de venir faire amende au Roi non moins qu'à ses victimes.

L'*amende à justice* s'est développée par l'institution de la « remise à merci » (*amerciamentum*) ou « à miséricorde » de corps et de biens au seigneur, déclarée en justice. La remise à merci, « reïeton de la mise hors la loi » ancienne, constituait à l'origine une sanction très grave, puisque le seigneur pouvait effectivement dispo-

ser, s'il lui plaisait, de la personne du coupable et de ses biens, qui pouvaient être confisqués ou « forfaits ». Le progrès du droit et son assouplissement amenèrent cependant par la suite — sous Guillaume le Conquérant, en particulier, dans le droit normand, — à admettre que nombre de méfaits ne comportant pas félonie ou perfidie plaçaient le coupable à la merci du prince pour ses meubles ou « châteaux » seulement, sous réserve de certains biens indispensables, comme le harnais, les armes, le destrier, le palefroi et le roncín pour le chevalier ; pour ses fils, leur roncín ; pour lui et sa famille, les vivres pour une année, les chariots et les semences pour ses terres. On put enfin se soustraire à la perte des biens par une amende fixée selon la gravité du cas et d'après la situation du coupable⁹³, amende constituant un véritable « rachat ». Dans le Roman de Renart, ses ennemis menacent, comme l'exprime Bruyant le Taureau, quiconque conseillerait au Roi de prendre l'amende du tort causé par Renart à Ysengrin, « car il a commis tant de crimes, outragé tant de bêtes honorables que personne ne doit le recevoir à merci » ; tandis que le fidèle Grimbert, toujours prêt à plaider pour son parent accusé, prie le Roi de vouloir, « en gentil et bon prince apaiser la querelle de ses deux barons et recevoir à merci damp Renart », qu'il s'engage à faire comparaître en cour et satisfaire à l'amende que le Roi aura fixée si la Cour le condamne, quitte à prendre « une double composition » pour le fait que l'accusé ne s'est pas présenté à la première citation.

L'amende à partie a aussi un caractère de rachat, quoiqu'il diffère du précédent : c'est le rachat de la vengeance privée ancienne, selon la notion du « wergeld » des lois barbares, comme le montre bien aussi la déclai-

ration de messire Brun, au procès introduit par Ysengrin contre Renart qui l'a si souvent lésé et trompé, lorsqu'il s'emporte contre la bienveillance et les conseils de modération du Roi hésitant encore au début à faire juger le coupable, au lieu de faire justice de l'accusation. Car « Ysengrin est-il mort ou retenu prisonnier, qu'il n'ait pu



trouver les moyens de se venger lui-même des insultes de Renart » ? Bien au contraire, on le sait assez puissant pour enlever à son ennemi les moyens de nuire, mais il n'a été retenu que par le respect de la paix publique nouvellement jurée au Roi, et la conviction que celui-ci lui fera rendre justice. La notion moderne de la « réparation civile » est étrangère à celle de l'« amende à partie » ; elle est représentée par les « dépens »⁹⁴ — distincts eux aussi de notre notion des dépens de procédure, — soit les dommages-intérêts que le coupable devait par exemple verser, à côté de l'amende à justice et de l'amende à partie, dans les cas de « malfaçons de corps », — sans parler de l'amende honorable ou réparation d'honneur dans les cas d'in-

jures⁹⁵. Il n'est d'ailleurs pas surprenant, le droit du XII^e siècle étant « le droit d'une société féodale fondée sur l'inégalité légitime des conditions juridiques et sociales », que l'on trouve aux peines des législations de ce temps « un certain caractère d'inégalité » extérieure, en ce sens que l'amende varie selon la condition des personnes et qu'elle est beaucoup plus forte pour le noble et le chevalier que pour le roturier et le vilain. Car, pour reprendre la formule des Établissements de saint Louis, « chacun amende selon sa loi »⁹⁶.

On ne saurait enfin omettre de parler, parmi les peines accessoires, de la marque d'*infamie*, cette flétrissure imprimée à l'honneur et à la réputation, qui joue un rôle si important dans la société ancienne et notamment dans la société féodale édifiée sur les principes de féauté, de bonne foi et d'honneur. Qu'elle soit de fait et attachée à certains états ou certaines actions — le Mirror of Justice anglo-normand énumère comme infâmes aussi bien « ceux qui soy retraihent de bataille depuis ces qu'ils averont affirmé de combattre », que « ceux qui tiennent bordelle de femmes lovées », — ou qu'elle soit de droit, prononcée par la loi ou la justice, par exemple contre ceux qui ont été convaincus de faux témoignage, de faux jugement, de parjure ou de violation de la foi, ou qui ont succombé dans un duel judiciaire, ou qui ont porté la main sur leur seigneur⁹⁷, — dans tous les cas l'infamie a des effets juridiques très importants. Elle constitue une incapacité absolue d'être reçu comme témoin ou comme plaignant dans toute espèce de procédure, de « disrene », d'« enquête » ou de « record », qui supposent le serment, comme aussi d'être admis au combat judiciaire ou de se porter accusateur contre autrui⁹⁸.

CHAPITRE VI

LE JUGEMENT

LE jugement est un acte très grave et solennel. La justice, délégation divine, droit suprême du seigneur, est sacrée et doit être rendue dans l'esprit le plus élevé, selon les règles de droit et coutume, mais aussi selon les règles de l'équité, de l'impartialité et de la sagesse, dont tant d'anciennes sentences s'ouvrent en demandant au Ciel l'inspiration et le secours. « Nul juge — proclame la Très ancienne Coutume de Bretagne — ne doit homme ou femme condamner à mort, si justice ne trouve chose claire et aperte. Ainczois (bien plutôt) doit être toute justice plus esmue (ou désireuse) d'absoudre que de condamner, car homme et femme sont trop « forz » à nourrir, et ils sont tantôt détruits ; et homme vaut plus, pour tant qu'il soit bon, de cent et de mille livres, et tous doit-on croire qu'ils soient bons jusque à tant qu'il soit prouvé du contraire, mais qui ne punirait les mauvais il en serait trop. Et pour ce doit-on savoir la cause clairement, car elle doit être plus claire que nulle autre et plus claire qu'étoile qui est au ciel, dont homme est condamné à mort. Et pour ce, ceux qui ont justice à gouverner, et spécialement en tel cas, doivent mettre leurs termes en

lieux suffisants, et y appeler de ceux qui savent les droits et les coutumes, par quoi l'on n'y puisse trouver malice, faveur ou ignorance, et que autre justice n'y trahisse que reprendre... » (art. 99).

Avec quel soin, quelle prudence et quelle élévation exemplaires le Roi Noble, ce Charlemagne, ce Louis, s'efforcera de tempérer les accusations, de chercher l'apaisement, l'accommodement ! Avec quel souci de justice il fera instruire et délibérer l'affaire, demandant d'abord au Légat, messire Chameau, « légiste de grande autorité » et dont « la cour estimait grandement la sagesse », s'il connaît des précédents, s'il a souvenir de plaintes semblables levées et accueillies dans d'autres contrées ; avec quel sérieux il priera ses barons et seigneurs, conseillers de la Cour des Pairs, de décider préalablement si, pour prononcer une condamnation, on peut admettre le témoignage d'une personne qui eut part à la faute ! Avec quelle indulgence il déclarera qu'il n'entend pas perdre Renart s'il consent à reconnaître ses torts ! Enfin, la coupe de ses méfaits ayant débordé et ses victimes et accusateurs se pressant en cour pour demander sa condamnation, avec quelle dignité le Roi, ayant déclaré à l'accusé qu'il sera jugé comme il le demande pour se justifier et que ses barons vont décider comment il doit l'être, avertit ceux-ci que sa défense doit être libre et entière ! « On ne condamne pas sans entendre ; parle, nous écouterons ce que tu pourras dire pour te justifier. » Car il est bien sûr que « si Renart devait quitter la terre sans être entendu, justice en serait blessée », On doit « loyalement juger les fils des hommes », proclament les Établissements de saint Louis⁹⁹. Puis, ayant « gravement exposé quelles étaient les clameurs » ou plaintes portées contre l'accusé, le Roi dit avec noblesse

aux barons assemblés : C'est maintenant à vous de prononcer l'arrêt, ou plutôt — car les crimes sont patents et prouvés, et le jugement de Dieu a condamné Renart — de décider de quel supplice il devra mourir. Renart, le « maître fourbe » qui, en violation de la paix publique ou de la foi jurée, a trompé tout le monde, d'Ysengrin le Loup et de Brun l'Ours à Tybert le Chat, à Droin le Moineau et à tant d'autres innocentes victimes, et qui, de jour et de nuit, a assailli, emporté, blessé, meurtri, étranglé, « méchamment mis à mort » tant de paisibles gelines, chapons et autres proies, en s'introduisant par effraction ou bris de clôture dans les plessis et les fermes, chez Berton le Maire, Constant Desnois ou d'autres vilains, chez le méchant prouvère et sa femme, Renart tombe sous le coup d'accusations pendables selon droit et coutume, que le Roi plein de colère contre ses méfaits avait rappelées en annonçant devant sa Cour qu'on allait voir et entendre comment sont punis les traîtres, les assassins et les voleurs de nuit. La Cour ayant décidé que rien ne pouvait le défendre des fourches qu'il avait méritées : « C'est bien, conclut le Roi, vous avez bien dit. Qu'on dresse le gibet ; nous tenons le coupable, il ne faut pas qu'il nous échappe. »

Sentence sans appel ! Car le droit féodal¹⁰⁰ ne connaît pas l'appel au sens hiérarchique moderne, soit la soumission à un juge supérieur du jugement prononcé par un juge inférieur (appel qui d'ailleurs ne pourrait entrer en considération dans le procès de damp Renart jugé par la Cour même du Roi). Les cours féodales, dans les limites de leurs compétences, étaient des cours souveraines. On ne connaissait alors que deux voies de recours. L'une était l'« appel pour défaut de droit », par lequel le vassal se plaignait d'un déni de justice en déclarant son juge

infâme¹⁰¹ et en citant, après trois sommations solennelles restées sans réponse, son seigneur justicier devant le suzerain immédiatement supérieur de qui la justice était tenue, et, en cas d'un nouveau déni de justice, jusqu'au Roi. La seconde était l'« appel de faux jugement », le « faussement de cour », qui s'attaquait à la sentence rendue, mais comme « une sorte de cassation barbare » remontant aux coutumes germaniques : c'était la prise à partie brutale du plaideur contre les pairs qui le jugeaient¹⁰², par la déclaration que ce jugement était faux et mauvais, et par la provocation des joueurs ou de l'un d'eux au duel judiciaire, au moyen des gages de bataille ; on admettait cependant que la Cour du Roi était souveraine absolument et qu'on ne pouvait appeler ainsi de ses jugements. Pierre de Fontaines, conseiller de saint Louis, parle des « joueurs de la Cort souveraine qu'on ne puist fausser ». Aussi bien Renart ne faussa-t-il pas le jugement des Pairs. Il s'en tira par un nouvel expédient en faisant appel à la magnanimité du Roi et promettant de s'amender et de se faire croisé¹⁰³, et se borna à les railler de manière méprisante et cinglante après leur avoir échappé une dernière fois, félon toujours et violant encore la parole qu'il leur avait donnée devant le Roi, en rompant solennellement le fétu ou la baguette pour sceller sa promesse de ne conserver contre eux aucun mauvais vouloir, de leur pardonner et de ne pas chercher à se venger.

Le Roi seul, en effet, avait pouvoir d'adoucir ou de lui remettre sa peine, soit en la commuant, soit en lui accordant sa grâce. Source de toute justice, « fons justitiae », pouvant la « retenir » à lui comme il la « délègue » à ses juridictions, il peut exercer aussi sa prérogative souveraine en pardonnant. Comme le précise encore la coutume

de Bretagne (art. 169) : « Nul sénéchal ni officier n'est tenu ni ne peut absoudre de crime depuis que la sentence est donnée et acceptée des parties, si ce n'est de la volonté au prince de la terre, comme le duc ou aucun des évêques ou des barons qui ont bien pouvoir d'absoudre de aucuns crimes, ou ont bien pouvoir d'en envoyer celui ou ceux qui



sont jugés à mort... » Ce droit souverain est cependant limité et restreint parfois, au XIII^e siècle encore, en particulier dans la coutume normande, par « les antiques droits encore vigoureux de la vengeance privée », en ce sens que le seigneur ne peut accorder sa paix et son pardon à l'homicide que si les amis du mort (« amici occisi ») ou ses parents ont préalablement pardonné¹⁰⁴. Une autre forme de l'indulgence souveraine est réglée par la coutume, lorsqu'elle décide que les coupables de crimes irrémissibles en principe, comme la trahison, le meurtre, l'incendie de maison la nuit ou le vol de grand chemin, pendables sans que le souverain ou sa justice puissent en recevoir amende (« pecuniam accipere »), pourront cependant, s'ils sont

nobles (« de nobili genere ») et que des représentants d'Ordres religieux, comme celui des Templiers ou des Hospitaliers les réclament pour servir leur vie durant dans une de leurs maisons, leur être livrés « per indulgenciam justitiae » au lieu d'être mis à mort¹⁰⁵. Voilà pourquoi on verra encore, d'après une seconde version, le Roi Noble accorder la vie sauve à damp Renart pour lequel « frère Bernart, un saint homme » — nous savons que c'est saint Bernard de Clairvaux — vient implorer la clémence royale pour qu'elle empêche son supplice et lui permette d'entrer en monastère, où l'implorant veut « le faire ordonner moine, effacer ses vieux méfaits, et le rendre un sujet d'édification générale ».



LIVRE DEUXIÈME

LE PROCÈS ET LE JUGEMENT DE RENART

OUVRONS maintenant la chronique de Renart et les dossiers, les actes de son *Procès*, qui doit être le terme de ses *Aventures* scélérates. Il a commis cent tours, fraudé chacun, violé ses serments, fait pis que pendre. Les corrections qu'il a reçues, lorsque son astuce échoue, ne l'ont pas amendé. Primaut le Loup, frère d'Ysengrin, qu'il a berné¹⁰⁶ et bernera encore, a voulu mettre à la raison le « vilain roux », le « maître fourbe », le « traître, le félon, le scélérat ». Il lui a, un jour, « posé sa furieuse patte sur le museau », pour « une bonne fois payer toutes ses dettes ». Damp Renart lui a reproché humblement d'abuser de sa force :

— Les grands ne peuvent sans péché accabler ainsi les petits. J'irai me plaindre au Roi et à la Reine, à tous les pairs... J'ai des fils, des parents, de puissants amis ; il vous faudra compter avec eux ; et quand on saura que

vous m'avez surpris à l'écart, assassiné, vous serez jugé à mort ou vous abandonnerez le pays.

Il a échappé pour cette fois au courroux de Primaut, après avoir protesté de sa bonne foi et de son amitié, grâce à un nouveau stratagème pendable¹⁰⁷, en le faisant jurer de ne plus le battre et de conserver fidèlement leur amitié, sur la tombe où repose le « corps saint d'un confesseur et martyr, longtemps ermite en ce monde et maintenant en paradis », à laquelle il dit avoir « grande dévotion » ; mais elle dissimulait un piège de chêne courbé fermé d'une clé, auquel se prend cruellement Primaut :

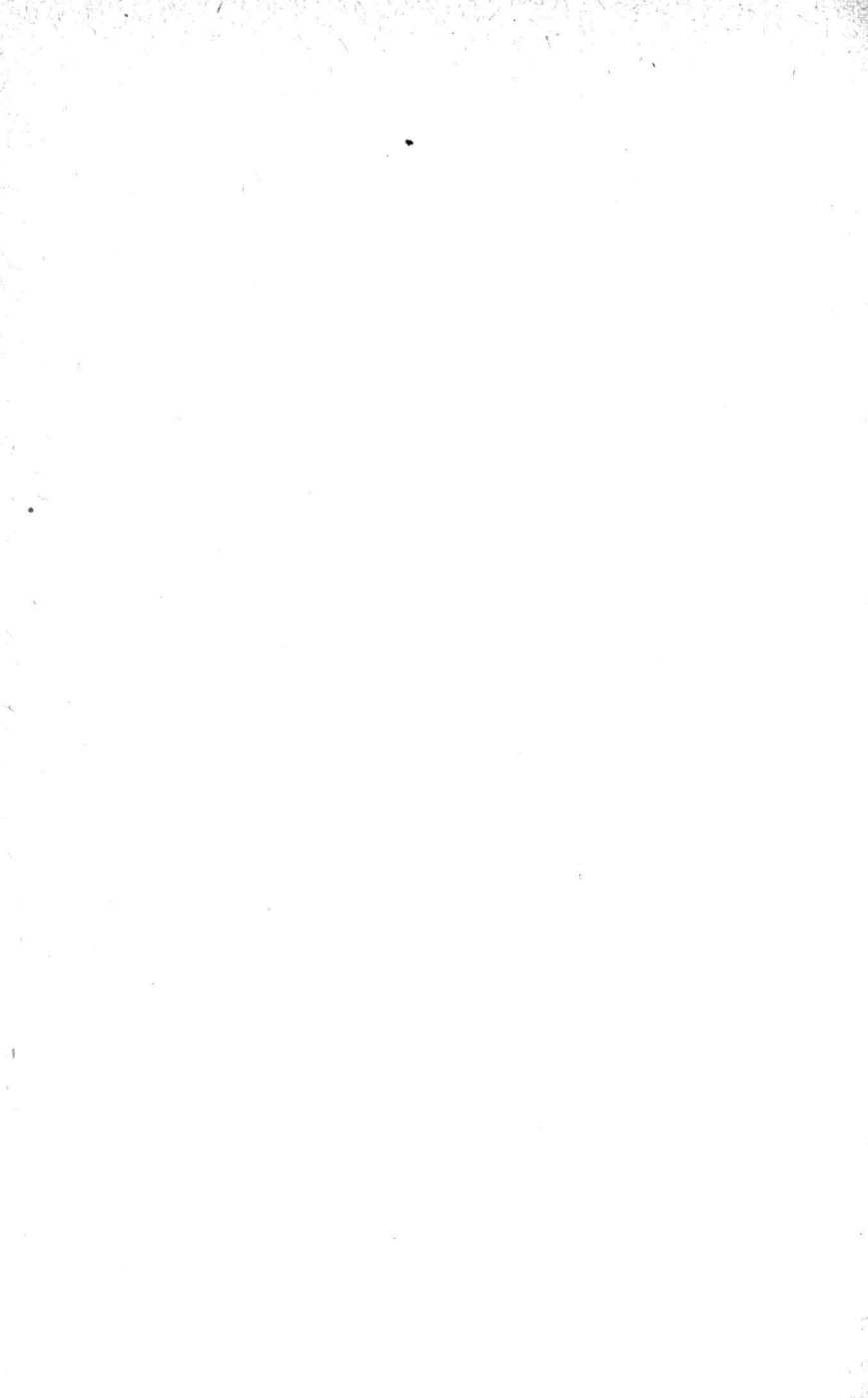
— Ah ! tu es pris, traître ! C'est que tu parlais contre ta pensée ; c'est que tu étais parjure, et voilà pourquoi le saint t'aura puni. Je me garderai bien d'aller contre la volonté de Dieu : il te retient, prie-le de te laisser échapper...

Reprenant sa carrière aventureuse, Renart a violé le seuil du château d'Ysengrin, courtoisé et pris dans ses bras sa femme Hersent, battu, souillé, outragé ses enfants¹⁰⁸. Ysengrin s'est alors, un matin, trouvé face à face avec lui, du côté des marais où il s'était baigné, et a voulu tirer vengeance de l'injure. La guerre a repris entre les deux barons. L'ayant menacé de le loger « dans une prison qui l'empêchera à l'avenir de tromper qui que ce soit au monde », Ysengrin s'est jeté sur lui pour l'étrangler, le maintenant sous ses pieds, malgré les protestations du rusé :

— Il est d'usage en cour de barons d'offrir et prendre l'amende de ce qu'on a méfait ; vous pensez que j'ai méfait ; dites donc quelle amende vous exigez de moi et, Dieu aidant, je vous satisferai.

Cette fois encore, il a, par miracle, échappé au châtiement et à la mort¹⁰⁹ : Ysengrin qui, sans se laisser attendrir,

l'a « battu, mordu, houspillé comme jamais ne le fut prisonnier en terre sarrasine », soudain le relâche, effrayé de le tenir pour mort et regrettant sa « maudite colère » qui l'expose au châtement du Roi. Mais bientôt son plus grand mal sera « le chagrin de ne pas en avoir fini avec Renart, de ne pas l'avoir étranglé quand l'occasion s'en présentait » : Car il n'était pas encore à bout, « et l'Ascension ne passera pas sans le rendre victime des nouvelles méchancetés de son beau neveu »¹¹⁰.



CHAPITRE PREMIER

LA PLAINTÉ OU CLAMEUR

EN vain le Roi, Monseigneur Noble, que Renart a rencontré un jour à sa promenade, accompagné de messire Ysengrin le connétable, avec qui il « marchait du même pas, devisant agréablement », a cherché à rapprocher les deux ennemis et en a obtenu la promesse de paix. Renart a protesté de son innocence et de ses bonnes intentions à propos des relations scandaleuses qu'on lui prêtait avec dame Hersent. Le Roi a consenti à lui dire :

— Je pense comme vous, il n'y a rien de sérieux dans tout cela : quand même vous auriez entretenu le commerce criminel dont vous êtes soupçonné, il faudrait, pour vous condamner, quelques preuves sensibles, et l'on n'en présente pas. Terminons donc ces malentendus, je veux remettre la paix entre vous.

Exhortant Ysengrin à se montrer conciliant, l'assurant qu'il connaît Renart mieux que lui et que celui-ci, « pour le donjon de l'empereur Octavien, ne ferait rien de ce qu'il lui reproche », le Roi les a provisoirement réconciliés ; ils se sont donné le baiser de paix et d'amitié. Pourtant, observe le narrateur, « qu'ils disent ce qu'ils veulent, qu'ils jurent toutes les réconciliations du monde, même

en présence du Roi, ils se disputeront toujours, et je ne donnerais pas une prune de leurs baisers. C'est la paix la plus mensongère et la plus trompeuse, pour tout dire en un mot, c'est la paix Renart » ¹¹¹.

Et en effet, Renart a continué ses exploits. Il a, par une merveilleuse invention ¹¹², réussi à faire descendre au fond du puits de l'Abbaye des Moines au blanc manteau, le pauvre Ysengrin, plus surpris, honteux, confus, désespéré et furieux que s'il avait été « de ceux qui furent pris devant la cité d'Alep » par le sultan Nourredin ¹¹³, et qui pour comble a été battu, assommé, presque dépecé pour finir en pelisse, et finalement laissé quasi mort et « à l'état de charogne » par le vénérable abbé et ses moines. Enfin, suprême affront ¹¹⁴, à peine Ysengrin était-il relevé de la maladie qu'il avait gagnée dans l'affaire du puits des Blancs moines, que Renart échappait à la poursuite d'Ysengrin et d'Hersent rencontrés alors qu'ils chassaient ; il entraînait celle-ci, dans sa course folle, à s'engager dans un défilé, une crevasse rocheuse. Dans cette position humiliante et dont elle n'arrivait plus à se dégager, il l'avait persiflée, puis s'était retiré dans son château fort de Maupertuis en moquant le connétable menaçant :

— Votre femme s'est engagée volontairement dans cette porte, j'allais la délivrer quand vous êtes arrivé... Madame est là ; vous pouvez l'interroger, je suis bien sûr qu'une fois rendue libre elle ne joindra pas sa clameur à la vôtre. Dieu vous garde, seigneur Ysengrin !

Cette fois, c'en est trop ! Hersent, qu'Ysengrin a délivrée à grand-peine et non sans avoir à ressentir, suprême disgrâce, alors qu'il la tirait pas les pieds pour la dégager, les effets de « certain désordre que l'excès de tant d'émotions avait jeté dans ses entrailles », Hersent écorchée, humiliée,

accablée de reproches, proteste d'un air « douloureusement résigné » :

— Renart est coupable de tous les crimes, mais il n'a pas dépendu de moi de le punir comme je l'eusse voulu. Ne parlez pas de tout ce que j'ai entendu, de tout ce que j'ai souffert : l'injure ne sera pas amendée par ce que vous ou moi pourrions dire. Mais à la Cour du Roi Noble, on tient les plaids et les assises ; on connaît de tous les cas de guerre et de querelle ; c'est là que nous devons aller, que nous devons faire notre clameur et demander vengeance.

Alors Ysengrin, auquel ces paroles sont « comme un baume salulaire posé sur les plaies de son cœur », conclut :

— Il se peut en effet que je vous aie trop accusée. C'est l'effet de mon peu de réflexion ; j'oubliais les usages et les lois de notre pays. Votre conseil, dame Hersent, me rend à la vie : oui, nous irons porter notre clameur au Roi, et malheur à l'affreux nain — c'est Renart — s'il vient à comparaître devant la Cour de nos Pairs !

Après ce dernier affront, Ysengrin ne tergiverse pas pour se rendre devant la Cour, en compagnie de madame Hersent¹¹⁵. « C'était, ne l'oublions pas, un grand personnage, revêtu dans la maison du Roi de la charge de connétable ; on s'accordait à lui reconnaître une profonde connaissance de tous les usages de la cour. » Il monte les degrés de la salle où le Roi donnait audience, et trouve « assemblée grande et plénière », garnie de hauts et puissants personnages, « de riches vavasseurs, tous plus ou moins à priser ». Le Roi « était assis dans son faudesteuil, avec toute la dignité qui convenait au rang suprême, et les barons formaient une sorte de glorieuse couronne autour de sa personne ». Ysengrin, tenant par la main sa compagne, madame Hersent, s'avance jusqu'au milieu de

la salle et rompt le silence général en levant clameur de la manière suivante :

— Sire, n'y aura-t-il plus de foi dans le monde ? La justice sera-t-elle méprisée ; la vérité devra-t-elle céder la place au mensonge ? Vous aviez fait publier à sons de trompe que nul à l'avenir ne fût si hardi que de violer la loi de mariage ; Renart n'a pris souci de vos vœux ni de



vos ordres : Renart, origine de tous les discords, assemblage de tous les genres de malice, sans respect pour les liens d'amitié et de compérage, m'a déshonoré dans la personne de ma chère femme, et ne croyez pas, Sire, qu'une aveugle pensée de haine et de rancune me conduise auprès de vous : la clameur que je porte à votre Cour n'est hélas que trop juste, et dame Hersent va l'appuyer de son propre témoignage.

— Il est vrai, Sire, dit alors dame Hersent, les yeux baissés, le visage voilé de confusion ; dès que je fus en âge d'être épousée, Renart m'a fatiguée de ses poursuites. Je l'avais toujours évité, j'avais montré le plus constant mépris de ses importunités et de ses prières quand, l'autre jour, accompagnant en chasse mon noble époux, j'eus le malheur d'arriver devant sa demeure. Là, je me trou-

vai tellement perdue dans les défilés de son hôtel d'où mon embonpoint m'ôtait la liberté de me dégager, que damp Renart put me frapper, m'outrager et m'accabler des injures les moins méritées, en présence, et c'est cela qui redouble ma honte, de mon époux lui-même.

Elle se tut, mais aussitôt Ysengrin :

— Oui, Sire, vous venez d'entendre la vérité. Et maintenant, que vous en semble ? Renart a-t-il été contre droit et raison ? Je lève donc clameur contre lui, et vous adjure de remettre la cause à vos barons, pour que justice me soit rendue. J'ajouterai ce que dame Hersent n'a pas dit, et ce qu'elle ne démentira pas. Renart était venu, quelque temps auparavant, chercher querelle à mes fils dans mon propre hôtel ; il les avait salis de ses ordures, les avait battus, échevelés, traités de bâtards et de fils d'abandonnée. Il en a menti, par la gorge ! Mais quand le retrouvant à cette maudite chasse dont vous a parlé madame Hersent, je lui reprochai son odieuse conduite, il nia tous les faits et m'offrit de venir s'en purger par serment, en quelque lieu qu'il me plût de désigner. Je conclus donc, Sire, en demandant que la cause soit retenue, qu'il en soit fait jugement, pour qu'on ne voie pas se renouveler à l'avenir de pareils forfaits.

Sire Noble, la tête un peu penchée, et semblant vouloir comprimer un sourire, demande au Connétable s'il a encore quelque chose à ajouter :

— Non, Monseigneur, sinon que pour mon honneur je n'aurais pas rendu cette querelle publique, si j'avais eu le choix des moyens ; mais la charge que j'occupe dans l'État ne me permettait pas de donner l'exemple de la violation de vos édits, en me faisant justice moi-même, chose qui m'eût été bien aisée.

Le Roi interpelle dame Hersent à son tour, et l'interroge :

— Qui pourra jamais admettre qu'un nain tel que

Renart vous ait outragée impunément, en présence de votre baron ?

— Sire, intervient Ysengrin en se levant avec vivacité, vous ne devez prendre ici la défense ni de lui ni de moi. Il doit vous suffire d'écouter ma clameur, de la retenir et de faire en sorte qu'elle soit considérée ou rejetée. J'appelle Renart en justice, et quand il comparaitra, il ne me sera que trop facile de le convaincre d'outrage et de félonie à l'égard de ma femme, de mes enfants et de moi-même.

Mais Monseigneur Noble, le Roi, « était porté naturellement à ne pas laisser connaître sa Cour des délits dont l'amour était l'occasion ou le prétexte ; tant qu'il voyait espoir d'accommoder les querelles de ce genre, il refusait d'en prendre gage de bataille. La clameur levée par Ysengrin lui était donc fort déplaisante ». Il insiste :

— Connétable, pour rien au monde, je ne voudrais voir engager le combat entre vous et Renart le nain. Il me semble qu'on pourrait trouver un moyen de vous accommoder.

— Il me semble, à moi, Sire, reprend Ysengrin, que vous soutenez la cause de mon ennemi. Sainte Marie ! Vous auriez pourtant meilleure grâce à prendre ma querelle en main, car je vous ai toujours mieux servi que Renart... Par mon museau ! vous me donnez regret à tous mes anciens sacrifices, et je m'aperçois un peu tard de la vérité du proverbe : Tel le seigneur, tel le loyer.

Le Roi, l'ayant impatiemment écouté, répond avec hauteur :

— Oui, je ne m'en cache pas, j'excuserais Renart si l'amour était la cause de ses torts. Le chagrin qu'il vous aurait causé, dans l'intérêt de sa passion, ne l'en ferait pas estimer pour cela moins courtois et moins loyal. Cependant, puisque vous le voulez, on le citera ; on examinera l'affaire, on la traitera selon l'usage de ma Cour ; dès ce moment, je fais retenir la cause.

CHAPITRE II

L'ADMISSION DE LA PLAINTE

AINSI la Cour va tenir conseil¹¹⁶. Ce jour là, parmi les conseillers du Roi se trouvait messire Chameau, dont on estimait grandement la sagesse. « Il était né devers Constantinople, et l'Apostole — le Pape — qui l'aimait tendrement, l'avait envoyé de Lombardie au Roi Noble, en qualité de légat. C'était un légiste de grande autorité. »

— Maître, lui dit le Roi, avez-vous souvenir de telles clameurs levées et accueillies, dans vos contrées ? Nous voudrions bien avoir sur ce point votre avis ?

Le Légat répond en un jargon admirable, de la plus pure veine et verve dont sortiront les inventions cocasses de Rabelais. Il invoque les décrets « à la rebriche de matre-moine violate », l'exemple de « Julius César l'empéreres », invite le Roi à se « tenir par sa baronnie », et conclut :

— Favellar come ti plaira, che plus n'en sa n'en vuol dire.

Ce discours est accueilli par les barons de manière diverse ; les uns en murmurent, les autres en rient. Mais Sire Noble, conservant toute sa gravité :

— Écoutez-moi tous, barons et hauts seigneurs : je vous donne à juger une question de délit amoureux. Vous

aurez à décider d'abord si, pour prononcer une condamnation, on peut admettre le témoignage de la personne qui eut part à la faute.

Tous se lèvent alors et les plus sages des hauts barons vont, en sortant du pavillon royal, former conseil. Le sentencieux sénéchal Brichemer, le Cerf, à « la tête haute, la démarche assurée », consent à diriger la discussion, comprenant la gravité de la cause. A sa droite se place messire Brun, l'Ours, connu par sa haine contre Renart qui l'avait « odieusement gabé » ; à sa gauche, messire Baucent, le Sanglier, nature droite, qui « n'avait pas de parti pris » et « ne voulait écouter que droit et justice ». Les voilà donc réunis, assis, et prêts à commencer l'instruction de l'affaire. Brichemer, ayant pris l'avis de Baucent, ouvre la discussion :

— Seigneurs, vous avez écouté la clameur d'Ysengrin contre Renart. L'usage de notre Cour, quand on vient lui demander la répression d'une forfaiture, est d'exiger la preuve par main triple ; tel, en effet, pourrait aujourd'hui même lever une clameur, dont serait victime la bête la plus innocente. Venons au témoignage de madame Hersent : c'est la femme épousée d'Ysengrin, elle habite avec lui, elle lui est entièrement soumise ; elle ne peut parler ou se taire, aller ou venir sans le bon plaisir de son baron ; son témoignage ne peut donc suffire, il faut en demander à l'accusateur de plus libres et de plus désintéressés.

Mais Brun se récrie qu'il ne saurait, comme juge, approuver cet avis. Car il ne s'agit pas ici d'un personnage obscur, ordinaire, et « monseigneur le Connétable a sans doute le droit d'être cru sur parole ».

Le féal Baucent intervient :

— Messire Brun a raison sans doute, il n'est personne qui ne soit prêt à tout croire de ce qu'avancera monsei-

gneur Ysengrin. Mais, ici, la véritable difficulté sera de décider quel est le plus croyable de celui qui affirme ou de celui qui nie. Si vous dites que le meilleur baron est messire le Connétable, Renart répondra que, pour ne pas occuper la même charge, il n'est pas moins loyal ni moins digne de confiance. Il ne faut pas ici considérer le mérite ou la dignité de la personne ; autrement, voyez ce qui arriverait : chacun pourrait faire clameur, en offrant sa femme pour garant... Non, jamais je n'approuverai pareille façon de procéder. Sire Brun, qu'il me permette de le dire, n'est pas ici dans le vrai, et je me tiens à l'avis de damp Brichemer ; il était impossible de parler d'une façon plus sage, plus judicieuse et plus vraie.

Damp Plateau, le Daim, demande la parole pour observer que la clameur porte sur un autre point encore, car Ysengrin accuse Renart de lui avoir volé ses provisions et d'avoir battu et injurié ses enfants :

— De pareils excès exigent une forte amende, si l'on ne veut pas qu'ils se renouvellent sans cesse.

Messire Brun l'approuve en vouant à « honte et déshonneur » qui prendra la défense de Renart, et il expose au conseil comment il fut un jour « trompé lui-même par cet insigne fripon », qui le fit prendre au piège, sous prétexte de se régaler de miel, à la ferme de Constant Desnois, où il fut assailli par les vilains, atteint par leurs flèches et leurs coups et par la dent de leurs cheins, à tel point que son corps sanglant n'était plus que blessure :

— Tel est le beau service que Renart me rendit. Je ne prétends pas en faire clameur, j'ai voulu seulement montrer par un exemple quelle était sa façon de procéder. Aujourd'hui, damp Ysengrin porte plainte contre lui ; l'autre jour, c'était Tiecelin qu'il avait plumé traîtreusement et qu'il voulait mettre en lieu sûr¹¹⁷. Tybert le Chat le rend responsable de la queue qu'il a perdue¹¹⁸, et dame

Mésange, sa propre commère, vous dira comment il a voulu la dévorer, en lui offrant comme un autre Judas le baiser de la paix¹¹⁹. Il faut enfin réprimer tant de méfaits ; c'est l'impunité qui seule a pu lui donner tant d'audace.

A ce long discours, Baucent demande la permission de répondre en peu de mots :

— Sauve votre grâce, messire Brun, on ne peut terminer brusquement la cause dont nous avons à connaître. La clameur d'Ysengrin n'a pas encore été rendue publique ; et certes il faudrait une grande sagesse pour juger, suivant droit et raison, une affaire dans laquelle on n'aurait entendu que l'accusateur. Nous avons écouté la plainte, nous devons écouter la défense... Et je ne parle pas dans l'intérêt de Renart ou dans celui d'Ysengrin ; mais ne devons-nous pas tous souhaiter de prévenir une lutte publique devant la Cour ? Il faut tous deux les interroger et les entendre : quand Renart sera présent et que la cause sera débattue, nous verrons distinctement quelle amende il convient d'exiger de la partie coupable.

Cointereau, le Singe, l'amuseur et « l'enchanteur nouvellement arrivé d'Espagne », ne peut se tenir de jeter une remarque ironique :

— Oui, et le diable prenne ces gens pressés qui veulent juger sans attendre le *quia*.

— Pour vous, réplique Brun, vous n'étonnerez personne, si vous êtes du parti de Renart ; vous avez le même genre de savoir-faire. Renart s'est déjà tiré de plusieurs mauvais pas, il sortira de celui-ci pour peu qu'on s'en rapporte à vous.

— Eh bien, maître — répond Cointereau en faisant une de ses plus belles moues — dites-nous au moins comment vous justifieriez une sentence aussi précipitée.

— Par saint Richer ! dit Brun, il n'y a pas de cour au monde où je ne sois prêt à déclarer que tout le mal vient de Renart, et qu'Ysengrin a raison de l'accuser. Avons-

nous besoin de preuves, quand la femme et le mari sont d'accord pour en demander justice ? Il conviendrait donc de commencer par s'assurer de la personne du coupable, de l'amener pieds et poings liés, de le jeter en chartre ou geôle, de le battre de verges et de le mutiler pour l'empêcher de jamais insulter d'autres nobles matrones. C'est ainsi que partout l'outrage est puni ; et la répression du crime est sévère, même quand il s'agit d'une femme commune, abandonnée. Se montrera-t-on plus indulgent, quand la victime est une vertueuse et noble épouse, qui ne se consolera jamais de l'insulte qu'elle a essuyée ? Car enfin, il ne viendra dans l'esprit de personne qu'Ysengrin eût levé cette clameur, si l'offense n'était pas aussi claire que le jour ; et quelle ne serait pas sa honte, si maintenant on lui déniait justice ?

Cointereau ayant répondu en ricanant, damp Brichemer, qui « était de trop grand sens pour continuer ces querelleuses railleries », arrête et résume ainsi le débat :

— Seigneurs, nous ne devons penser qu'à prendre jour pour accorder les parties. Renart a proposé de faire serment ; sommons-le de tenir cet engagement. Aussi bien, comme Baucent l'a sagement remarqué, ne peut-on tenir plaïd, à propos de meurtre ou de mortel outrage, tant que la question de fait n'est pas mise hors de doute. Et jusque-là, nous devons tenter d'accommoder la querelle. Mais il faut aller au-devant de surprise et de malentendu. Une fois le serment fait, il peut arriver que le Roi soit absent du pays ; alors, devant qui se tiendra l'assise ? Il me semble que Rooniaus, le Chien de Frobert de La Fontaine, pourrait être désigné comme Justice (président du Tribunal¹²⁰). C'est une personne honnête, d'une piété exemplaire ; le choix serait approuvé de tout le monde.

Cette proposition ayant été accueillie par un applaudissement général, la séance est levée et les conseillers retournent vers le Roi pour rendre compte de ce qu'on y a résolu.

Brichemer, auquel revient l'honneur de porter la parole¹²¹, « le fit en bonne rhétorique » :

— Sire, dit-il, nous nous sommes enquis des usages de la terre, en ce qui touchait à la cause présente. Nous les avons retrouvés et je vais, à défaut de tout autre, les exposer, sauf votre grâce.

Le Roi ayant tourné la face vers lui et fait un signe de consentement, Brichemer, après s'être incliné, continua de la manière suivante :

— Écoutez-moi, seigneurs, et reprenez-moi si je ne dis pas bien. Nous avons d'abord reconnu que la clameur d'Ysengrin devait être reçue et qu'on y ferait droit. Mais, s'il veut mieux prouver la justice de sa cause, il devra présenter, à jour nommé, un troisième garant des faits dont il demande vengeance. Ensuite, nous avons établi que le témoignage de sa femme n'était ici d'aucune valeur et ne pouvait lui donner aucun avantage. Le point fut vivement débattu entre Brun et Baucent ; mais le Conseil parut se tenir à la décision que je viens d'exposer. La chose est d'ailleurs arrangée de façon que nul n'ait le droit de se plaindre. Dimanche, à l'issue de la messe, Renart fera le serment et, sans désespérer, le jugement sera rendu devant Rooniaus le Matin : quel qu'il soit, les deux parties devront y souscrire et consentir à une réconciliation mutuelle.

— Par les saints lieux de Bethléem ! répond gaiement le Roi, j'aurais donné plus de mille livres pour être ainsi déchargé de cette fâcheuse affaire. Voilà donc qui est bien entendu : la Cour se réunira dimanche, au sortir de la messe, devant le vertueux Rooniaus... Et Renart ne s'étant pas encore présenté, je vais le faire semondre par Grimbert le Blaireau de venir après la procession prêter le serment et répondre sur tous les faits dont Ysengrin a porté plainte.

Après ce discours, tout le monde se tut, l'assemblée se leva et chacun rentra à son hôtel.

CHAPITRE III

LA PRÉPARATION DU PLAID

GRIMBERT, de son côté, « ne perd pas un instant pour ses apprêts de départ : il se met en route, arrive à Maupertuis, y trouve Renart et lui expose comment les barons et les comtes l'ont ajourné pour le serment et pour le plaid qui sera tenu sous la présidence de Rooniaus, et comment le Roi mande qu'il ait à s'y trouver. Renart répond qu'il ne souhaite rien de mieux, qu'il obéira, et que d'avance il est prêt à se conformer à l'« égard » — ou verdict — de la Cour ». Grimbert s'éloigne et laisse Renart « confiant dans sa fortune et dans ses ruses »; celui-ci « sait qu'il a beaucoup d'ennemis, mais il ne prend aucun souci de les ramener à lui, tant il les hait tous et les méprise ».

Ysengrin, au contraire¹²², « ne met pas ainsi la chose en nonchaloir et, trois jours avant le jugement, il s'en va trouver Rooniaus, comme il reposait doucement sur un lit de paille devant l'enclos de Frobert de La Fontaine. D'abord, il n'était pas sûr qu'il fût bien prudent à lui de le déranger ; mais Rooniaus, en considération des trêves, lui fit signe d'approcher de confiance ». Ysengrin ne se fait pas prier :

— Je vous dirai tout de suite, fait-il à Rooniaus, le sujet de ma visite. J'ai besoin de bon conseil ; je suis en

guerre avec Renart dont vous savez les nombreux méfaits. J'ai levé clameur contre lui, la cause est retenue, on a pris jour, dimanche après la messe Renart doit comparaître devant vous ; car la Cour vous a choisi pour conduire le plaid. Mais avant les débats Renart doit se purger par serment. Cela lui coûtera peu, sans doute ; je viens donc réclamer votre amitié, pour conduire l'affaire de manière à le confondre. Et d'abord où devons-nous chercher le sanctuaire où il devra jurer ? Le point est de grande conséquence et, je l'avoue, il m'embarrasse un peu.

— Par ma foi — répond le très hypocritement vertueux baron Rooniaus — vous trouverez dans ce village assez de saints ou de saintes, et vous n'aurez que l'embarras du choix. Mais écoutez ; si Brichemer voulait remplir l'office de Justice, on essaierait quelque chose de mieux. Je ferais le mort, je m'étendrais dans un fossé hors du village : vous répandriez le bruit de ma fin édifiante et, quand on viendrait lever mon corps, on me trouverait couché sur le dos, mâchoires ouvertes, langue tirée. Vous convoqueriez l'assemblée autour de moi, et Renart étant venu, vous déclareriez le tenir quitte de tout, pourvu qu'il fût consentant de jurer sur ma dent qu'il n'a jamais outragé votre femme. S'il se tient assez près de mon chef pour me permettre de l'empoigner, il pourra se vanter que jamais corps saint n'aura mieux retenu ni mordu. Et si, devinant le piège, il refuse d'avancer jusqu'au sanctuaire, il y gagnera peu de chose ; car je ferai tenir en aguet plus de quarante mâtins de première force. Ou Renart sera plus qu'un diable, où il n'échappera pas à mes reliques d'une part, et à mes bons amis de l'autre. Dieu vous garde, Ysengrin ! Songez à tout bien disposer ; je me charge du reste.

Enchanté de cette idée et tout joyeux de sa visite, Ysengrin prend congé de son allié¹²³, retourne dans la forêt, se rend chez ses amis en bois, en plaines, en montagne, et les convoque chez lui pour le jour de l'épreuve.

Le jour arrivé, il leur dit qu'il les a réunis dans l'espoir d'obtenir bon secours d'eux, et tous « étrangers ou familiers, parents ou amis, s'engagent à ne pas se séparer avant d'avoir obtenu pour lui satisfaction complète ».

Renart, de son côté, « pouvait compter sur autant de défenseurs de sa querelle. Son porte-oriflamme était Fouinet le Putois ; Tybert le Chat suivait de près : il n'aimait pas Renart, mais il était enchaîné par les devoirs de la parenté ; Grimbert, porteur de la semonce, ne pouvait non plus refuser son appui, en sa qualité de cousin germain. Rousselet l'Écureuil arriva trottant, puis Gente la Marmotte, Courte la Taupe, damp Pelé le Rat, damp Couart le Lièvre », d'autres encore ; « le Fourmi fièrement et l'un des premiers, vient garantir l'appui de ses bras à Renart ; pour damp Galopin le Lapin, il s'excusa de venir dans une assemblée qui lui donnait trop d'inquiétude, et l'on prit en considération ses motifs d'abstention ».

« Renart se hâta de conduire cette noble compagnie aux abords du village où le plaid devait être tenu. Ysengrin et tous ses amis les avaient précédés. Il y eut à l'abord quelques difficultés ; mais on convint enfin qu'Ysengrin occuperait la vallée et Renart la montagne. Entre les deux camps, sur le fossé, damp Rooniaus, le cou replié et la langue tirée, ne remuait ni pieds ni tête. A quelque distance, et cachés par un verger, se tenaient tous les amis que l'on sait, tous animés des mêmes sentiments contre l'ennemi d'Ysengrin. »

Élu d'un commun assentiment pour le Parleur de cette première assemblée¹²⁴, Brichemer, s'étant levé en pieds, s'adresse à l'accusé :

— Renart, vous devez aller au-devant de ce qu'Ysengrin allègue contre vous ; approchez, et faites sans hésiter

le serment promis. Nous savons bien qu'on pourrait s'en rapporter à votre simple affirmation, sans vous obliger à prendre à témoin les saintes reliques. Toutefois, au moins convient-il que vous juriez, sur la dent de saint Rooniaus le réchigné, que vous n'avez jamais trompé Ysengrin, que vous n'avez pas insulté votre commère, et qu'on ne peut mettre en doute votre droiture et votre loyauté.



Renart « se lève en pieds à son tour, replie la queue de son manteau, se drape et fièrement se met en mesure de prêter le serment qu'on lui demande. Mais, en fait de ruses et d'aguets appensés, Renart ne connaissait pas de maîtres. Il s'aperçut donc que les pas étaient gardés ; il devina que Rooniaus était encore du monde, au battement de ses flancs et à sa reprise d'haleine ». Le mouvement qu'il fit en arrière n'avait pas échappé à Brichemer :

— Eh ! qu'est-ce, Renart, lui dit-il, hésiteriez-vous ? il ne s'agit que de mettre votre main droite sur la dent de saint Rooniaus.

— Sire, répond le rusé, je sais qu'à tort ou à droit je

suis tenu d'exécuter l'ordonnance ; cependant je crois voir une chose que vous ne soupçonnez pas et dont je dois vous avertir.

— Non, non, répond Brichemer (qui est venu parmi les alliés d'Ysengrin), je ne reçois pas votre excuse, il faut jurer, ou vous résigner aux condamnations que nous allons prononcer contre vous.

Mais damp Grimbert avait également découvert la trahison et, pour ne pas s'exposer à la haine de tant de puissants personnages, il s'avise d'un adroit expédient :

— Seigneur, dit-il, la raison veut au moins que Renart n'ait pas à se défendre de la presse, et qu'on ne laisse pas écraser un baron de son rang par la foule qui lui tombe sur le dos. Faites éloigner l'assistance, de façon à laisser au noble accusé la liberté d'aborder le sanctuaire.

— En effet, dit Brichemer, et je n'y songeais pas ; oui, vous avez raison, damp Grimbert ; je vais rendre la voie libre.

En même temps, il donne l'ordre d'écarter la foule. « Renart saisit le moment favorable ; il fait un demi-tour, et au lieu de s'arrêter au sanctuaire, il s'élance à toutes jambes dans la carrière qu'on venait de lui ouvrir ; il franchit la montagne où tous les siens étaient réunis, disparaît dans une gorge et traverse un vieux chemin ferré (le chemin empierré où circulent les charrois), pendant que crient, hurlent et glapissent les amis d'Ysengrin, et que les chiens disposés par Rooniaus s'élancent comme autant de traits empennés sur ses traces. » Il court¹²⁵, il ne « met aucun de ses bons tours en réserve, et l'on ne peut assurément l'en blâmer, le besoin fait vieilles trotter ». Trois des meilleurs poursuivants « tombent sur lui, le roulent et le déchirent ; le sang jaillit sur les restes de sa riche pelisse ; mais enfin il parvient à leur donner

le change et, moitié courant moitié rampant, il arrive à son manoir de Maupertuis ».

« Pendant qu'il y trouve le repos dont il avait grand besoin et qu'il va chercher à panser et cicatriser ses plaies, jurant haine mortelle à Rooniaus qui s'est rendu l'artisan de la trahison du sanctuaire, Ysengrin mène grand deuil de ce que Renart s'est échappé. Retrouvera-t-il jamais une occasion pareille ? » Il convoque autour de lui les principaux barons :

— Damp Brun, damp Rooniaus et damp Baucent, vous les amis particuliers du Roi, vous ses conseillers les plus intimes, vous avez vu comment le traître Renart a tenu sa promesse ; pouvait-il mieux laisser voir qu'il avait tort, et qu'il n'était pas en état de faire le serment convenu ? Écoutez-moi donc... votre honneur est engagé à témoigner devant notre seigneur le Roi, quand il tiendra sa haute Cour, que Renart a fait défaut de serment.

— Et le Roi, interrompt damp Brun, sera bien mauvais s'il n'en fait pas justice, s'il ne le condamne pas à être publiquement pendu.

— Pendu ou brûlé, renchérit Ysengrin.

— Mais pourtant, objecte Grimbert, on m'accordera bien le droit de dire que Renart en gagnant le large quand vous étiez au pont Guichart, n'a pas fait aussi mal que vous dites : il avait apparemment deviné quelque aguet appensé, il avait reconnu que Rooniaus...

Mais ces paroles causent dans l'assemblée un véritable scandale et deviennent le signal d'un grand tumulte. « Agité de crainte et de honte », Rooniaus se dresse :

— Damp Grimbert, voulez-vous lever contre moi clameur de trahison ?

— Je ne dis pas cela, mais je cherche à excuser Renart. Ne soulevons pas ici de querelle, allons en cour, et si Renart est coupable il vous fera satisfaction.

— J'y suis bien résolu, conclut Ysengrin ; et quoi qu'il arrive, je suivrai ma clameur à la prochaine assemblée de mai ; je demanderai justice à la Cour de mes pairs, et j'amènerai des témoins qui prouveront que le traître Renart a refusé le serment qu'on lui demandait.

Sur ces mots ils se séparèrent, et ne se retrouvèrent plus que devant le Roi, aux prochaines assises, quand fut assemblée de nouveau la haute Cour.

CHAPITRE IV

L'ACCUSATION

L'HISTOIRE dit que « l'hiver était passé, l'aubépine fleurissait et la rose commençait à s'épanouir ; on approchait de l'Ascension, quand sire Noble le Roi convoqua les bêtes dans son palais, pour s'y former en Cour¹²⁶. Toutes répondirent à l'appel, toutes à l'exception de damp Renart, le trompeur et le larron. Chacun alors de le diffamer à qui mieux mieux et de rappeler ses gestes. Ysengrin ne devait pas être le dernier à saisir l'occasion d'assurer sa vengeance, il s'avança jusqu'au faudesteuil du Roi et parla en ces termes », soulevant sa seconde clameur :

— Beau très doux Sire, je vous demande justice de l'outrage commis par Renart à l'égard de dame Hersent ma femme épousée. (Après avoir rappelé les faits, il poursuit :) Sur la plainte que j'en avais portée naguère à votre Cour, Renart prit jour pour se justifier, mais, les saints apportés, il jugea plus à propos, par quels conseils je l'ignore, de reculer précipitamment et de regagner son repaire. Ce fut, comme on le pense bien, à mon grand regret.

Ayant attentivement écouté, le Roi lui répondit :

— Ysengrin, croyez-moi, désistez-vous de votre clameur ; vous n'avez aucun intérêt à rappeler votre honte.

Les barons et les comtes, les rois eux-mêmes sont exposés à des ennuis pareils : ils y sont peu sensibles. Tous ceux qui tiennent les hautes cours sont tout ce que vous pensez être, et jamais, pour si peu de chose, je ne vis faire tant de bruit. Les chagrins domestiques sont toujours de ceux dont on fait bien de ne rien dire.

— Ah ! sire, dit alors messire Brun, vous pourriez parler avec plus de convenance. Ysengrin est-il mort ou retenu prisonnier, qu'il n'ait pu trouver les moyens de se venger lui-même des insultes de Renart ? Tout au contraire, on le sait assez puissant pour ôter à ce roux les moyens de nuire ; mais il a été retenu par le respect de la paix nouvellement jurée. C'est à vous, souverain du pays, à prévenir la reprise des armes, à maintenir l'union entre vos barons. Nous sommes prêts à mettre haro sur ceux que vous accuserez. Ysengrin se plaint de Renart ; faites prononcer jugement sur la querelle, et si l'un doit à l'autre, il faut qu'il satisfasse et vous paie en outre l'amende du méfait. Envoyez donc citer Renart dans Maupertuis : pour ce qui me regarde, si vous me chargez du message, je me fais fort de l'amener ici et de le tenir au courant des usages de la Cour.

Bruyant le Taureau se lance tête baissée dans le débat :

— Renart a commis tant de crimes, outragé tant de bêtes honorables que personne ne doit le recevoir à merci. Pourquoi messire Ysengrin viendrait-il justifier des faits qui sont à la connaissance de tout le monde ? Qu'on en dise ce qu'on voudra, mais si cet insigne larron, cet odieux trompeur, ce méchant roux de Renart avait jamais dit à ma femme une seule parole insolente, il n'y a ni fort ni château, il n'y a pas de Maupertuis qui m'empêcherait de le broyer et de jeter dans un privé sa puante charogne. A quoi pensiez-vous donc, dame Hersent, de ne pas vous être vengée vous-même ?...

— Écoutez, sire Bruyant, — observe le toujours modeste, dévoué et pondéré Grimbert — il faut à tout prix éviter le bruit d'un aussi mauvais cas. Tel qui l'a

divulgué, commenté, exagéré, regretterait bientôt de ne le pouvoir retenir. Il ne s'agit ici ni de violence ouverte, de porte brisée, de trêve rompue ; tous les mauvais procédés reprochés à Renart peuvent être l'effet d'un amour très excusable... Pour Ysengrin, avouons qu'il a pris cela beaucoup trop à cœur. S'il reste la moindre trace du délit, si la maison est endommagée ou les meubles brisés, enfin s'il a perdu dans tout cela la valeur d'une noix de coudrier, je m'engage, au nom de Renart, à tout remettre en état, et à lui en faire prendre l'engagement dès qu'il sera arrivé. Mais, en fin de compte, la honte de tout cela va retomber sur Hersent. Oui, Madame, le profit le plus clair pour vous du bruit qu'a fait votre mari sera d'être l'objet de toutes les conversations, de tous les quolibets...

Madame Hersent, le rouge au visage, le corps frémissant et la sueur au front, dit enfin, en jetant un grand soupir :

— Sire Grimbert, vous avez raison ; j'aurais mille fois mieux aimé que Monseigneur et Renart demeurassent bons amis. Il est certain que jamais Renart n'eut de moi la moindre faveur, et je suis, pour le prouver, prête à subir l'épreuve du fer chaud ou de l'eau froide. Mais hélas ! de quel poids sera ma déclaration ? on n'ajoute pas foi à ce que peut dire une pauvre malheureuse. Oui, j'atteste tous les saints et Dieu mon Sauveur lui-même, que Renart ne me traita jamais autrement que si j'eusse été sa mère. Non que je le dise pour Renart ou pour le profit de sa cause ; je ne me soucie pas de lui, et de ceux qui l'aiment ou le haïssent, plus que du chardon dont les ânes se régalaient ; mais je le dis pour Monseigneur Ysengrin, dont la jalousie ne me laisse pas de relâche, et qui s' imagine toujours qu'on l'a trompé... J'ai toujours vécu en loyale épouse, sans donner à personne le droit de me blâmer ou de me prendre pour une bête folle. Ainsi, que l'on me croie ou non, je n'en attesterai pas moins sainte Marie que je ne fis jamais rien qu'une sage et pieuse nonne ne pût avouer.

Le discours d'Hersent et la façon naturelle dont elle avait justifié sa conduite répandirent une joie inexprimable dans la bonne âme de l'Ane, damp Bernart, l'Archiprêtre. Il en conclut qu'Ysengrin pouvait bien avoir raison, mais que dame Hersent n'avait pas tort :

— Ah ! gentille baronne, s'exclama-t-il, plutôt à Dieu que mon ânesse fût aussi sage, aussi loyale que vous ! Vous avez adjuré Dieu et les saints de paradis, il suffit : je soutiendrai votre cause et je suis tout prêt à jurer avec vous... Mais telle est la méchanceté, la médisance et l'envie du siècle, qu'il affirme ce qu'il n'a pas vu et blâme ce qu'il devrait honorer. Ah ! Renart ! maudite l'heure où vous fûtes engendré, où vous êtes venu au monde ! car c'est par vous que le bruit s'est répandu de la faiblesse d'Hersent à votre endroit. Vous êtes un insigne menteur. Quelle apparence, en effet, quand elle vient offrir aujourd'hui de se justifier par l'épreuve du fer chaud ou de l'eau froide !

« Hersent l'écouta avec une agréable surprise, mais se garda d'ajouter un mot. Chacun alors de dauber sur Renart ; c'est ainsi que l'on agit à l'égard de ceux dont la cause est désespérée. Le seul Grimbart, en ami fidèle, soutint contre tous les intérêts de son cousin. » Il s'avance devant le Roi, abaisse son chaperon sur ses épaules et, relevant son manteau :

— Je demande un moment de silence, dit-il. Sire, veuillez en gentil et bon prince apaiser la querelle de vos deux barons, et recevoir à merci damp Renart. Permettez-moi de le conduire ici ; vous entendrez ses réponses, et si votre Cour le condamne, vous fixerez l'amende qu'il devra subir ; il y satisfera. Que s'il a négligé de venir en cour et s'il n'a pas justifié son absence, vous pourrez lui adresser une réprimande sévère et l'obliger à une double composition.

Le Connil honora ce discours et celui de Bernart l'archiprêtre de son approbation :

— Par saint Amand ! messire Grimbert a sagement parlé. Si damp Renart était contraint de quitter la terre sans être entendu, la justice en serait blessée ; que Renart soit donc mandé ; je m'en rapporte à lui du soin de sa justification. Mais s'il a réellement mérité quelques reproches à l'égard de dame Hersent, soit en dits, soit en faits, il en conviendra plutôt que de se rendre parjure. Ainsi je me porte volontiers pour le garant de dame Hersent avec Bernart, le prudent archiprêtre. Je laisse la parole à d'autres et je me tais.

La Cour, après ces débats, conclut en ces termes : « Sire, plaise à vous, dans le cas où Renart, sommé de comparaître, ne se présenterait pas et ne fournirait aucune excuse, ordonner qu'il soit ici traîné de force, pour y entendre la sentence qu'il conviendra de prononcer. »

— Barons, dit le Roi, vous méprenez, en voulant porter un jugement contre Renart. Vous donnez à ronger un os qui plus tard, le cas échéant, vous brisera les dents. Songez-y bien, autant vous en pend à l'œil. J'ai grand sujet de me plaindre de Renart, mais je n'entends pas le perdre s'il consent à reconnaître ses torts. Croyez-moi donc, Ysengrin, consentez à l'épreuve que votre femme réclame ; ou bien, à votre défaut, je prendrai sur moi de l'ordonner.

— Ah ! sire, repartit vivement Ysengrin, n'en faites rien, je vous prie. Car enfin si cette épreuve demandée par Hersent lui devient funeste, si l'eau ou le fer l'atteignent, tous le sauront, ceux même qui l'ignorent encore, et mes ennemis s'en réjouiront... J'aime mieux retirer ma plainte et me faire justice moi-même. Viennent les vendanges, et je compte bien donner une chasse à Renart dont serrure ou clef, muraille ou fossé ne sauront le défendre.

— C'est donc le diable, maintenant ! s'indigne le Roi,

et votre guerre ne prendra-t-elle jamais fin ! Par la corbleu ! vous comptez en vain avoir le dernier mot avec Renart ; il en sait plus que vous, et vous avez plus à craindre de ses tours que lui des vôtres. D'ailleurs, le pays est en repos, la paix est jurée ; malheur à qui s'avisera d'y porter atteinte !

Cette déclaration frappant Ysengrin lui fit perdre contenance et, ne sachant à quel parti s'arrêter, il alla se rasseoir, les yeux enflammés, auprès de son épouse. La cause de Renart prenait le meilleur tour et tout présageait un accommodement quand — coup de théâtre fatal pour lui — on vit arriver en cour, sous la conduite de Chantecler le Bachelier, Dame Pinte la Poule aux gros œufs, et ses trois sœurs Roussette, Blanche et Noirette, escortant une litière tendue de noir, où reposait le corps d'une geline morte de la veille, dame Copette, que Renart avait surprise et déchirée¹²⁷. Le Roi, las des plaidoiries, allait congédier l'assemblée quand entrèrent les dolentes, qui adressent à la Cour la plus humble et candide — et la plus savoureuse — requête, rappelant tous les méfaits de Renart et ses rapines parmi leurs pareilles, et le vouant au feu d'enfer :

— Ah ! pour Dieu, messeigneurs, ne repoussez pas d'innocentes victimes... Voilà pourquoi nous venons à vous ; tout espoir de vengeance nous étant enlevé, c'est de vous seuls, nobles seigneurs, que nous attendons justice.

Les malheureuses tombent pâmées sur les dalles de la salle, on se lève, on s'empresse, « on les relève, on les soutient, on leur jette de l'eau sur la tête ». En revenant à elles, elles courent se précipiter aux pieds du Roi, que Chantecler agenouillé mouillait en même temps de ses larmes. Cette vue emplît l'âme de Noble d'une grande

pitié et d'une grande colère à la fois. « Il exhala un profond soupir puis, relevant sa grande tête chevelue », il fit entendre un tel rugissement que tous furent emplis d'épouvante. « L'émotion de damp Couart le Lièvre fut même telle qu'il en eut deux jours durant les fièvres et qu'il les aurait encore peut-être, sans le beau miracle que



vous apprendrez tout à l'heure ». En même temps le Roi se frappa les flancs « avec un bruit capable d'ébranler les maisons », puis il laissa tomber ce jugement :

— Dame Pinte, par l'âme de mon père, pour laquelle je n'ai encore rien fait aujourd'hui, je prends grande part à vos malheurs, et je compte en punir l'auteur. Je vais ajourner Renart, et de vos yeux et de vos oreilles vous pourrez voir et entendre comment je sais punir les traîtres, les assassins et les voleurs de nuit.

— Ah, sire, vous êtes un grand roi, dit alors Ysengrin ¹²⁸. Vous conquerrerez honneur et louange, en vengeant sur l'assassin le meurtre de dame Copette. Je n'écoute pas ici ma haine ; mais le moyen de ne pas prendre intérêt à cette innocente victime ?

— Oui, reprit le Roi, cette bière, ces pauvres gelines m'ont mis la douleur dans l'âme. Je me plains donc à vous, barons, de cet odieux Renart, ennemi du lien conjugal et de la paix publique. Cependant, il faut penser au plus pressé. Brun, vous allez prendre une étole et vous ferez la recommandise de la défunte ; vous disposerez sa sépulture dans le terrain qui sépare le jardin de la plaine.

Le corps de Copette, ayant été enfermé dans un cercueil de plomb, fut porté en terre sous un chêne et la tombe garnie d'une épitaphe gravée au ciseau dans le marbre ; quand les grandes douleurs furent apaisées, les pairs se rendirent auprès du Roi :

— Sire, lui dirent-ils, nous demandons vengeance de ce glouton, fléau de tous, violateur de la foi jurée.

— Très volontiers, dit le Roi Noble, et c'est vous, Brun, que je charge d'aller le semondre. N'ayez pour le traître aucun ménagement. Vous lui direz qu'avant de me décider à l'ajourner, je l'ai attendu trois fois.

— Je n'y manquerai pas, sire.

Et sur-le-champ messire Brun « prend congé, met son cheval à l'amble et s'éloigne ».

Pendant qu'il chevauchait par monts et par vaux pour se rendre à Maupertuis, survint à la cour « un événement qui fut loin de remettre en meilleur point les affaires de Renart ». Après l'enterrement de dame Copette, damp Couart le Lièvre, qui pendant deux jours avait tremblé les fièvres, voulut, encore malade, aller prier sur sa tombe. Il s'y endormit et, en se réveillant, se trouva guéri. « Le miracle fit grande rumeur. Ysengrin, apprenant que dame Copette était vraie martyre, se souvint d'un tintement douloureux qu'il avait dans l'oreille. Rooniaus, son conseiller ordinaire, le conduisit et le fit prosterner sur la tombe ; tout aussitôt il fut guéri... L'annonce de ce double

miracle fut accueillie par le plus grand nombre avec une faveur marquée. Grimbert au contraire s'en affligea. Car, ayant pris en main la défense de Renart, il prévoyait la mauvaise impression que ce récit ferait sur les esprits les moins prévenus. »

CHAPITRE V

LES TROIS SEMONCES OU CITATIONS

BRUN, après avoir suivi le sentier tortueux qui, à travers la forêt conduisait à Maupertuis¹²⁹, arriva à la porte du château, au fond duquel se trouvait Renart, « doucement sommeillant » ; il avait de grand matin, « déjeuné des ailes d'un gros chapon, et avait à portée le corps d'une grasse geline ». Il entendit Brun l'appeler du dehors :

— Renart, je suis le messenger du Roi. Sortez un instant pour entendre ce que notre sire vous mande.

Renart n'eut pas plus tôt reconnu damp Brun qu'il se mit à chercher quel piège il pourrait lui tendre.

— Damp Brun, — répondit-il de sa lucarne entrouverte — on vous a fait prendre, en vérité, une peine bien inutile. J'allais partir pour me rendre à la cour du Roi aussitôt que j'aurais mangé un excellent mets français. Car vous le savez aussi bien que moi, damp Brun : quand un homme riche ou puissant vient en cour, tout le monde s'empresse autour de lui. C'est à qui tiendra son manteau, c'est à qui lui dira : « Lavez, lavez, sire. » On lui sert le bœuf au poivre jaune, toutes les viandes délicates qui passent devant le Roi. Mais il en est autrement de celui qui n'a pas grande charge et force deniers ; on le dirait sorti de la fiente de Lucifer. (Suit un ravissant tableau de la manière dont il

est traité.) Voilà, sire Brun, pourquoi j'ai, ce matin avant de partir, fait la revue de mes provisions de pois et de lard, et pourquoi je me suis déjeuné avec six denrées de frais rayons de miel.

Le pauvre Brun, alléché, oublie à ces mots tout ce qu'il sait de la malice de Renart. Il se laisse tenter par l'offre de celui-ci de lui donner d'excellent miel se trouvant à l'entrée du bois que garde le forestier Lanfroi, après avoir été rassuré par ses protestations contre toute crainte de trahison ou de perfidie :

— Vous avez donc bien peu de confiance en moi ?... C'est le démon qui vous donne de pareilles idées... L'hommage que j'ai fait au Roi Noble ne me rendra jamais faux et déloyal.

Et c'est ainsi qu'il fit prendre la tête de Brun, l'incorrigible gourmand, dans le tronc d'un chêne qu'avait fendu Lanfroi et qui devait lui fournir les ais d'une grande table :

— Ah ! maintenant — dit Renart riant à pleine gorge — ouvrez bien la bouche, sire Brun, et surtout tirez la langue, n'est-ce pas ?

Mais arrive Lanfroi, et Renart de jouer des jambes. Le forestier retourne au village, ameute les gens : « Haro, haro ! à l'ours ! nous l'avons pris ! » Les vilains accourent avec massues, fléaux, haches, bâtons d'épines et chiens. Aux cris toujours plus rapprochés de cette « fourmilière de vilains », Brun réfléchit que, pour échapper à la « male étreinte » et ne pas périr victime de la hache de Lanfroi, « mieux lui vaut encore perdre le museau que livrer sa tête entière » ; il se raidit, tire, sent la peau de son cou céder et se détacher, laissant à nu les oreilles et les joues

sanglantes. Et c'est ainsi — malheur à Renart s'il peut jamais le rejoindre ! — qu'il atteignit enfin le lieu où le Roi Noble tenait sa Cour. Il était grand temps qu'il arrivât, car il fléchit de lassitude et d'épuisement devant les sièges. Chacun, le voyant en tel état, « fit d'horreur un signe de croix ».

— Eh ! grand Dieu, frère Brun, qui a pu t'accommoder ainsi ? lui demande le Roi. Pourquoi déposer ton chaperon à la porte ? Mais le reste, où l'as-tu laissé ?

— Sire, répond avec la plus grande peine le pauvre Brun, c'est Renart qui m'a mis en cet état.

Puis il fait quelques pas et tombe comme un corps mort aux pieds du Roi. Celui-ci alors rugit, hérisse sa terrible crinière¹³⁰, et jure « par le cœur, les plaies, le sang et la mort de Dieu » :

— Brun, l'odieux et méchant roux qui t'a maltraité n'a plus de composition à attendre ; les plus grands supplices seront encore trop doux pour lui ! J'en ferai telle justice qu'on en parlera longtemps par toute la France. Où êtes-vous, Tybert le Chat ? Allez tout de suite trouver Renart, dites à ce misérable qu'il ait à venir sans délai faire droit à ma Cour, et qu'il ait soin de prendre avec lui non pas un sommier d'or et d'argent à distribuer, non pas de beaux sermons à débiter, mais une hart qui serve à le pendre.

Tybert, qui n'était pas libre de refuser — « il faut bon gré mal gré que le prêtre aille au senne », d'après le dicton — prend congé, et se dirige vers le bois, résidence de Renart. « En découvrant le château de Maupertuis, sa première pensée fut pour Dieu qu'il réclama dévotement, puis il pria saint Léonard, patron des prisonniers, de le défendre des méchants tours de Renart. Une chose ajoutait à son inquiétude : comme il allait frapper à la porte, il

vit traverser d'un sapin au frêne le plus proche, l'oiseau de saint Martin, le corbeau. *A droite ! à droite !* lui criait-il, mais l'oiseau continua son vol à gauche. « De ce triste présage, Tybert conclut qu'il était menacé d'un grand malheur, et cela lui ôta l'envie d'entrer chez Renart. Mais qui peut éviter sa destinée ? » Du dehors, il appela donc :

— Renart, sire compain Renart, êtes-vous là ? Répondez-moi.

Oui, se dit à lui-même Renart, et pour ta male aventure. Mais, élevant la voix :

— Welcome, Tybert, sois le bienvenu, comme si tu arrivais en pèlerin, de Rome ou de Saint-Jacques, un jour de Pentecôte.

— Ne m'en veuillez pas, compain, et ne jugez pas de mes sentiments d'après ce que j'ai mission de vous dire. Je viens de la part du Roi qui vous hait et vous menace. Chacun à la Cour se plaint de vous, Brun et Ysengrin avant tous. Vous n'avez auprès de Noble qu'un seul défenseur, c'est votre cousin Grimbert.

— Tybert, les menaces ne tuent pas : qu'ils aiguisent leurs dents sur moi, je n'en vivrai pas un jour de moins. Je prétends bien aller à votre Cour ; j'y verrai qui voudra lever clameur contre moi.

— Vous ferez que sage, beau sire, et je vous le conseille en ami. Mais j'ai fait grand hâte, et je m'aperçois que je meurs de faim ; j'en ai l'échine brisée ; n'auriez-vous pas à me donner quelque chapon ou geline ?

Pour son malheur, le besoin avait sans doute fait perdre, ce jour-là, la mémoire à Tybert. Renart ayant assuré pouvoir lui offrir des « souris bien grasses », et « plus qu'il n'en mangerait assurément », il le suivit docilement, ne le soupçonnant plus de trahison, jusqu'aux portes d'un

village voisin dont toutes les gelines étaient depuis longtemps passées dans sa cuisine :

— Maintenant, dit-il à Tybert, coulons-nous entre ces deux maison ; nous arriverons chez le prêtre, son grenier que je connais est fourni de froment et d'avoine, les souris y trouvent table ouverte... Tenez, voici le trou qui donne entrée, passez et régalez-vous.

Tout cela était de l'invention de Renart. Le prêtre n'avait ni froment ni avoine : « bien au contraire, chacun, dans le village, se plaignait de sa mauvaise femme qui l'avait rendu père de Martin d'Orléans. Elle avait entièrement ruiné le pauvre homme ». Et le beau Martin « qui avait déjà couronne de moine — plus tard il devait avoir la corde — avait mis dans le trou deux lacets à prendre Renarts. Digne fils de prêtre, qui met son étude à guetter chats et goupils ! »

Tybert, encouragé par Renart qui lui promet de faire le guet, s'élance, et tout aussitôt reconnaît sa folie, car il est pris ; plus il tire et plus il s'étrangle. La mère de Martinet, première levée, se hâte d'allumer une chandelle et prend sa quenouille, le prêtre suit sans même le temps de passer une robe ; avec leur fils, ils assaillent le malheureux Tybert si bien qu'il « eut livraison de plus de cent coups ». Enfin, s'aidant de la griffe et des dents, mordant le prouère à la joue dont il emporte un morceau, traitant presque aussi mal la femme qui veut le venger, travaillant, rongé, il arrive à se dégager et se sauve, « roué, meurtri mais vengé de ses bourreaux », vouant le prêtre à avoir « mauvais gîte, peu de pain en sa vie, et la compagnie des diables à la fin », et souhaitant à son digne fils de n'avoir « jamais denier en bourse et de quitter son abbaye comme relaps, pour être conduit aux fourches comme

larron ». Que ne peut-il tirer aussi vengeance de Renart ! Mais celui-ci, aux premiers cris, avait repris le chemin de son logis.

En ruminant ses malédictions¹³¹, Tybert regagne la vallée où siégeait la Cour du Roi ; il arrive, il s'agenouille aux pieds de Noble, et lui rend compte des circonstances et de l'échec de son voyage :

— En vérité, déclare le Roi, il y a dans l'audace et l'impunité de Renart quelque chose de surnaturel. Personne ne pourra-t-il me délivrer de cet odieux nain ? Je commence à douter de vous, Grimbert. N'êtes-vous pas d'accord avec lui, et ne lui donneriez-vous pas avis de tout ce qui se passe ici ?

— Sire, je n'ai jamais donné le droit de mettre en soupçon ma loyauté.

— Eh bien ! s'il en est ainsi, rendez-vous à Maupertuis, et n'en revenez pas sans votre cousin Renart.

— Sire, telle est la fâcheuse position de mon parent, qu'il ne viendra pas si je ne suis muni de vos lettres. Mais à la simple vue de votre scel, je le connais, il se mettra en chemin.

— Grimbert a raison, dit le Roi.

Et, sur-le-champ, il dicta la lettre que Baucent écrivit et que BricheMER revêtit du sceau royal. Grimbert reçut à genoux et des mains du Roi la lettre scellée, prit congé de la Cour et partit. A l'extrémité d'un essart ou terre labourée, il s'engagea dans un sentier appartenant aux dépendances de Maupertuis, et arriva aux premières palissades. Renart, entendant corner, s'imagina qu'on venait l'assaillir, et courut du côté d'où venait le bruit. Il reconnut aisément Grimbert, comme il venait de franchir le pont-levis et s'engageait dans un défilé aboutissant à l'entrée du manoir.

— Est-ce toi, cher Grimbert ? lui dit Renart en lui jetant les bras au cou. Ça, viens dans mes salles, et qu'on lui apporte deux oreillers ; je veux qu'on fasse à mon cousin tout l'honneur possible.

« Grimbert agit en personne sage : il n'exposa le sujet de sa visite qu'après avoir bien dîné. » Dès que les nappes furent enlevées :

— Écoutez-moi, sire Renart ; vos malices ont poussé tout le monde à bout, et le Roi m'a chargé de vous porter la troisième semonce. Vous viendrez donc faire droit dans sa Cour des Pairs. En vérité, je ne devine pas ce que vous opposerez à Brun, à Tybert, à Ysengrin. Je ne veux pas vous flatter d'espérances vaines : vous serez condamné à la peine capitale. Tenez, rompez le scel de ces lettres royales, et vous jugerez par vous-même de la gravité de la situation.

Renart brisa la cire avec une certaine émotion, et lut :

— « Messire Noble, Le Lion, souverain maître de toutes les régions et de toutes les bêtes du monde, mande à Renart honte et dernier supplice, s'il ne vient demain répondre à la clameur élevée contre lui dans ma Cour. Il se munira non pas d'une somme d'or ou d'argent, non pas d'un beau sermon, mais de la hart qui pourra servir à le pendre »¹³².

A cette lecture Renart changea de couleur et perdit contenance :

— Ah ! Grimbert, dit-il, maudite l'heure de ma naissance ! Conseillez-moi, je vous prie ; empêchez que demain je ne sois pendu ! J'aurais dû, quand il en était temps, entrer en religion, à Clairvaux ou à Cluny ; mais les moines eux-mêmes ne sont guère faciles à vivre, et je n'aurais pas longtemps échappé au mauvais vouloir des blancs manteaux. Ils auraient été les premiers à me livrer.

— Laissez là ces regrets, dit le sage Grimbert, et n'oubliez pas que demain vous courrez grande aventure de mort. Personne ne viendra m'aider à vous défendre ; mettez donc à profit le temps qui vous reste ; confessez-vous, me voici pour vous entendre, à défaut de prêtre.

— Hélas, dit Renart, je reconnais que le conseil est bon à suivre ; car enfin si je ne meurs pas, la confession ne me



fera pas de mal ; et si l'on me pend, elle m'ouvrira les portes du Paradis. Allons ! écoutez, cousin, je commence.

Renart ayant énuméré tous ses crimes, Grimbert l'exhorte à ne point retomber dans les mêmes fautes. « Ah ! je le promets ; ce n'est pas aujourd'hui le moment de rien dire ou faire qui soit déplaisant à Dieu », répond Renart. Puis « il se mit à genoux et, moitié latin, moitié roman, Grimbert lui donna l'absolution générale ».

Le lendemain, au point du jour, Renart embrassa sa femme et ses enfants¹³³ qui menaient grand deuil :

— Enfants de haut parage, dit-il, je ne sais ce qu'il adviendra de moi ; songez à tenir mes châteaux en bon état. Tant que vous les garderez, vous n'avez rien à

redouter de roi, de comte, de prince ou de châtelain. Ils resteront six mois devant les sarbacanes, sans être plus avancés que le premier jour. Vous avez des provisions pour plusieurs années ; je vous recommande à Dieu, et priez-le de me laisser revenir bientôt.

Quand il fut dehors, il fit encore l'oraison suivante :

— Beau sire Dieu, je mets sous ta garde mon savoir et mon esprit. Fais que je les aie bien présents, quand je serai devant Noble, quand Ysengrin lèvera clameur contre moi. Fais que je le confonde, soit en niant, soit en plaidant, soit en combattant. Surtout, donne-moi le temps nécessaire pour soulager mon cœur du poids de vengeance qui le brûle, contre tous ceux qui me guerroient.

Alors il « se prosterna, dit trois *mea culpa*, et fit un signe de croix pour se prémunir contre les diables et contre le Roi Lion ». Puis les deux barons partirent pour la Cour, non sans qu'en chemin l'incorrigible Renart eût encore médité de piller la volatile de la Grange aux Nonnes, quoiqu'ayant confessé ses anciens péchés et battu sa coulpe, comme le lui rappela le bon Grimbert. Plus il approchait, et plus il éprouvait d'inquiétude... Mais voilà que la dernière montagne est franchie, la vallée se découvre où siège la Cour. Déjà la séance était ouverte quand ils mirent pied à terre et demandèrent à être introduits.

CHAPITRE VI

L'ASSISE

L'ARRIVÉE de damp Renart et de Grimbert causa un grand mouvement dans l'assemblée des barons¹³⁴. Il n'y eut personne « qui ne témoignât la plus vive impatience de soutenir l'accusation ». Au milieu de toutes les démonstrations de haine et de fureur, « Renart redevenu lui-même, affecte une apparente tranquillité ; il s'avance d'un air serein jusqu'au milieu de la salle, et, après avoir promené lentement ses regards fiers et dédaigneux à droite, à gauche et devant lui, il demande à être entendu » et commence son habile discours :

— Sire Roi, je vous salue, comme celui qui vous a rendu meilleur service, à lui seul, que tous vos autres barons réunis. On m'a diffamé auprès de vous ; mon malheur a voulu que je n'aie jamais joui tout un jour de votre bienveillance. On me dit que, grâce aux flatteurs qui vous entourent, vous voulez me faire condamner à mort. Peut-on s'en étonner, quand le Roi se complaît dans le rapport de gens sans honneur, quand il répudie le conseil de ses barons les mieux éprouvés ? Dès que l'on abaisse les têtes pour exalter les pieds, l'État doit se trouver en mauvais point...

Mais je voudrais bien savoir ce que Brun et Tybert

viennent réclamer contre moi. Assurément, ils peuvent, avec l'appui du Roi, me faire beaucoup de mal, qu'ils aient tort ou raison : mais enfin, si Brun fut surpris par le vilain Lanfroï, comme il mangeait son miel, qui pouvait l'empêcher de se défendre ?... Et si le digne Tybert fut pris et mutilé pendant qu'il mordait rats et souris, en quoi cela peut-il m'atteindre ? Étais-je maire ou prévôt, pour lui faire obtenir réparation ?... Pour ce qui regarde Ysengrin, en vérité je ne sais que dire. S'il prétend que j'aime sa femme, il a parfaitement raison ; mais que cela désole le jaloux, je n'en puis mais. Parle-t-on de murailles franchies, de portes rompues, de serrures forcées, de ponts brisés ? Je ne le suppose pas : quelle est donc l'occasion de la clameur levée ? Mon amie, la noble dame Hersent ne me reproche rien ; de quoi se plaint donc Ysengrin ? Comment sa mauvaise humeur pourrait-elle entraîner ma perte ? Non, sire Dieu m'en préservera... Maintenant que l'âge a brisé mes forces, que ma voix est fêlée et que j'ai même assez de peine à rassembler mes idées, il est peu généreux de m'appeler en cour et d'abuser de ma faiblesse ; mais le Roi commande, et j'obéis. Me voici devant son faudesteuil ; il peut me mettre en chartre, me condamner au feu, à la hart ; toutefois, à l'égard d'un vieillard, la vengeance serait peu généreuse, et si l'on pendait un personnage tel que moi sans l'entendre, je crois qu'on en parlerait longtemps.

A peine Renart a-t-il fini que le Roi prend la parole à son tour :

— Renart, Renart, tu sais parler et te défendre ; mais l'artifice n'est plus de saison. Maudite l'âme de ton père et de la mauvaise femme qui te porta sans avorter ! Quand tu aurais toutes les ruses de la fauve ânesse dont parle le Livre, tu n'éviterais pas la punition de tes nombreux méfaits. Laisse donc là ton apparente sécurité ; c'est de la renardie. Tu seras jugé puisque tu le demandes ; mes barons ici rassemblés décideront comment on doit traiter un félon, un meurtrier, un voleur tel que toi. Voyons,

quelqu'un veut-il dire ici que ces noms ne te conviennent pas ? Qu'il parle, nous l'écouterons.

Grimbert se lève :

— Sire, dit-il, vous voyez que nous avons répondu à votre semonce ; nous sommes venus nous incliner devant votre justice : est-ce à dire pour cela qu'il convienne de nous traiter outrageusement, même avant d'entendre la cause ? Voici damp Renart qui se présente pour faire droit et satisfaction à ce qu'on va lui demander : si quelque clameur s'élève contre lui, vous devez, sire, laisser à la défense liberté entière et tous les moyens de repousser publiquement une accusation publique.

Grimbert n'avait pas cessé de parler que se levèrent tous ensemble Ysengrin le Loup, Rooniaus le Mâtin, Tybert le Chat, Tiecelein le Corbeau, Chantecler le Coq¹³⁵, Pinte la Geline, Drouin le Moineau¹³⁶ et damp Couart le Lièvre ; sans parler de Brun l'Ours, de Frobert le Grillon¹³⁷, de la Corneille¹³⁸ et de la Mésange. Le Roi, ayant ordonné à tous de se rasseoir, exposa lui-même les diverses clameurs levées contre Renart et soumises au jugement de la Cour assemblée¹³⁹.

Le roi rappela quelles étaient les plaintes des sires Ysengrin, Brun, Tybert, Tiecelein, Frobert, Drouineau et Chantecler, ainsi que des dames Pinte, Corneille et Mésange. Quand il eut longuement rappelé l'origine de toutes les clameurs portées devant sa Cour¹⁴⁰, « l'assemblée parut convaincue de la nécessité de faire un grand exemple. Mais Renart avait été à bonne école ; rien ne le troublait, il avait pris le temps de peser toutes ses réponses. Quand il vit la disposition des esprits, il se leva d'un air grave et demanda la permission de démentir chacun des accusations portées devant la Cour ».

— La demande est juste, répondit le Roi ; on ne condamne pas sans entendre. Parle, nous écouterons ce que tu pourras dire pour te justifier.

— Sire, dit Renart, avant tout je vous remercie de m'avoir semoncé à comparaître devant la Cour ; c'était me donner tous les moyens de faire prévaloir la vérité.

Il plaide alors adroitement, passant comme chat sur braise aux diverses plaintes, pour arriver à celle d'Ysengrin :

— Hélas, Dieu ne m'a pas été prodigue de ses faveurs : telle est ma destinée, que mes meilleures actions sont devenues l'occasion de mes plus grandes infortunes. (Paraissant céder à une vive émotion, il porta ici son bras à ses yeux comme pour essuyer une larme, et reprit :) Je le dis donc en toute sincérité, je n'ai jamais oublié ce que je devais à dame Hersent, la femme épousée de mon compère. Outrager sa commère aurait été le fait d'un hérétique, et messire Ysengrin a toute honte bue quand il vient publiquement m'accuser d'une pareille énormité.

Ysengrin ne peut s'empêcher de l'interrompre :

— Vraiment, c'est affaire à toi de nier des faits plus clairs que le jour ! Ah ! que tu sais bien chanter la messe des fous ! Ce n'est pas toi non plus qui m'avais conseillé d'entrer dans le puits d'où je ne devais jamais sortir ? Et que dirai-je de l'étang dans lequel je laissai la meilleure partie de ma queue¹⁴¹ ?

Les diverses aventures font autant d'articles de l'accusation, auxquels Renart répond en se disculpant. Ysengrin, après avoir accumulé ses griefs, conclut :

— Mais la plus longue journée d'été ne suffirait pas à conter tous les maux, tous les ennuis dont je te suis redevable. Heureusement, nous voici devant la Cour, où la renardie ne peut être de grand secours.

— La Cour fera comme moi, rétorque Renart, elle ne comprendra rien à vos accusations. Déjà ceux qui nous entendent ont peine à revenir de leur surprise et vous tiennent pour sot d'avoir si mal coloré vos mensonges. Pouvez-vous donc perdre votre âme aussi gratuitement ?

— En voilà trop, crie Ysengrin, la fureur dans les yeux ; je n'attends que le congé du Roi pour demander contre le traître la bataille en champ clos.

— Et moi, conclut Renart, je la désire au moins autant que vous.

CHAPITRE VII

LE DUEL JUDICIAIRE ET LE JUGEMENT DE DIEU

AUSSITÔT l'un et l'autre présentèrent leurs gages de bataille ; le Roi les reçut sans hésiter ; toute la Cour reconnaissait que la bataille était inévitable. D'ailleurs, on pensait qu'à moins d'une adresse surnaturelle, Renart ne pourrait soutenir l'effort du terrible Connétable. « Le Roi demanda qu'on lui présentât les otages et ne voulut pas faire grâce d'un seul »¹⁴². Ysengrin désigna pour les siens messires Brun, Tybert, Chantecler et Couart le Lièvre ; Renart, ceux dont l'expérience était la plus connue, Baucent le Sanglier, Espinart le Hérisson et son cousin Grimbert le Blaireau. La bataille fut remise à quinze jours, Grimbert se portant garant que damp Renart se présenterait à l'heure et à la place dites, pour « abattre l'orgueil d'Ysengrin ».

— Allons, dit le Roi, ne ranimez pas les querelles, mais que chacun de vous retourne paisiblement à son hôtel.

Renart n'était assurément pas de la force d'Ysengrin, mais il connaissait tous les secrets de la lutte, « le jambet,

les tours français, anglais et bretons, la revenue, les coups secs et inattendus », et il saura « tirer parti de l'entre-deux, il se repliera pour découvrir son adversaire au moment favorable ». Pour Ysengrin, il ne croit pas avoir besoin de tant de préparation ; « fort de son bon droit et de la faiblesse de Renart, il va tranquillement dormir en son hôtel, en maudissant toutefois les ajournements qui retardent l'apaisement de sa vengeance ». Le délai est employé des deux côtés à la recherche des meilleures armes et au soin de les mettre en état ; Ysengrin porte son attention sur son écu, son pourpoint de feutre, ses jambières, pour vernir son écu il choisit la couleur vermeille. Les amis de Renart se chargent de préparer son adoubement, l'écu rond, de couleur jaune, la cotte courte, les chausses feutrées. Ils eurent de plus grand soin de le faire bien raser et tondre pour laisser à son adversaire le moins de prise.

Quand, au jour fixé, Ysengrin le vit arriver devant la Cour assemblée pour le duel judiciaire, il eut grand dépit de ne pouvoir, comme il l'espérait, déchirer à belles dents sa riche fourrure ; « il n'avait, quant à lui, daigné se débarrasser d'un seul poil ». Arrivent devant les barrières dame Hermeline, l'épouse de Renart, accompagnée de ses trois fils. « Tous quatre adressent à Dieu de ferventes prières, lui demandant à genoux qu'il conduisît le bras de Renart et qu'il lui enseignât un tour à le rendre victorieux. » Renart, témoin de leurs oraisons, les en remercia de la voix et du geste. Dame Hersent était en même temps agenouillée dans l'oratoire qu'elle avait fait élever de l'autre côté. « Elle réclamait à chaudes larmes l'aide du Seigneur, pour qu'il ne laissât pas revenir son époux de la bataille, et pour que la victoire demeurât à son ami

cher ; elle n'avait oublié ni les déclarations de l'un, ni les indiscretions de l'autre... »

Lorsque le Roi Noble vit la foule se pressant autour des barrières et demandant à grands cris le commencement du combat, il fit approcher Brichemer et lui donna la charge de juge du camp, devant « rédiger la formule du serment, maintenir le bon usage et proclamer le vainqueur ». Brichemer remplit dignement son office. Il choisit d'abord trois barons de haute naissance pour l'aider de leur avis : le fier Léopard, Baucent à la démarche imposante, et Bruyant le Taureau, qui passaient pour les plus sages de l'assemblée. « Et personne en effet ne connaissait mieux tout ce qui se rapporte aux gages de bataille. » Réunis en conseil¹⁴³, Brichemer leur dit :

— Seigneurs, il est malaisé de croire à tous les griefs reprochés à damp Renart. Ce n'est pas seulement notre ami Brun qui l'accuse, c'est Rooniaus, Frobert, Tiecelein, Pinte et d'autres encore. Heureusement, toutes les clameurs particulières se taisent depuis qu'Ysengrin les a réunies à la sienne. Ysengrin a présenté des gages au nom de tous, c'est avec lui seul que nous devons compter. Dans cet état de choses, seigneurs, ne serait-il pas sage et judicieux de faire une dernière tentative d'accommodement entre les deux champions ?

Tous partageant cet avis, ils se rendent aussitôt chez le Roi :

— Sire, nous sommes tombés d'accord, sauf votre honneur ou vos sujets particuliers de plainte, et il est à désirer que les deux barons, messire Ysengrin et damp Renart, soient amenés à composition.

— Allez-en donc parler d'abord à Ysengrin ; c'est de lui que tout dépend ; pour moi, je ne puis que maintenir son droit, et vous laisser le soin du reste.

Brichemer se rend, le col tendu, chez Ysengrin et, le prenant à l'écart :

— ... En ami véritable, je vous engage à prendre de meilleurs sentiments ; recevez Renart à composition : le Roi et tous les barons vous le demandent.

— Vous perdez votre français, répond Ysengrin, et que je sois mis en charbon si je m'accorde jamais avec le traître, si je ne l'empêche de plus honnir et déshonorer son compère et sa commère. Je verrai si l'on me dénierait mon droit.

— Recevoir l'offenseur à composition, ce n'est pas dénier le droit de l'offensé. Je voulais vous empêcher de pousser les choses à l'extrême et je voulais ôter entre vous tout motif de ressentiment ; vous ne le voulez pas, j'en ai regret.

— Bien, damp Brichemer ; allez dire au Roi qu'il peut me tenir pour ivre si je laisse le vilain roux sortir du champ sain et sauf ; la paix ne peut se faire que dans le champ, la bataille est nécessaire et nul, encore un coup, ne peut dénier mon droit.

Brichemer en ayant fait rapport au Roi, celui-ci décide :

— Puisqu'il en est ainsi, je prends à témoin saint Richer qu'ils auront la bataille et je ne les en dispenserais pas pour tout l'or que le plus riche des deux pourrait m'offrir. Sénéchal, livrez le champ !

L'ordre est aussitôt exécuté. « Ysengrin et Renart sont conduits à l'ouverture des barrières, se tenant par la main. Un chapelain paraît, c'est le sage et discret Belin ; il tient devant lui le sanctuaire sur lequel les deux champions prononceront le serment. Et pendant que damp Brichemer en règle la formule, on proclame le ban du Roi, que nul ne soit si hardi de faire scandale en paroles, en contenance ou en gestes. »

— Seigneurs, dit alors Brichemer, écoutez-moi, et qu'on me reprenne si je parle mal. Renart va jurer le premier qu'il n'a fait aucun tort à Ysengrin ; qu'il n'a pas été déloyal envers Tybert ; qu'il n'a pas joué de méchants tours à Tiecelein, à la Mésange, à Rooniaus, à Brun, ni à Chantecler. Approchez, Renart !

« Renart fait deux pas en avant, se met à genoux, rejette son manteau sur ses épaules, demeure quelque temps en oraison, étend la main sur les reliques et jure, par saint Germain, et les autres corps saints, là présents, qu'il n'a pas le moindre tort dans la querelle. Cela dit, il baise le sanctuaire et se relève. Ysengrin, surpris et indigné de le voir ainsi mentir en présence de Dieu et des hommes, s'approche à son tour. »

— Bel ami doux, lui dit Brichemer, vous allez jurer que Renart a prononcé un faux serment et que le vôtre est seul vrai.

— Je le jure !

« Cela fait, il baise les saints, se relève, avance un peu dans le champ, et fait une oraison fervente pour que Dieu lui laisse venger sa honte et reconquérir son honneur. Puis, après avoir baisé la terre, il prend et manie son bâton, le balance en tous sens, en tourne la courroie dans sa main droite ; il humecte ses coudes, ses genoux et ses paumes ; il prend son écu, fait à la foule un gracieux salut, et avertit Renart de bien se tenir... Renart ne se vit pas en face d'Ysengrin sans inquiétude¹⁴⁴. Il avait bien été mis aux lettres, il savait même assez de nigromancie, mais au moment de dire les mots qui servent pour les combats singuliers, il les avait oubliés. » Cependant lui aussi saisit son arme, la fait tournoyer, embrasse son écu « et paraît aussi ferme qu'un château défendu par de hautes murailles ».

Ysengrin attaque : c'était le droit de l'offensé. Renart s'incline et le reçoit, l'écu sur la tête. Ysengrin frappait et injurait en même temps :

— Méchant nain ! que je sois pendu si je ne venge ici ma femme épousée !



— Faites mieux, sire Ysengrin, prenez l'amende que je vous offre. Les chevaliers de ma parenté vous feront hommage, je quitterai le pays, j'irai outre-mer.

— Il s'agit bien de ce que tu feras en sortant de mes mains ! Va ! tu ne seras pas alors en état de voyager.

— Rien n'est moins prouvé. On verra qui demain sera le mieux en point... Mon Dieu, moins de menaces et plus d'effets !

Ysengrin se précipite, le combat s'engage. Renart, l'écu sur le front, la tête bien couverte, résiste et, d'un coup près de l'oreille, étourdit son adversaire et le fait chanceler ; le sang jaillit ; « Ysengrin se signe, en priant le Dieu qui ne ment de le protéger : Est-ce que, d'aventure, sa

femme épousée serait complice de Renart ? » Celui-ci le provoque, Ysengrin, qui voit trouble, le manque :

— Vous le voyez, sire Ysengrin, Dieu est pour mon droit... Croyez-moi, faisons la paix, si toutefois vous tenez à votre honneur.

— Je tiens à t'arracher le cœur, et je veux être moine si je n'y parviens.

Il retourne à la charge, les deux jettent leurs écus de concert, se prennent à bras-le-corps, se déchirent. Le combat redevient égal par la perte qu'Ysengrin a faite de son bras gauche. « Combien de passes et de tours l'un sur l'autre, avant qu'on puisse deviner qui l'emportera ! » Soudain, Renart « a recours au tour anglais : il serre Ysengrin en lui donnant le jambet ou croc-en-jambe qui le renverse à terre. Sautant alors sur lui, il lui brise les dents, lui crache entre les lèvres, lui arrache les grenons (barbes) avec ses ongles et lui poche les yeux de son bâton. C'en était fait d'Ysengrin ». Renart raille, tout en faisant pleuvoir les coups sur Ysengrin, et « en lui arrachant le cuir avec le poil » :

— Compère, nous allons voir qui de nous deux a droit ! Vous m'avez cherché querelle à propos de dame Hersent : quelle folie de vous être soucié de si peu de chose, et comment peut-on mettre confiance dans une femme ? Il n'en est pas une qui le mérite ; d'elles sortent toutes les querelles, par elles naît la haine entre les parents et les vieux amis, par elles les compères en viennent aux mains ; c'est la source empoisonnée de tous les désordres. On me dirait d'Hermeline tout ce qu'on voudrait, je n'en croirais pas un mot, et je ne mettrais pas assurément ma vie en danger pour elle.

Mais, par un faux mouvement, son bâton lui échappe ; pour son malheur, il met les doigts dans la mâchoire

d'Ysengrin qui les serre de reste, et pendant que la douleur lui fait jeter un cri, l'autre débarrasse son bras droit, le passe au dos de son adversaire, le fait descendre et prend à son tour le dessus. Voilà les rôles changés. « Renart, entre les genoux d'Ysengrin, implore non pas son ennemi, mais tous les saints de Rome, pour éviter le salaire du faux serment qu'il a prêté. » Après l'avoir battu, frappé, laissé pour mort, Ysengrin se relève, il est proclamé vainqueur. « Les barons accourent de tous côtés pour le féliciter et lui faire cortège. Jadis les Troyens n'eurent pas autant de joie quand ils virent entrer Hélène dans leur ville. » Vainement les parents du vaincu s'interposent près du Roi. « Noble ne veut rien entendre, il ordonne que le traître soit pendu sur-le-champ. Tybert se met en mesure de lui bander les yeux. Rooniaus lui liait les poings, quand le malheureux Renart exhale un soupir annonçant qu'il vivait encore, et ses premiers regards se portent sur les apprêts de son supplice... Pour mieux se reconnaître avant de mourir, il demande qu'on lui donne au moins un confesseur¹⁴⁵. Grimbert fait aussitôt avertir Belin ; le bon prouvére reçoit la confession et règle les conditions de la pénitence, en raison de la gravité des péchés. »

CHAPITRE VIII

LA GRACE

PENDANT qu'il le confessait, vint à passer frère Bernart, lequel arrivait de Grandmont. Il demande à Grimbert ce qu'il avait à pleurer :

— Ah ! beau sire, je pleure le malheur de damp Renart que l'on va pendre ; personne n'ose parler au Roi pour lui. C'était pourtant un chevalier de grande loyauté, plein de gentillesse et de courtoisie.

Au grand deuil que mènent Grimbert et Espinart, frère Bernart se sent ému de pitié, si bien qu'il va trouver le Roi. « Frère Bernart était le religieux le mieux aimé de messire Noble. En le voyant entrer, le Roi se lève et le fait asseoir auprès de lui. Bernart aussitôt lui demande la vie du coupable ; mais Noble, au lieu de lui répondre, le regarde d'un air mécontent. »

— Ah ! sire, implore Bernart, veuillez accorder ma demande ; qui tient à ses ressentiments ne doit pas espérer de voir jamais Dieu le Père. Si Jésus-Christ pardonna sa mort, n'ouvrirez-vous pas votre cœur à la clémence ? Grâce ! grâce pour le pécheur, s'il est réellement touché de l'amour de Dieu, comme sa confession le témoigne. Accordez sa vie à l'affection que vous avez pour moi ; je

ne suis venu vous trouver que pour empêcher son supplice. Je veux le faire ordonner moine, je veux effacer ses vieux méfaits, le rendre un sujet d'édification générale. Dieu ne veut pas la mort du pécheur, et dès qu'il le voit repentant, il lui accorde le salut éternel.

Noble écoute, et sent peu à peu fléchir sa résolution. Il ne voudrait pas refuser quelque chose à Bernart; il lui remet



enfin le coupable en lui laissant la liberté d'en disposer comme il l'entendra. « C'est ainsi que Renart fut tiré de prison. On l'instruisit de la règle de l'ordre, on le revêtit des draps de l'abbaye, il devint moine. »

La principale étude de frère Renart, versé dans tous les articles de la doctrine chrétienne et remplissant pieusement en apparence les devoirs d'un excellent religieux, aurait été cependant de donner le change à ses frères qui le chérissaient et le considéraient, et de les « gaber tous, à force de papelardise ». Certains disent qu'un jour enfin, lassé de jeûner et reconnaissant que « tous ces gens qui font vœu d'abstinence n'allaient pas avec lui de compagnie », il aurait quitté l'abbaye sans prendre congé de

damp Abbé, emportant à son cou les chapons que Thibaut, un riche bourgeois de la ville, était venu offrir à ce dernier ; il aurait « passé l'enclos, jeté son froc aux buissons de la haie », se serait trouvé bientôt en pleine campagne, aurait repris le chemin de Maupertuis et serait, après une longue absence, rentré dans ses anciens domaines, non sans « surprendre un peu la bonne Hermeline qui déjà se considérait comme veuve, si bien qu'elle aurait eu besoin de toute sa vertu pour comprendre la réalité de ce bonheur inespéré ».

Toutefois, d'après une autre version, ce n'est point par cette voie que Renart l'astucieux échappa au supplice, le diable ne se fit point ermite. Il fut sauvé par le tour suivant, où la promesse de partir outre-mer, dédaignée par Ysengrin, réussit à duper le Roi et la Cour.

Après l'exposé, devant la Cour des Pairs, des plaintes d'Ysengrin et des autres victimes, le Roi s'adressa aux barons assemblés :

— C'est maintenant à vous de prononcer l'arrêt de ce grand malfaiteur, ou plutôt de décider de quel supplice il devra mourir.

La réponse de la Cour fut « que Renart était atteint et convaincu de trahison, et que rien ne pouvait le défendre des fourches qu'il avait méritées ».

— Vous avez bien dit, fait le Roi. Qu'on dresse le gibet ! Nous tenons le coupable, il ne faut pas qu'il nous échappe.

« Les fourches furent dressées sur une roche élevée¹⁴⁶. On se saisit de Renart, on l'oblige à gravir la montée. Cointereau le Singe lui fait la moue et de sa patte lui soufflette le museau ; les autres, à qui mieux mieux, le

tiraillement et le poussent. Couart le Lièvre lui jette une pierre, mais de loin et quand il est déjà passé. Malheureusement pour lui, Renart, venant alors à tourner la tête, le vit, fronça le chef et Couart eut tellement peur qu'il se cacha sous une haie et ne reparut plus : il voulait, dit-il, regarder de là l'exécution plus à son aise. Pour Renart, au moment d'atteindre les fourches, il eut recours à l'expédient qu'il tenait en réserve, il annonça qu'il avait à faire d'importantes révélations. Le Roi ne put se dispenser de l'entendre. »

— Sire, dit-il, vous m'avez fait saisir et charger de chaînes, vous avez décidé que je serais pendu. Je suis, je l'avoue, un grand pécheur, mais vous ne voudrez pas m'ôter les moyens de me réconcilier avec Dieu. Permettez-moi de prendre la croix ; je quitterai le pays, j'irai visiter le Saint Sépulcre. Si je meurs en Syrie, je serai sauvé et Dieu vous récompensera de m'avoir fait entrer en grâce auprès de lui.

Ce disant il va tomber à ses pieds, et le Roi ne peut s'empêcher d'être grandement touché. Grimbert vient en aide à son cher cousin :

— Sire, je me porte garant de Renart auprès de vous ; défendez-le du supplice, et jamais il ne fera de tort à vous ni à d'autres. Recevez, pour Dieu, votre baron à merci ! S'il est pendu, quel déshonneur pour toute sa lignée ! Et vous le savez, elle est de haut parage : combien de services ne pouvez-vous encore en attendre ! Vous aurez, avant six mois, besoin d'un vaillant homme d'armes : laissez Renart passer outre-mer ; à votre premier appel il reviendra.

— Non pas, répondit Noble ; car la coutume des Croisés est de retourner pires qu'ils ne sont partis. Ceux même qui étaient des meilleurs à l'aller, sont mauvais au revenir.

— Eh bien ; sire, il ne reviendra pas ; mais, au nom du ciel, qu'il parte !

Noble se tourne alors vers Renart :

— Ah ! méchante créature, toujours éloignée du droit chemin, n'as-tu pas cent fois mérité la hart qu'on t'avait préparée ?

— Merci, gentil Roi, crie Renart. Recevez ma foi : jamais je ne serai plus l'occasion de clameur.

— Je ne devrais pas te croire ; mais j'atteste tous les saints de Bethléem que si j'entends encore mal parler de toi, rien ne te garantira du supplice.

« Renart voit bien que le Roi lui accorde la vie ; mais Noble fait plus encore ; il lui tend les mains et le relève. On apporte la croix ; c'est Brun qui, tout en blâmant la faiblesse du Roi, la lui attache sur l'épaule. D'autres barons, non moins mécontents, lui présentent l'écharpe et le bourdon... Le Roi lui fait déclarer à ceux qui l'ont condamné qu'il ne conserve contre eux aucun mauvais vouloir ; il est (au moins le dit-il) résolu de renoncer à la vie de mauvais garçon ; avant tout, il tient au salut de son âme. Tout ce qu'on lui demande, Renart l'accorde sans hésiter ; il rompt le fétu avec chacun des barons et leur pardonne... L'heure de nones arrivait quand il prit congé de la Cour. »

Avant son départ, il avait trouvé dans le courtil du palais Madame Fière, la Reine, « dont grande était la beauté, la courtoisie » :

— Damp Renart, lui avait-elle dit, priez pour nous outre-mer, nous prierons ici pour votre retour.

— Dame, avait répondu Renart en s'inclinant, la prière venue de haut est la chose la plus précieuse du monde ; heureux celui pour qui vous priez ! il aura

grand sujet de démener joie. Oh ! que j'accomplirais heureusement mon pèlerinage, si j'emportais en Syrie un gage de votre amitié !

La Reine alors avait détaché l'anneau de sa main et le lui avait tendu ; l'ayant passé à son doigt, Renart avait piqué des éperons.

Mais, dès qu'il se sentit libre et qu'il eut mis les murs et le plessis entre les barons et lui, son premier soin fut de défier ceux qu'il venait d'apaiser par son repentir. Arrivé près de la haie où la crainte retenait encore damp Couart, celui-ci, n'osant essayer de fuir, lui dit d'une voix tremblante :

— Damp Renart, Dieu vous donne bon jour ! Je suis bien content de vous revoir en bon point : c'était un grand deuil pour moi que les ennuis dont on vous accablait tout à l'heure.

— Vraiment, Couart, notre ennui vous affligeait ? Ah ! mon Dieu, la bonne âme ! Eh bien, si vous avez eu pitié de notre corps, je suis heureux de pouvoir me régaler du vôtre.

Couart entend ces terribles paroles, il veut s'échapper : trop tard, Renart le saisit aux oreilles :

— Par le corbieu, sire Couart, vous n'irez pas plus loin seul ; vous viendrez avec moi, de bon ou de mauvais gré ; je veux vous présenter ce soir à mes enfants qui vous feront bonne fête.

Ayant dit, il l'étourdit d'un coup de son bourdon, puis se remet en marche avec son prisonnier, gravit une colline d'où l'on planait sur le vallon dont la Cour du Roi remplissait l'étendue. De là, il contemple ceux qui venaient de le condamner et qui murmuraient de la faiblesse de

Noble ; il jette un grand cri pour attirer l'attention générale et, découssant aussitôt la croix qu'on lui avait attachée :

— Sire Roi, s'exclame-t-il, reprenez votre lambeau, et Dieu maudisse qui m'encombre de ce bourdon, de cette écharpe et de toute cette friperie. (Il jette le tout, leur tend le derrière et reprend :) Écoutez, sire Roi : Je suis revenu de Syrie où j'étais allé par vos ordres. Le sultan Noradin, me voyant si bon pénitent, vous mande salut de par moi. Les païens ont tellement peur de vous qu'ils se mettent à la fuite dès qu'on prononce votre nom.

Pendant qu'il se plaît à les moquer ainsi, « damp Couart prend ses mesures, s'échappe, met une bonne distance entre Renart et lui, et retourne aux lieux où siégeait la Cour. Il arrive les flancs brisés, la peau déchiquetée, se jette aux pieds du Roi, raconte en haletant le nouveau méfait dont peu fallut qu'il ne demeurât victime ».

— Grand Dieu ! s'écria Noble ; malheur à moi d'avoir compté sur le repentir de ce larron infâme ! Sus, barons ! courez à lui ! Et s'il échappe, je ne vous le pardonnerai de ma vie : j'accorde franchise et noblesse à tous les enfants de ceux qui me l'amèneront !

« Il fallait voir alors monter à cheval et piquer des deux éperons, pêle-mêle », toute la compagnie, avec Tardif le Limaçon, « chargé de porter l'oriflamme et de leur montrer à tous la route ». Renart les voit accourir et reconnaît l'enseigne développée ; sans perdre un moment, il se précipite dans une grotte, fuit le bataillon ennemi qui le suit de près et dont il entend le souffle et déjà les cris de victoire ; « c'en est fait, on va lui fermer la retraite et le retenir prisonnier ». Mais en ce moment il découvre le toit de Maupertuis et cette vue ranime ses espérances, il fait un dernier effort et gagne enfin cet asile, impénétrable

à tout autre. Que Noble en fasse le siège, il passera plusieurs années avant d'en forcer les portes ! Sa femme, avertie par les trompes de l'armée royale, vient recevoir son noble époux à l'entrée, accompagnée de ses trois fils. « Il est entouré, caressé, embrassé. On visite ses plaies ouvertes, on les lave de vin blanc ; puis on l'assoit sur



un coussin moelleux. Le dîner est servi, Couart manquait seul à la fête ; mais damp Renart était si las qu'il ne put guère manger que le filet et le croupion d'une geline. Le lendemain, il fut saigné et ventousé ; et quelques jours suffirent pour lui rendre ses anciennes forces et la meilleure santé. »

Ainsi finit, par le triomphe de la ruse et de la félonie, par cet échec de la justice et par la dérision du droit, cette grande chronique des scandales d'une vie de chevalier larron, traître et brigand qui sut échapper à la corde, cette cause qui est l'une des « causes célèbres » des annales littéraires et judiciaires féodales. On peut dire qu'elle est

éternelle, comme le sont les scandales, les crimes et les imperfections de la justice humaine, malgré toute la bonne volonté des hommes, la prudence et la cautèle des lois, et les exhortations d'un sage législateur : « Justice doit savoir les droits et les coutumes — proclame la Très ancienne Coutume de Bretagne — et sevrer les bons de avecques les mauvès là où elle pourrait trouver cause » (art. 97).

Tout en regrettant que cette précieuse leçon de procédure soit administrée avec un résultat d'un si amer scepticisme en sa joyeuseté, on peut se féliciter, pour la connaissance des formes de l'ancienne justice, qu'elle l'ait été avec tant de vie, de naturel et de précision. Et surtout, nous n'aurons garde d'oublier que, si la justice y est finalement bafouée par un maître fourbe, modèle exécration de tous les fourbes passés et à venir, *l'idéal de justice* y transparait pourtant sans cesse comme chose belle et noble, digne de tous les soins, de la tête de l'État, du Roi, au dernier des vilains : cet idéal de justice qu'a si hautement et pour toujours célébré aussi la Très ancienne Coutume de Bretagne, en nous rappelant, pour couronner toutes ses dispositions (art. 334), que « Justice fut établie par charité, car si justice n'était, les menus gens n'auraient de quoi vivre, car les grands gens et les puissants leur ôtassent le leur et ce qu'ils eussent gagné, et n'en fut que guerres et affaires contentieuses. Et pour ce doit être faite justice rigoureusement... et n'y doit avoir point de souenance ni de faveur, haine, ni convoitise, mais plutôt doit estre léal et droite plus que le cordel quant il est tendu, si plus droite ne poust estre, sans cliver nulle part ».

Ces vérités, elles aussi, sont éternelles, non moins que leur méconnaissance. Les hommes passent, leurs faiblesses

se perpétuent et leurs fautes se multiplient, mais la justice, armée par le droit pénal, demeure, depuis des siècles ; on ne peut en arracher le désir du cœur de l'homme, et dès lors il ne faut point désespérer d'elle. Ses serviteurs, dont nous sommes, lui doivent la joie de lui donner leurs forces, celle de la voir briller parfois, et celle de l'affirmer solennellement et d'y croire toujours.

NOTES





1. Nous prenons pour base de cette étude le texte et l'introduction de Paulin PARIS : *Les Aventures de Maître Renart et d'Ysengrin son compère*, illustrées de compositions originales gravées sur bois par Jean Lébédoff, publiée dans la collection « Les Maîtres du Livre », Éditions Georges Crès et C^{ie}, Paris, 1921. Dans cette édition Paulin Paris a fait pour le *Roman de Renart* ce qu'à son tour Joseph Bédier a fait pour le *Roman de Tristan et Iseut*.

2. Livre I, aventure 29 ; cf. LA FONTAINE, *Fables*, Livre III, 5.

3. Livre I, aventure 5.

4. LA FONTAINE, *Fables*, Livre II, 15.

5. LA FONTAINE, Livre I, 10.

6. LA FONTAINE, Livre III, 13.

7. Voir DESMAZE, *Le Châtelet de Paris*, son organisation, ses privilèges, Paris, 1870, p. 125.

8. « Et maintenant, Seigneurs, que vous connaissez Ysengrin le Loup et Renart le Goupil — conclut dans son *Prologue* le narrateur, — n'allez pas vous émerveiller de voir parler ici le goupil et le loup, comme pouvaient le faire Ysengrin et Renart : les bons frères qui demeurent à notre porte racontent que la même chose arriva jadis à l'ânesse d'un prophète que j'ai entendu nommer Balaam... Assurément, Dieu peut, et vous n'en doutez pas, donner également la parole à toutes les autres bêtes ; il ferait même plus encore : il déciderait un usurier à ouvrir par charité son escarcelle. Cela bien entendu, écoutez tout ce que je sais de la vie de Renart et d'Ysengrin. »

9. Voyez comme Pierre de Saint-Cloud parle du printemps : « C'était au mois de mai, temps où monte la fleur sur l'aubépin, où les bois, les prés reverdissent, où les oiseaux disent, nuit et jour, chansons nouvelles. Renart seul n'avait pas toutes ces joies, même dans son château de Maupertuis : il était à la fin de ses ressources... » (Livre I, 3). Et voici comme ailleurs le trouvère décrit une ferme

française : « Un autre jour, il arrive à Renart de se présenter devant un village au milieu des bois, fort abondamment peuplé de coqs, gelines, jars, oisons et canards. Dans le plessis, messire Constant Desnois, un vilain fort à l'aise, avait sa maison abondamment garnie des meilleures provisions, de viandes fraîches et salées. D'un côté, des pommes et des poires ; de l'autre, le parc aux bestiaux, formé d'une enceinte de pieux de chêne recouverts d'aubépins touffus... » (Livre I, 2). Voici encore le tableau d'une route de l'ancienne France : « Un de ces tristes jours de profonde disette, Renart sortit de Mau-pertuis, déterminé à n'y rentrer que les poches gonflées. D'abord, il se glisse entre la rivière et le bois dans une jonchère, et quand il est las de ses vaines recherches, il approche du chemin ferré, s'accroupit dans l'ornière, tendant le cou d'un et d'autre côté. Rien encore ne se présente. Dans l'espoir d'une chance meilleure, il va se placer devant une haie, sur le versant du chemin : enfin il entend un mouvement de roues. C'était des marchands qui revenaient des bords de la mer, ramenant des harengs frais, dont, grâce au vent de bise qui avait soufflé toute la semaine, on avait fait pêche abondante ; leurs paniers crevaient sous le poids des anguilles et des lamproies qu'ils avaient encore achetées, chemin faisant » (Livre I, 7). Et voici enfin l'hiver : « C'était peu de temps avant Noël, quand on pense à saler les bacons. Le ciel était parsemé d'étoiles, il faisait un grand froid, et le vivier où Renart avait conduit son compère était assez fortement pris de glace pour que l'on pût en toute sécurité former sur lui des rondes joyeuses. Il n'y avait qu'un seul trou, soigneusement entretenu chaque jour par les paysans du village, et près duquel ils avaient laissé le seau qui leur servait à puiser de l'eau » (Livre I, 9). On pourrait multiplier ces croquis pleins de vie, d'observation et de charme.

10. On connaît cette institution. Pour les précisions, quant à son application en France, voir les historiens du droit français que nous citons plus bas, notes 26 et 32.

11. *Damp* (dam, dan, don) est, dans la hiérarchie féodale, le titre venant immédiatement après celui de comte et avant celui de baron ; on l'employait devant le nom d'une personne qu'on voulait honorer, et il équivalait à seigneur, maître, sire.

12. Livre I, aventure 10 ; cf. aussi I, aventures 8 et 9.

13. LA FONTAINE, *Fables*, Livre IV, 16.

14. Aventures, Livre I, 21 : c'est le « commencement de la guerre entre les deux barons » ; Livre I, 30 : cette aventure sera cause de la « résolution d'Ysengrin d'aller porter plainte à la Cour du Roi ».

15. LA FONTAINE, *Fables*, Livre III, 11.

16. Voir note 2.

17. Aventures, Livre I, 4 ; LA FONTAINE, *Fables*, Livre I, 2.

18. Aventures, Livre I, 2 et 3.

19. Paulin Paris fixe à 1147 la première date certaine du poème qui le raconte.

20. Le Livre II comporte, comme le Livre I, une anthologie de 30 épisodes ; mais une partie seulement se rapportent au procès et au

jugement proprement dits ; les autres constituent aussi des traits ou des méfaits de Renart, étoffant les plaintes et l'acte d'accusation.

21. *Roman de Renart*, Édition allégée (en 40 épisodes) et présentée dans un ordre chronologique nouveau, d'après le texte de Paulin Paris, illustrée de 11 planches en couleurs et de 40 vignettes gravées sur bois par Robert Hainard, artiste peintre à Bernex/Genève. Chez André Gonin, éditeur d'art à Lausanne, 1946.

22. Éditions Crès, Introduction au Livre II, pp. 177 à 179.

23. Ce sont les aventures 27 et 28 (La Chasse et le Partage du Lion), et 3 (Comment Berton le Maire fut trompé par Renart), du Livre I.

24. Paulin Paris souligne de manière très avisée que le *Procès de Renart* est, en quelque sorte, « la Comédie d'un théâtre dont les chansons de geste auraient été la Tragédie », et il le démontre par toute une série d'exemples et de correspondances, Édition Crès, p. 180.

25. Paris, Larose et Forcel, 1882, titre I, chapitre 1, p. 3, et titre II, chapitre 1, p. 43.

26. Sur ces ouvrages et leurs dates, voir notamment ESMEIN, *op. cit.*, VIOLLET, *Précis de l'histoire du droit français*, Paris, Larose et Forcel, 1886, pp. 142 et ss. ; LAFERRIÈRE, *Histoire du droit français*, tome VI, Coutumes de France dans les diverses provinces (livre VII), Paris, Cotillon, 1858 ; CHÉNON, *Histoire générale du droit français public et privé*, Sirey, Paris, 1926, tome I, pp. 550 et ss. ; REGNAULT, *Manuel d'histoire du droit français*, Paris, Sirey, 2^e éd., 1941, pp. 87 et s., 120 et 166. Sur le droit criminel dans les *Établissements de saint Louis*, plus particulièrement, voir CHÉNON, *op. cit.*, pp. 208 et ss.

27. Pour le droit coutumier normand de fond, nous avons consulté et citerons la thèse de J. LE FOYER, *Exposé du droit pénal normand au XIII^e siècle*, Paris, Sirey, 1931. Au sujet des dates des coutumiers normands, cf. p. 9.

28. Nous nous servons de l'édition critique avec notes, *La très ancienne Coutume de Bretagne*, publiée par Marcel PLANIOL, sous les auspices de la Faculté des Lettres de Rennes, dans la « Bibliothèque bretonne et armoricaine », et parue à Rennes, chez Plihon et Hervé, en 1896.

29. Voir l'Introduction, pp. 7 et s.

30. Art. 222 ; cf. art. 334, « Pourquoi justice fust établie ».

31. Art. 335 : « Pourquoi l'en doit faire plus de honneur aux princes que à nul ».

32. Voir LE FLACH, *Les origines de l'ancienne France*, Le régime seigneurial, Paris, Larose et Forcel, 1886, pp. 227 et ss., 230 et s., 245 et s., 251 et ss.

33. Ce sont les « plaids de l'Épée », en droit normand des XII^e et XIII^e siècles, cf. LE FOYER, *op. cit.*, p. 41. Seule la haute justice a le droit de glaive.

34. Pour le Grand Sénéchal de Normandie, cf. LE FOYER, p. 39.

35. Sur ce sujet, voir ESMEIN, *Histoire de la procédure criminelle en France*, Larose et Forcel, 1882, pp. 3 à 6, 9 et 10, 12 et 13, et *Cours*

d'histoire du droit français, Paris, Sirey, 1907, pp. 366 et 371. Cf. aussi LAFERRIÈRE, *op. cit.*, tome VI, pp. 192 et s., et DECLAREUIL, *Histoire générale du droit français*, Sirey, 1925, pp. 276 et s.

36. ESMEIN, *Histoire*, p. 50. D'après d'autres coutumiers encore, le seigneur pouvait susciter les accusations en faisant publier à son de trompe qu'il tenait tel individu soupçonné de tel crime, et invitait la victime ou les parents à se porter accusateurs. Au bout d'un certain délai et après plusieurs publications, généralement faites à trois assises, si nul ne se présentait, le prisonnier était mis en liberté sous caution (recreance), ou gardé en prison pendant le délai d'un an et jour, au bout duquel il était libéré si nulle accusation n'était intentée : « Le seignior le deit laisser aller et il est quitte de cel murtre, si que il n'est plus tenus de respondre à nul qui l'en appelle », dit Beaumanoir. — Dans la Coutume de Bretagne, au siècle suivant, la procédure inquisitoire a fait son entrée ; elle coexiste, dans certains cas, avec la procédure accusatoire antérieure. Il y a l'« action d'office » qui signifie « justice par enquête secrète », « sans dénonciation de partie », pour les méfaits graves (art. 53 s. et 114 ss.), et l'enquête « à dénonciation de partie » (art. 113), suivant le principe que « justice ne doit nul arrester pour cas de crime s'il n'y a commune renommée, ou présent accusateur ou dénonciateur » (art. 103).

37. Sur la procédure, voir ESMEIN, *op. cit.*, pp. 43 et ss. ; LAFERRIÈRE, *op. cit.*, VI, pp. 195 et ss. ; GUÉTAT, *Histoire élémentaire du droit français*, Paris, Larose et Forcel, 1884, p. 478 ; DECLAREUIL, *op. cit.*, pp. 280 et s. Pour les origines, c'est-à-dire l'époque franque antérieure, voir FUSTEL DE COULANGES, *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France*, vol. II, La Monarchie franque, Paris, Hachette, 1888, chap. xvi. Comment les hommes étaient jugés, pp. 406 et ss.

38. Cf. ESMEIN, *Histoire*, p. 13 et REGNAULT, *op. cit.*, pp. 118 et, pour la Cour du Roi, p. 152. En 1302, Philippe le Bel décide que la Cour du Roi — qui porte alors le nom de Parlement — l'assemblée solennelle où l'on débat les affaires — aura lieu à Paris deux fois par an : à l'octave de Pâques et à la Toussaint. — En Normandie, l'assise du Bailli se tient de 40 en 40 jours ; LE FOYER, *op. cit.*, p. 40.

39. Sur ce grand nombre des exoines et leur règlement, cf. par exemple la Très ancienne Coutume de Bretagne, art. 11 à 13, 19, 22, etc.

40. Sur le plègement ou applègement, cf. aussi entre autres la Coutume de Bretagne, art. 37, 47 et s., 74, 90, 97, etc.

41. La Très ancienne Coutume de Bretagne donne la formule de l'ajournement, ainsi conçue : « Ouez le ban... à la suplicacion de tel seigneur, l'en adjourne tel, acúsé de tel meffait, que il vienge à tel jour, à tel lieu, que les termes à tel seigneur seront, pour fournir droit de tel cas à court et à partie qui li en voudra rien demander, ou si que non l'en procedera contre lui comme il appartient. »

42. LAFERRIÈRE, *op. cit.*, p. 213.

43. GUÉTAT, *op. cit.*, p. 477. Sur les semonces, voir aussi LAFERRIÈRE, p. 212.

44. Si les trois ajournements restent sans effet, la Coutume de Bretagne — qui en prévoit neuf pour que le forbanissement puisse intervenir — précise que les trois suivants ont lieu « aussi à l'oustel et à la paroesse par ban (proclamation), au jour de dimanche, à l'yssue de la messe », et les trois derniers « aussi à l'oustel et à la paroesse par bans et es deux (prochains) marchiez ».

45. Au XIII^e siècle encore, la procédure normande exige que l'accusateur prononce une formule spéciale pour chaque crime poursuivi, et l'importance en est considérée comme capitale. D'une part, l'accusateur doit exprimer clairement l'« injure », le tort, le dommage qu'il a subi, source de la poursuite ; et, d'autre part, il doit mentionner que l'acte contre lequel clameur est faite a été accompli en félonie contre Dieu et le souverain ; LE FOYER, p. 35.

46. Voir le texte dans ESMEIN, p. 46, note 1. Sur les preuves en général, cf. GUÉTAT, *op. cit.*, pp. 482 et ss., DECLAREUIL, pp. 230 et s.

47. « Dou jouice porter », voir le texte des Assises, *ibidem*.

48. C'est le concile de Latran, en 1215, qui prohiba les ordalies. Dans la Très ancienne Coutume de Bretagne, toutefois, à la différence de la Coutume de Normandie, elles subsistent encore, subsidiairement, à côté du moyen nouveau de la procédure d'enquête d'office, la question, torture ou « géhenne » : « Et si l'en ne pout trouver planière prouve, et l'en treïsse commune renommée contre lui ou presumption appertes, il devront prendre jous (fer rouge) ou attendre gehine par trois foiz » (art. 101).

49. Voir GUÉTAT, *op. cit.*, pp. 487 et s.

50. La Coutume de Bretagne dispose (art. 135) que lorsque quelqu'un accuse autrui de crime ou d'autre « cas d'infameté » devant la Cour suzeraine, « et se il vouloit se combattre, la Cour par où ils s'entreseraient appelés jugera la bataille et la tendra par la coutume ». Mais la bataille y est limitée à certains cas déterminés (art. 132) : « Bataille pout estre jugiée pour trois cas, c'est assavoir pour traïson... pour larrecin... pour parjureté dont le vaincu sera infame ». La coutume indique aussi comment la bataille est organisée et comment est fait le choix des armes (art. 130), comment il faut mettre en cause (finporter) les parents en cas de bataille (art. 131), quels sont les effets de la défaite en ce qui concerne la confiscation des meubles (armes, chevaux et harnais compris) et les amendes (art. 132), etc.

51. La Coutume de Bretagne dit aussi très bien, à propos des épreuves conçues comme un jugement de Dieu : « Et se il s'en pout passer sans confession en la gehine (la torture dans l'enquête, qui a remplacé partiellement la bataille), ou le jous (l'épreuve du fer rouge) le sauvast, il apparaistroit bien que Dieux li monstrerait miracles pour lui et devoit estre sauff ; et jugera l'en que il soit quictes et delivres. « Celui qui aura été soumis aux épreuves ne sera d'ailleurs « pas desdomagié, quar l'en li auroit ce fait par droit ou par coutume, et de là où l'on auroit trouvé presumption ou enqueste de fait ou commune renommée » (art. 101).

52. Voir, pour cette partie, ESMEIN, pp. 43 à 49, 52, 91 ; LAFER-

RIÈRE, pp. 199 s., GUÉTAT, pp. 487 s., DECLAREUIL, p. 231, REGNAULT, pp. 119 s.

53. LE FOYER, p. 251.

54. Voir les développements de LE FOYER, dans son *Droit pénal normand au XIII^e siècle*, pp. 253 à 255. Cet auteur relève aussi que, dès la fin du XI^e siècle, le Conquérant, puis ses fils usèrent de la prison pour punir des rebelles ou des ennemis que, pour une raison quelconque, ils ne voulurent pas mettre à mort, comme par exemple ce Roger, comte de Hereford, révolté en 1074 contre le Conquérant et qui « in carcere regis perpetuo damnatus est ». Au XIII^e siècle, dans la « Summa », la peine d'emprisonnement à volonté du seigneur est prescrite dans plusieurs cas, notamment, comme nous l'avons relevé, à l'égard d'officiers ducaux coupables de forfaiture dans leurs fonctions, cela sur l'ordre du Sénéchal — « Senescallus jussit », — ce qui souligne que la peine de prison ne devait pas encore avoir un caractère de droit commun.

55. Voir LE FOYER, pp. 251 et s.

56. Sur l'interdiction de la recréance (mise en liberté) moyennant plèges (cautions), en cas de crime grave — meurtre, trahison, rapt, etc. — voir aussi LAFERRIÈRE, *op. cit.*, pp. 210 s.

57. De même si l'accusé brisait (peceyait) prison et que la justice le trouvât hors de ses bornes (bonnes) et l'y ramenât, art. 97. Nous modernisons en partie le texte français pour le rendre plus clair.

58 à 60. LE FOYER, pp. 251, 25 et s., 281.

61. *Ibidem*, pp. 246 et ss. Voir ce que nous disons plus bas de l'amende.

62. *Ibidem*, p. 27.

63. Sur la « deresne » en droit breton, voir par exemple la Très ancienne Coutume, art. 25.

64. LE FOYER, p. 37. En ce qui concerne les pénalités de l'époque féodale en général — potence, bûcher, incendie de maison et ravage des terres, claie, mutilations, — voir aussi LAFERRIÈRE, *op. cit.*, pp. 213 s.

65. Les juristes, hypnotisés par le droit romain, grefferont plus tard, sur la notion de cette « petite trahison » par « félonie », celle de « haute trahison » par « lèse-majesté », cf. LE FOYER, p. 103.

66. LE FOYER, pp. 103, 107, 113, 119, 123.

67. *Ibidem*, pp. 61 à 65, 69, 289. Pour la Coutume de Bretagne, voir l'art. 112, que nous citons plus loin, et l'art. 132. L'ancien « meurtre », l'homicide aggravé — correspondant à notre « assassinat » moderne — a conservé son sens dans le « murder » anglo-saxon, descendant de l'ancien droit normand.

68. *Ibidem*, pp. 86 à 99. Sur l'amende aux personnes « mehaignées », cf. la Coutume de Bretagne, art. 54.

69. LE FOYER, pp. 166 à 176.

70. *Ibidem*, pp. 179 à 183. Le « Nouveau Style » de Normandie décrète la peine capitale lorsque les « bonnes trêves » avaient été

données « en assise », et la prison et grièves amendes lorsqu'elles avaient été données « en plaid ou en autres juridictions » inférieures, sauf si la partie attaquée et blessée était morte, auquel cas l'agresseur devait être puni « comme de meurtre », *ibidem*, pp. 183 et s.

71. Voir par exemple la Très ancienne Coutume de Bretagne, art. 155 : « Et si aucun forceit femme, pour ce que elle ne fust putain, et il eust sa compaignie par force et oultre sa volonté comme il apparust (par le cri), ou il la raveist par force, celui qui ce feroit en devroit estre puni comme d'autres crimes. Espicialment s'en devroit justice esmouvoir ou cas qu'elle seroit tenue pour pucelle paravant le forffait, ou cas où il ne seroit si grand seigneur de biens et de amis que l'estat de celle en fut amendé et relevé, pour ce que il la endoyarast ou que il la prenist à femme espouse. Et auxi ne le devroit justice soustenir contre nulle femme mariée que il ne desut estre puni sans remede... »

72. LE FOYER, pp. 91 à 101, 287.

73. Ainsi en droit coutumier normand, voir LE FOYER, pp. 205 à 208.

74. Voir *ibidem*, pp. 211 s. L'amende honorable par « prinze de nez » a laissé des traces durables dans la langue. Littré, dans son Dictionnaire, indique que la locution « prenez-vous en par le bout du nez » équivaut à « vous êtes vous-même coupable d'un crime dont vous voulez noircir les autres ».

75. On trouve aussi la peine germanique de l'immersion pour les femmes médisantes, ainsi dans les Établissements de Rouen, et dans le Livre Rouge d'Eu : « Se aucune fame tencheïresse sera accoustumée de mesdire, du pont en l'eau sera jettée », cf. LE FOYER, p. 213.

76. Dans la coutume normande, l'amende de l'injure n'est qu'une amende honorable, d'après LE FOYER, p. 210. Dans la Coutume de Beaumanoir, elle est pécuniaire, nos 844 et ss. En Bretagne, les « Notas » (xv^e siècle) rappelleront que « si aucun homme appelloit ung autre larron ou une femme putain ou luy disoit aultre desloyalté, et l'injurié en demandast raison à justice, s'il n'y avoit prouve et le malfacteur jurast ne l'avoir dit, il s'en iroit quitte, et s'il ne juroit il payeroit LX. s. à la justice et C. s. et I d. au plaintiff » (art. 36).

77. En droit coutumier breton, s'il s'agit de personnes viles qui ont dit ou fait vilénie à un noble, « justice les doit mettre en ordes et villes prinsons, et les doit tant longuement tenir que ilz soient bien reffrediz et tant que le cuour du noble daye estre apaisé, quar il appartient à justice tenir le monde en paiz, et il serait trop de fous et de mauvès qui ne les chastieroit. Et pour ce le doit l'en faire en celle manière que les autres en soient chastiez, et meisme pour les perilz qui en povent estre, quar quant une ville personne fait ou dit villainie à une noble personne, le cuour au noble en est trop grous, à lui et à ses amis, et en entendent pas en avoir amende par peccune, mès punissement de corps, dont il pourroit venir moult de perils ». En revanche et pourtant « ne doit justice pas retarder si un noble fait ou die villainie à une ville personne que l'en ne la daye faire amender

par peccune, quar c'est ce que la ville personne demande que peccune, et ainsi le cueur de l'un et de l'autre devroit estre apayé ».

78. On sait que la clameur de haro (*clamor patriae*) est un appel à l'aide lancé à tous par celui dont la personne ou les biens sont en péril imminent : le voisinage, dès qu'il l'a entendu, est obligé d'accourir et de se saisir du malfaiteur, si possible, ou sinon de le poursuivre « à chaude chasse » en poussant le cri de « harou » ; l'indifférence à l'appel est un délit d'abstention en droit normand, cf. LE FOYER, p. 215.

79. S'il est trouvé, dit la Coutume de Bretagne, « que il (l'auteur) ait emblé (volé) plus de cinq soulz, ou la value, il doit estre jugié à mort par coustume », art. 117.

80. Ainsi en droit anglo-normand. Dans les *Établissements* de saint Louis, la peine progressive est : l'oreille, le pied, la vie ; LE FOYER, p. 143.

81. A ce sujet, cf. LE FOYER, pp. 138 à 143.

82. *Ibidem*, pp. 154 à 157.

83. *Ibidem*, pp. 157 à 159.

84. Dans le droit normand du *xiii^e* siècle, en particulier, on voit plusieurs pendaions de chevaliers dans des textes de 1137, 1138 et 1139, où fut décidée la pendaion d'un « haut baron », cf. LE FOYER, p. 228.

85. Toutefois, d'après la tradition commune, l'hérétique doit être envoyé au bûcher, le faux monnayeur, bouilli puis pendu. Les textes de telles condamnations sont souvent cités, et l'on en trouve notamment dans l'ouvrage de Charles DESMAZE : *Les pénalités anciennes. Supplices, prisons et grâce en France*, Paris, Henri Plon, 1866. La Coutume de Bretagne consacre ces peines : « Les bougres (hérétiques) qui sont traîtres et pis, doivent estre ars. Faux monnéers doivent estre boulliz et puis pandus. »

86. LE FOYER, pp. 283 et s.

87. Voir la Très ancienne Coutume de Bretagne, art. 109. Quant aux « geoliers à qui les prisonniers échappent », ils doivent « montrer par raison efficace ou autre voie » que ce ne fut pas leur faute, s'ils ne veulent pas « choir en péril ». Si le malfaiteur avait échappé par l'« ygnorance » du geôlier, celui-ci devrait être amendé, et dédommager cour et partie. Mais s'il y avait aidé ou avait « fait soustenance par quoy il s'en fuist de prinson », le geôlier « seroit puni comme le malfectour » (art. 171).

88. Dans la coutume normande, c'est notamment lorsque le criminel s'est réfugié dans un lieu sacré où il jouit du droit d'asile — église, couvent, etc., — qu'intervient la forme de l'« abjuratio patriae ». Il doit, le 9^e jour, après avoir été en sûreté jusqu'alors, prendre parti, c'est-à-dire se rendre à justice ou se tenir en franchise à l'église, mais en jurant sur les saints évangiles — « manu extensa super sacrosancta Evangelia » — de quitter le pays dans le délai qui lui est fixé, et de respecter la défense d'y rentrer ; cf. LE FOYER, p. 237 s.

89. « Et puis les defaillies ainsi faites, données, jugiées et recordées,

l'en devroit infourmer l'une justice et l'autre... et, l'infourmacion ainsi faite, faire le jugement. Quant homme et femme sont mis à forban par jugement, l'en doit prendre quatre chevaistres et metre es quatre portes de la ville où le jugement aura esté fait ou es lieux où les portes devroient estre, et sera appelé à ban, et bannira l'en qui trouvera le malfecteur que le rende à la justice comme dit est et comme prouvé et ataint par jugement du fait et segond que droit et coustume le requièrent », prescrit la coutume de Bretagne (art. 109, *in fine*).

90. Voir notamment LE FOYER, pp. 240 s. et 258 s.

91. LE FOYER, p. 260. Le droit normand, conservateur, ne fit toutefois pas la distinction nette entre la commise et la confiscation, celle-ci restant un aspect de la première. Il emploie le terme de « foris factura » ou « forfaiture », appliquée de droit, de manière définitive et irrévocable, accessoirement à toute peine criminelle, soit à une condamnation à la peine capitale, à la perte d'un membre ou au forbannissement, sur tous les biens présents du condamné, voir pp. 259 ss.

92. Voir les nuances de la disposition à l'art. 118, notamment pour la confiscation des meubles au profit de la justice, afin que celle-ci « soit plus esmeue de faire enquestes et de punir les meffesanz, quar qui ne les puniroit il en seroit trop, et il est moult de justices qui héent à prendre travail, se ils n'y prennent aucun prouffit ».

93. LE FOYER, pp. 246 à 248. La Très ancienne Coutume de Normandie dispose que les barons jurés de l'assise doivent faire venir les sergents de la vicomté et de loyaux chevaliers en nombre déterminé, pour connaître par leur serment les « chateux » de ceux qui, en l'assise, tombèrent à la merci du seigneur. Si quelqu'un « ou barons ou arcevesques ou evesques ou abes est chaux en merci, il en paiera cent livres ; chevalier, paiera al moins dix sols ou néants ; vilains ou bas homs, cinq sols ou néants ».

94. L'art. 54 de la Très ancienne Coutume de Bretagne précisant « quelles amendes doivent avoir seigneurs pour le fait d'autrui et quelles les parties », dispose que « la partie à qui le meffait est fait en doit avoir autretant comme le seigneur », sauf certains cas « dont les amendes sont au seigneur et les despens à la partie », d'autres où « la partie ne auroit que la petite amende et le seigneur la grant amende », ou d'autres encore — comme les cas de violences, coups et blessures — où « ne devroit pas avoir le seigneur les granz amendes pour les personnes qui auroient esté mehaignées, ains les devroient avoir les mehaingriez, et le seigneur ne devroit avoir que la petite amende, au cas que villain n'auroit esté faite au seigneur ».

95. Cf. LE FOYER, p. 248.

96. *Ibidem*, p. 55.

97. Voir, à propos des infâmes et de leur exclusion du témoignage et de l'accusation, la Très ancienne Coutume de Bretagne, art. 60 : « De ceux qui mettent mains en leur seigneur et soustiennent les meffesanz contre leur seigneur, et le seigneur contre ses hommes » ; art. 117 : « Les quelx cas de larrecin chiéent en peine de mort et les queulx en infameté », et par exemple les art. 163, 168, 175. Sur l'exclusion de

l'accusation, voir l'art. 106, sur l'exclusion du combat, l'art. 199, et sur l'exclusion du témoignage, l'art. 156.

98. Cf. LE FOYER, pp. 257 à 259.

99. Sur ce droit de « loyale défense », voir LAFERRIÈRE, *op. cit.*, VI, p. 211.

100. A ce sujet, voir ESMEIN, *Histoire*, pp. 14 s., 24 à 27 ; LAFERRIÈRE, VI, pp. 195 et ss. ; GUÉTAT, *op. cit.*, pp. 489 ss. ; DECLAREUIL, p. 233 s. Pour la pratique, lire l'appel de faux jugement du Procès de Ganelon, dans la *Chanson de Roland*, vers 3788 et ss. ; cf. LE FLACH, *op. cit.*, pp. 242 à 244.

101. Voir la Très ancienne Coutume de Bretagne, art. 174 : « Quar (quand) l'en appelle en deffaut de droit, il appelle le juge infamme... »

102. C'est qu'en réalité les juges, les pairs, comme les anciens « rachimbourgs » auxquels ils ont succédé, prennent fait et cause et supportent personnellement les conséquences du jugement qu'ils ont rendu. « Si le plaideur qui succombe n'acquiesce pas, les pairs qui lui ont donné tort doivent prouver le bien jugé en l'affirmant par serment, s'ils sont clercs, en le soutenant les armes à la main, s'ils sont laïques, l'appel de faux jugement dérive précisément... de la qualité de pairs » ; LE FLACH, *op. cit.*, pp. 238 et ss.

103. Nombreux sont les criminels repentants qui obtenaient leur grâce en promettant de faire un long pèlerinage, à Saint-Jacques de Compostelle ou à Rome, ou de partir comme croisés. La Très ancienne Coutume de Bretagne indique « comment croisez doivent estre puniz des cas de crime » (art. 141), et dispose que bien qu'ils aient « promis à aller en la Terre Sainte oultre mer » — comme le fait Renart — « au cas que ils sont mauvēs le pelerinage ne les doit ni ne les peut sauver ».

104. LE FOYER, p. 289. Cf. la coutume de Bretagne, disposant aussi (art. 169), que « de nul meffait dont il yst plainte l'en ne pout absoudre sans la volenté dou plaintif, si le cas n'est fait par meschief ou par ygnorance ».

105. LE FOYER, p. 278.

106. Sur les aventures et démêlés de Primaut et de Renart, voir, au Livre I, la série des aventures 10 à 15.

107. Livre I, 15 : Comment Primaut fut de nouveau gabé par Renart, et comme il fut, par beau miracle, retenu sur le tombeau d'un saint martyr.

108. Livre I, 21 : De l'arrivée de Renart chez dame Hersent durant l'absence d'Ysengrin, et comment la guerre prit commencement entre les deux barons.

109. Livre I, 23 : Comment Ysengrin voulut se venger de Renart, et comme il en eut regret.

110. Livre I, 25^e aventure, *in fine*.

111. Livre I, 26 : Comment Renart fit rencontre de Noble le Roi et d'Ysengrin, et comment les deux barons se donnèrent le baiser de paix.

112. Livre I, 29 : Comment Renart entra et sortit heureusement du puits ; comment Ysengrin y entra, mais en sortit à son grand dommage.

113. Nourredin (Noradin), le sultan d'Alep puis de Damas et d'Égypte, régna de 1145 à 1161, ce qui permet à Paulin Paris de dater cet épisode du Roman. Le fameux Saladin, un de ses émirs, lui succéda vers 1174.

114. Livre I, 30 : De la nouvelle infortune arrivée à dame Hersent, et de la résolution d'Ysengrin d'aller porter plainte à la Cour du Roi.

115. Livre II, 1 : Comment le connétable Ysengrin et dame Hersent firent leur clameur à la Cour du Roi.

116. Livre II, 32.

117. Livre I, 4^e aventure : Comment Tiecelin le Corbeau prit un fromage à la vieille, et comment Renart le prit à Tiecelin.

118. Livre I, 20^e aventure : De la chevauchée de Renart et de Tybert dans la maison d'un vilain, et comment Tybert dut laisser sa queue en gage.

119. I, 5^e aventure : Comment Renart ne put obtenir de la Mésange le baiser de paix.

120. Le lord « Justice » (jus dicit) est encore aujourd'hui, en Angleterre, le juge président d'un tribunal.

121. II, 33 : Comment Brichemer le Sénéchal rendit compte au Roi Noble des conclusions du Conseil, et comment Grimbart fut chargé de semondre Renart.

122. II, 4 : De la visite intéressée d'Ysengrin à Rooniaus le Matin.

123. II, 35 : Du Parlement d'Ysengrin avec tous ses parents et amis, et de l'arrivée des deux barons et de leurs alliés en présence de saint Rooniaus.

124. II, 36 : Comment damp Renart eut des scrupules de conscience, et ne voulut pas jurer sur la dent de saint Rooniaus.

125. II, 37 : Comment les amis de saint Rooniaus, indignés de la fuite de damp Renart, le poursuivent, et comment le connétable Ysengrin jura de proclamer sa clameur aux prochaines assises.

126. II, 38 : Comment le Roi Noble tint cour plénière, et comment Ysengrin fit une seconde clameur contre Renart.

127. II, 39 : Comment Chantecler, dame Pinte et ses trois sœurs vinrent demander justice pour dame Copette, méchamment mise à mort par Renart.

128. Livre II, 40.

129. II, 41 : De l'arrivée de damp Brun à Maupertuis, et comment il ne trouva pas doux le miel que Renart lui fit goûter.

130. II, 42 : Comment le Roi Noble envoie Tybert le Chat semondre Renart pour la seconde fois, et des souris qui ne passèrent pas la gorge de Tybert.

131. II, 43 : Comment Grimbart porta la troisième semonce à damp Renart, et comment Renart après s'être confessé fut absous de ses péchés.

132. On sait qu'il arrivait souvent au souverain de faire grâce aux captifs et aux condamnés au dernier supplice, quand ils se présentaient repentants, nu-pieds, la corde au col ou la hart en main.

136 LE PROCÈS CRIMINEL DU ROMAN DE RENART

133. II, 44 : De la chevauchée de damp Renart et de Grimbert, et comme ils arrivèrent à la Cour du Roi.

134. II, 45 : Comment damp Renart, messire Noble le Roi, et Grimbert firent de beaux discours qui ne persuadèrent personne, et comment messire Noble donna connaissance à damp Renart de l'acte d'accusation.

135. I, 2 : Comment Renart entra dans la ferme de Constant Desnois ; comment il emporta Chantecler et comment il ne le mangea pas.

136. On connaît les aventures et griefs des précédents personnages. Pour les aventures de Drouin ou Drouineau, voir Livre II, aventures 51 à 54.

137. Livre I, 25.

138. Livre I, 22.

139. Ici, dit Paulin Paris, l'auteur donne en entier ce qu'on appelle-rait aujourd'hui l'acte d'accusation, en reprenant, l'une après l'autre, les aventures qui sont le fondement du procès de Renart.

140. II, 56 : De la dispute de Renart contre Ysengrin, et comment le combat fut ordonné entre eux.

141. Livre I, 9^e aventure : Où l'on verra comment Renart conduisit son compère à la pêche aux anguilles.

142. II, 57 : Quels furent les otages mis entre les mains du Roi et comment furent nommés les juges du camp.

143. II, 58 : Comment les juges du camp firent un dernier effort pour apaiser la querelle, et comment les serments furent prononcés par Renart et démentis par Ysengrin.

144. II, 59 : Du grand et mémorable combat de damp Renart et de messire Ysengrin, et comment le jugement de Dieu donna gain de cause à qui avait le meilleur droit.

145. II, 60 : Comment Renart, confessé par Belin, fut sauvé de la hart, et comment frère Bernart, un saint homme, voulut en faire un bon moine.

146. II, 55 : Comment Renart fut, par jugement des pairs, condamné à être pendu. Comment il ne le fut pas, et comment il rentra dans Maupertuis.

ANNEXES



HOMMAGE ET REMERCIEMENT

A L'UNIVERSITÉ DE RENNES

AU moment de vous exprimer, et d'exprimer à la Faculté de droit et à cette illustre Université de Bretagne mes remerciements pour la collation de son doctorat honoris causa, vous me permettrez de me souvenir, après les paroles qui m'ont été adressées et l'honneur qui m'est fait, de cette maxime de Fénelon, qu'il faut en même temps mériter les éloges, et les fuir. Les éloges que je viens d'entendre, je ne sais trop si je les ai mérités ; et, les fuir, je sais bien qu'il m'était impossible de le faire sans fuir cette cérémonie.

Nous admettrons qu'ils en sont une partie nécessaire et que si j'ai pu faire quelque chose pour les mériter, je ferai sans doute davantage au service du droit, si Dieu le permet, pour n'être pas trop indigne de la distinction qui vient de m'être conférée. Et nous admettrons surtout qu'ils sont un témoignage de l'amitié traditionnelle entre nos deux pays, de l'estime où vous voulez bien admettre l'étranger qui s'est nourri à la civilisation et à la pensée juridique de la France

et lui rend modestement ce qu'il en a généreusement reçu, de la fraternité spirituelle unissant les deux foyers d'histoire et de pensée que représentent les universités de Rennes et de Genève, phare de la Mer armoricaine et phare des Alpes romanes. Cette amitié, cette parenté spirituelle, cette solidarité dans la culture et son destin, je les revendique sans réserve, car j'en suis aussi conscient que fier.



Le 17 septembre dernier, dans les rues de Genève, au milieu d'un concours sympathique de population, quelle ne fut pas soudain ma surprise, mon émotion, d'entendre et de voir défilér, au son des violons et du binioù, coiffes blanches et chapeaux ronds de Bretagne, comme à ces beaux dimanches où nous allions, voilà des années, découvrant vos calvaires, vos villages et vos ports, de Saint-Thégonnec, de Guimiliau, de Plougastel à Sainte-Anne-d'Auray, de Roscoff et de l'Aberwrach, où nous tombâmes en pleine noce bretonne, à Douarnenez, Pont-Aven et Concarneau : C'était le groupe gallo-breton de Rennes qui était venu jusque chez nous, bien sûr de frapper à la bonne porte, pour trouver aide à la reconstruction du village de Bruz, frappé non par le feu du Ciel qui ne pouvait en vouloir à son recteur et à ses habitants, mais par la mitraille des hommes, venus sur leurs bombardiers ouvrir, dans la douleur et par le feu, les chemins de la liberté et du salut.

Cette population honnête, laborieuse, attachée à ses mœurs, ses coutumes, son sol marin et sa foi, et si éprouvée par surcroît, comment pourrions-nous ne pas la comprendre, la respecter, l'aimer, la secourir, nous qui aussi maintenons de toutes nos forces, mais miraculeusement épargnés et

préservés, les mêmes vertus dans le même amour sacré de notre sol alpestre, de nos us, de notre foi ! L'histoire de Bretagne comme celle de Genève et de la haute vallée du Rhône, commence par la lutte glorieuse contre Jules César et Rome, avant d'en recevoir, avec leur nom latin, le magnifique héritage. Et tout leur passé, les vicissitudes diverses de nos peuples, de votre illustre Parlement et de nos modestes Conseils démocratiques, donnent à nos terres contrastées le caractère commun de terres de « résistants » et de « mainteneurs », de terres d'hommes libres.

Mais j'éprouvais personnellement, devant cette apparition inattendue et comme miraculeuse, dans notre ville de Genève, de vos compatriotes venant en quelque sorte m'inviter et me chercher pour me conduire en esprit à Rennes, une émotion et un élan de sympathie que, je puis me permettre de le dire, j'étais sans doute le seul à ressentir à ce point.



C'est que mes liens avec la France vont au delà de ceux qui, séculairement, l'unissent à mon pays. C'est que ma dette envers elle est bien plus considérable que celle de mes concitoyens. Ces liens personnels, de famille et d'affinité, remontent loin dans le passé, et sont des plus étroits dans le présent. Ils tiennent non seulement au domaine de l'esprit, mais du cœur et du sang.

Je me souviens sans doute et nous nous souvenons tous en Suisse de cette Alliance « d'amitié durable et perpétuelle » que la France et les Confédérés ont conclue, après la « bataille de géants » de Marignan, et qui, de 1516 à 1792, a couvert la frontière de France, tandis que cette « paix », cette « alliance perpétuelle » et solennellement renouvelée, comme en témoi-

gnent les médailles frappées et les royales tapisseries de France, a été, selon notre historien William Martin, la base constante de la politique étrangère de notre pays sous l'ancien régime, le trait d'union des Confédérés dans les heures de crise et de conflits intérieurs, « le lien qui a empêché la Confédération de tomber en morceaux ». De cette alliance, de cette amitié, de ces services réciproques, j'ai le privilège de posséder un témoignage de famille précieux : La grande médaille d'or donnée par Louis XIII à mon aïeul maternel, plénipotentiaire du Valais auprès de l'ambassadeur de France à Soleure, bénéficiaire de capitulations pour la levée de régiments suisses pour la France, chevalier des ordres français de Saint-Michel et du Saint-Esprit. Un autre ancêtre maternel, capitaine au service de la France, est mort pour elle, en 1590, et repose en terre française. Je n'oublie pas d'ailleurs, car telle doit rester notre indépendance si l'on veut que reste notre amitié, qu'un homme portant mon nom est tombé, l'arme à la main, dans la lutte contre les armées françaises de la Révolution venant, en 1798-1799, malgré nous, instaurer une « République Helvétique » et un « Code pénal helvétique » éphémères, et nous porter l'idéal fraternel et humanitaire à la pointe des baïonnettes, en attendant l'Acte de Médiation napoléonien, acte de haute sagesse, qui fit la Suisse moderne et rescella l'amitié perpétuelle un instant rompue.

C'est cette « seconde patrie » spirituelle française dont parlait Henri de Bornier, que j'ai trouvée chez moi, dès ma naissance et entourant mon adolescence et mes années de formation. Cette alliance de l'esprit et de l'amitié s'est doublée de celle de l'affection et du sang, puisque ma vie s'est unie à la vie d'une compagne française, devenue la mère de mes enfants, que sa fidélité à son pays d'origine a pous-

sée pendant l'Occupation, au prix de sa liberté, à franchir la sinistre « ligne de démarcation » qui n'existait ni pour son devoir ni pour son cœur, afin de remplir ses obligations de famille en venant jusqu'à Rennes, dont nous retrouvons ainsi tout naturellement le chemin.



De ces liens, de cette amitié que nous continuons, ce jour est un témoin. Ils sont tels que nous les voyons célébrés et honorés aussi dans le domaine de la science juridique et pénale, qu'il faut bien que j'aborde dans cette circonstance, puisque c'est son objet propre et l'occasion qui l'a heureusement provoquée.

Votre grand Charles Lucas, inspecteur général des prisons de France, membre de l'Institut et fondateur de la célèbre école pénitentiaire française sous la Restauration, Charles Lucas que j'admire beaucoup et qui rendit un exceptionnel hommage à Genève, cette « Athènes » dont la réforme pénitentiaire audacieuse de 1825 eut « la gloire d'introduire en Europe le système régénérateur des condamnés », a pu en effet, si étroits lui paraissaient nos liens, proposer, en 1827, une sorte d'« union législative et pénitentiaire franco-suisse ». Dans son livre classique : Du système pénal et du système répressif en général, et de la peine de mort en particulier, il écrivait que la France pourrait se charger du transport et de la garde des condamnés des petits États qui, tels que ceux de la Suisse, n'ont ni lieu ni établissement de déportation : « L'alliance de la Suisse à la France, disait-il, est aussi vieille que la monarchie, et d'ailleurs la carte géographique en dit plus encore que l'histoire sur la nature des rapports qui doivent tenir ces deux pays unis dans l'ave-

nir comme par le passé : au reste, lorsque la Suisse enrégimente ses enfants sous nos drapeaux, on ne concevrait guère qu'elle se refusât à envoyer ses déportés dans nos îles. » Cela supposerait, il va sans dire, ajoutait-il, deux législations uniformes : « Mais c'est ce qui doit être. Jamais un système de législation bien différent ne régira la France et la Suisse. »

Ce n'est pas un représentant de la science pénale de Genève, qui appliqua pendant des années le droit français et dont toute la législation, civile, pénale et de procédure porte la forte empreinte du sceau des institutions françaises ; ce n'est pas le successeur, dans la chaire de droit pénal de Genève, de Pellegrino Rossi, professeur dans notre Académie avant de l'être au Collège de France et à la Faculté de droit de Paris, dont le *Traité de droit pénal* paru en même temps à Genève et à Paris fait à la fois autorité chez vous et chez nous et honore à la fois votre science et la nôtre, ce n'est certes pas moi qui démentirai Lucas.

Mais — j'ose à peine continuer sa citation, trop élogieuse pour mon pays comme vos propres paroles, dictées par la courtoisie française, l'ont été pour moi — « c'est aux petits États de la Suisse, concluait-il, à nous devancer dans la marche de la civilisation, et à nous entraîner sur leurs nobles traces ».



Non ! nous pouvons sans doute faire, en petit et dans des circonstances plus favorables et moins onéreuses, avec des ressources moins mesurées parce que nos bouleversements économiques furent moindres, des expériences politiques, législatives, judiciaires et pénitentiaires fécondes et qui

peuvent servir d'exemples. Notre code civil, notre code pénal, notre droit pénal des mineurs, notre système pénitentiaire, ont eu cette faveur. Mais nous ne saurions oublier sans fatuité et sans ingratitude que, notre civilisation, nous l'avons reçue en grande partie des États voisins qui, d'abord, la firent briller d'un si vif éclat.

Civilisation latine, en premier lieu, dont la Suisse, terre des évêchés, des abbayes, des bibliothèques médiévales, est tout imprégnée. Civilisation alémanique aussi, mais comme le disait très bien André Siegfried dans son beau livre, La Suisse, démocratie-témoin, « sous sa forme saine », sans le « goût dépravé de la force » mais avec le goût de la vie civique et sociale, « témoin de ce qu'aurait pu être, pour le bonheur de l'Europe, toute la section centrale du Continent ». Civilisation française aussi et surtout dans nos régions lémaniennes, rhodaniennes et jurassiennes : car nous avons fait partie du royaume de Bourgogne, et c'est à deux pas de chez moi, dans ma haute vallée rhodanienne, dans l'antique abbaye de Saint-Maurice d'Agaune, fondée et dotée par saint Sigismond qu'a voulu reposer celui-ci, et qu'ont fleuri depuis vos lettres et vos arts. Nous sommes resté un pays « roman », un pays « welsche », comme le disent, sans aucun esprit de dénigrement car ils sont conscients de la valeur immense de cet apport pour la communauté suisse, nos confédérés alémaniques.

Cette lumière française qu'à travers les temps a entretenue, comme sa « laus perennis » au chœur, le monastère d'Agaune, notre Cluny, elle a brillé plus ou moins sur toutes nos cités, et elle s'est en particulier répandue admirablement sur Genève.

Genève vous a donné Rousseau, elle a imprimé l'Esprit des Lois de Montesquieu, Candide, le Traité sur la tolérance, le Prix de la justice et de l'humanité, de Voltaire,

son Commentaire du livre Des délits et des peines de Beccaria. Mais vous lui avez prêté d'Aubigné, donné Calvin et de Bèze, fondateurs et gloires de son Académie, Pierre de la Ramée et Germain Colladon, juriste attitré du Conseil et rédacteur des célèbres Édits qui furent la législation de l'ancienne République. Vous lui avez donné Pierre Charpentier, premier professeur de notre Faculté de droit, Hotman, Hugues Doneau et Bonnefoy, ses successeurs ; vous lui avez donné Denis Godefroy, « le plus docte et le plus profond entre tous les interprètes des lois civiles », dira d'Aguesseau, et son fils Jacques Godefroy, « le juriste le plus éminent de son siècle », écrit Charles Borgeaud dans son Histoire de l'Académie de Genève, et qui « pour la profondeur de l'érudition, la science du droit et la sûreté du jugement vient immédiatement après Cujas », au témoignage de Gravina. Vous lui avez donné, plus tard, vos codes et, avec eux, la science renouvelée du droit, la rigueur et la clarté cartésiennes du raisonnement, et, alliée à la solidité, à la simplicité, au « quant-à-soi » helvétiques, un peu de cette finesse que vous avez la bienveillance de nous reconnaître, quand vous vous penchez sur certaines de nos œuvres comme sur un miroir, ainsi que « votre » mont Salève, qui est aussi beaucoup le nôtre, se penche, pour se mirer et se reconnaître, dans « notre » lac de Genève, qui est aussi et plus encore français sur ses rives que genevois.



A côté de certaines qualités suisses — le labeur, qui est peut-être manque de suffisante fantaisie, la constance, qui est peut-être obstination, le sérieux qui je l'espère ne vous paraît pas aller jusqu'au pédantisme, — ce sont sans doute aussi

et surtout ces qualités héritées de la France, mère des arts, des lettres et des lois, que votre Université, votre Faculté de droit, par son éminent Doyen et par mon indulgent ami le professeur Bouzat, ont trouvées dans mes écrits et mon enseignement, et voulu récompenser de la manière insigne dont vous venez de le faire.

Je dois confesser qu'ils sont en effet nourris d'esprit, de science, de tradition français. Je dois confesser qu'à côté des œuvres littéraires que je ne mentionnerai pas ici — fussent-elles le Procès et le jugement de Renart, les Plaideurs, ou Les derniers jours d'un condamné, — je dois aux auteurs français presque autant que Beccaria lorsqu'il tenait à reconnaître que « leurs ouvrages immortels étaient sa lecture continuelle, l'objet de ses occupations pendant les jours et de ses méditations dans le silence des nuits, et que, rempli des vérités qu'ils enseignaient, il n'aurait pu encenser l'erreur ni mentir à la postérité ».

Montesquieu et Voltaire historiens et philosophes du droit, que j'eus la faveur d'introduire dans mon œuvre écrite ; vos maîtres de l'école pénitentiaire, Beaumont, Tocqueville et Lucas ; vos classiques, Blanche, Chauveau, Hélie, Boitard, Garçon, Garraud, Cuche, et, dans un autre domaine, Esmein et Tarde ; vos modernes, les Magnol, Roux, Donne-dieu de Vabres, Hugueney, Ancel, Bouzat, Gorphe, Vouin, Pinatel, ces contemporains qui honorent la science pénale française et m'honorent de leur sympathie, je confesse — et l'aveu serait superflu s'il ne m'était agréable, car on peut le reconnaître sans peine à me lire — que ce sont mes familiers, que leurs traités, leurs ouvrages, leurs publications sont pour moi des livres de chevet, et des sources continuelles d'information, de connaissance et de réflexion.



Il fait bon trouver chez eux, près d'eux, cet immense amour, ce respect du droit, cette foi intacte dans sa mission, qui font dire de la France, patrie des Loysel, des Pierre Ayrault, des Augustin Nicolas, des Servant et des Merlin, des Séguier, des d'Aguesseau et des Lamoignon, qu'elle est le grand pays des légistes et des droits de l'homme, que le Français naît juriste, que les codes français sont parmi les plus beaux monuments de la France et portent son génie à l'étranger, que, plus encore que ses drapeaux, ils ont conquis l'Europe.

La Suisse, pays depuis toujours fertile, comme le vôtre, en coutumiers, franchises, statuts et livres de droit, qui fleurissent dans tous ses Cantons et ses États comme dans votre Orléanais, votre Beauvaisis, votre Normandie ou votre Bretagne, possède, elle aussi, à un très haut degré, ce respect, cet amour du droit, parallèle à celui de la liberté. Elle en vit, car dans sa complexité politique extrême, le respect du droit seul, de son droit et de celui d'autrui, maintient l'harmonie de l'État et l'État même. La Confédération est fondée tout entière sur le principe constitutionnel du respect des droits et des libertés démocratiques, et le grand ouvrage collectif que les Facultés de droit suisses se sont honorées à faire paraître pour le centenaire de la Constitution fédérale de 1848, et que je me fais un plaisir de remettre avec les hommages de la Faculté de Genève à la Faculté de droit de Rennes, l'a mis remarquablement en lumière. Peut-être la Suisse, Confédération d'États de races, de cultures et de religions différentes n'est-elle pas indigne de servir d'exemple à une Confédération des États harmonieuse faisant les quelques nécessaires

sacrifices de l'égoïsme particulier à l'utilité et à la paix de tous.

Lors du V^e congrès international de droit pénal, tenu en juillet 1947 à Genève, M. le conseiller fédéral de Steiger, ministre de la Justice de Suisse, le rappelait en termes élevés : le premier pacte fédéral, le pacte de 1291 qui fit le noyau de la Suisse par l'accord des trois cantons primitifs, pacte d'hommes libres sur une terre libre, a été fondé sur les principes d'ordre et de droit et sur les sanctions pénales protégeant chacun et gardant la communauté. Cette charte, « pleine de dignité et de forces morales », qui devait être un rempart « éternel » contre l'oppresseur du dehors aussi bien que celui du dedans, garantissait la liberté, la protection et le secours à tous ceux qui souffraient de l'usurpation, de la violence et du despotisme, mais en même temps, elle décréait des peines sévères contre les malfaiteurs et l'obligation pour tous de les soumettre à la justice et de les livrer mutuellement pour les punir. Ce pacte a « créé les premières bases d'un droit pénal intercantonal — auquel devait aboutir non sans peines notre code fédéral de 1937, — exemple en miniature de la création d'un droit interétatique futur ».

Oui, puisse encore mon pays si divers et pourtant uni, montrer la possibilité et la viabilité de ce droit à l'élaboration duquel certains d'entre nous travaillent avec persévérance et courage malgré les difficultés et les échecs, et que nous attendons tous, conscients que l'Age d'or, suivant la merveilleuse et forte parole du chancelier Bacon, n'est pas derrière nous, mais devant nous.



C'est dans ce dévouement commun au droit qu'il faut chercher le principe de notre rencontre, et de la cérémonie

d'aujourd'hui. Car c'est en travaillant d'un même élan à la défense et illustration du droit, chacun dans notre pays et sur le plan international, dans cette méritante et chère Association internationale de droit pénal créée à Paris grâce à la France et aux savants français, c'est dans cette Association principalement et dans les assises internationales du droit, que j'ai eu le privilège de ces contacts, de ces amitiés, de ces échanges qui sont le réconfort, la richesse et la récompense des hommes de science. La fameuse « poussière des bibliothèques » dont on parle tant s'efface de leurs œuvres — et j'espère qu'elle ne s'aperçoit pas sur les miennes que vous avez daigné remarquer — lorsqu'elles sont éclairées et vivifiées par le soleil de telles amitiés. Elles sont réellement le soleil des vivants, si la gloire est le soleil des morts.

Que de Genève, qui fut le centre des efforts et des espoirs du monde attendant la paix internationale par le respect du droit — de la Genève des conventions de l'Alabama, des conventions internationales de la Croix-Rouge, des pactes de la Société des Nations qui furent son œuvre la moins contestable, de la conférence des Droits de l'homme qui sont une des plus belles promesses de celle des Nations Unies — cet amour du droit rayonne, et qu'il émeuve et rassemble les peuples, comme il nous rassembla, amis de France et de Suisse, et nous réunit ici dans le même culte. Ce respect sacré et cette pérennité du droit, cette solidarité dans son service amical, un professeur de l'Université de Genève, auquel vous avez fait l'indélébile honneur de lui donner droit de cité intellectuel chez vous et de le rattacher à l'Université de Rennes en lui conférant son épitoge, a cru ne pouvoir mieux les affirmer qu'en abandonnant pour un jour son enseignement du droit et en fermant la dernière page du message sur la révision partielle du code pénal suisse, afin de venir

vous entretenir du droit pénal du XII^e siècle, après s'être penché, pour l'interpréter, sur votre Très ancienne Coutume de Bretagne, qui parle avec tant d'amour et de respect de la Justice, et qui constitue un monument juridique certes digne, dans le passé, de celui que représente notre Code dans le présent.

Cette manifestation symbolique reste entre nous, au moment de nous quitter, comme une promesse et comme un espoir. Post tenebras lux, dit la devise de Genève. Que la lumière du droit perce enfin et dissipe les ténèbres qui s'appesantissent sur un monde en train de périr parce qu'il n'a pas suffisamment reconnu l'empire du droit et ses hautes exigences. C'est à nous tous, et aux juristes en premier lieu, qu'il appartient de le proclamer avec plus de force aujourd'hui que jamais. Comme le temps ne respecte pas ce qui s'est fait sans lui, le droit se venge, par le règne de l'injustice, de l'inquiétude et de l'instabilité, des hommes, des États et des institutions qui pensent pouvoir se passer de lui et plus encore le mépriser.

Genève-Rennes, 19 novembre 1949.

REMERCIEMENTS

ADRESSÉS PAR MONSIEUR LE DOYEN TRASBOT

A LA SUITE DE LA CONFÉRENCE

DONNÉE A LA FACULTÉ DE DROIT LE 18 NOVEMBRE 1949

PAR MONSIEUR LE PROFESSEUR GRAVEN

PRÉSIDENT DE LA COUR DE CASSATION DE GENÈVE

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

A la suite de cette magistrale conférence, j'ai le devoir et le très grand plaisir de vous adresser au nom de tous vos auditeurs et personnellement, nos plus sincères remerciements. Vous avez pu vous rendre compte vous-même, tant le sentiment général a été visible, de l'intérêt puissant avec lequel vous avez été suivi. Vous ne pouvez en être surpris, vous êtes l'un des meilleurs parmi les meilleurs de la science juridique helvétique et de la haute magistrature suisse. Votre réputation a depuis longtemps, comme l'indiquait mon collègue M. Bouzat, franchi vos frontières et nous ressentons tout l'honneur que vous nous faites, en venant jusqu'à nous.

Votre étude si profonde du Procès criminel du Roman de Renart comporte une leçon illustrant magnifiquement les idées de compénétration des enseignements des diverses Facultés, actuellement encouragées par M. le Ministre de

l'Éducation Nationale. Les juristes ont un intérêt majeur, quand ils font de l'histoire du droit, à fouiller les œuvres littéraires. Certaines d'entre elles constituent des témoignages, comme c'est le cas, non seulement de la langue et des idées morales d'une époque, mais aussi de sa vie juridique et du jeu des institutions du droit en vigueur. Le professeur de droit y trouve des exemples précieux, animant les textes toujours un peu abstraits. Réciproquement, nos collègues des Lettres et leurs étudiants ne peuvent vraiment comprendre et sentir de nombreuses œuvres littéraires sans la connaissance du droit. Qu'est donc le Procès criminel du Roman de Renart si l'on ignore tout de la procédure de l'époque ? Vous venez de faire de la nécessité de cette interprétation, une démonstration pertinente. Soyez-en remercié.

Je serais incomplet dans l'expression de notre gratitude si elle s'adressait à vous seul. Vous êtes pour nous la représentation vivante de la Confédération helvétique. Je ne prononce pas le nom de votre cher pays sans éprouver l'émotion la plus vraie. En France, nous n'oublions pas ce que la Suisse a été pour nous dans les heures sombres de 1914-18 et 1939-45. Nous conservons toujours le souvenir vivace de la générosité sans bornes de vos concitoyens, de l'immense soulagement matériel et moral qu'ils ont apporté sans la moindre hésitation à toutes nos souffrances. Chez vous, nous avons senti vibrer le cœur de tout un peuple, un grand peuple ! J'invite nos collègues ici présents et tous nos étudiants à manifester leur reconnaissance en acclamant en votre personne toute la Nation suisse.

(Professeurs et étudiants se lèvent et applaudissent longuement.)



NOTICE BIOGRAPHIQUE

Né à Sion, canton du Valais, Suisse, le 27 avril 1899.

Études classiques à Sion, Lausanne et Genève ; études juridiques aux Universités de Genève et de Berne. Licencié en droit (1922), notaire (1923) et avocat (1925) à Sion. Docteur en droit (1927) et lauréat de la Faculté de droit de l'Université de Genève (*Prix Bellot*, 1928).

Secrétaire-rédacteur au Tribunal fédéral suisse des assurances, à Lucerne (1929), et Chancelier, directeur du secrétariat, du greffe et de la chancellerie (1930-1943).

Professeur ordinaire de droit pénal et de procédure civile et pénale à la Faculté de droit de l'Université de Genève (1943), professeur d'assurances sociales (1944-1946), Secrétaire de la Faculté de droit (1948).

Juge (1943) et Président (1948) de la Cour de Cassation de Genève.

Délégué du Conseil Fédéral Suisse à la VIII^e conférence internationale pour l'unification du droit pénal à Bruxelles, et Président adjoint de la II^e Section (1947) ; Rapporteur général au I^{er} congrès international de défense sociale, à San Remo (1947) ; Secrétaire général du V^e congrès international de droit pénal, à Genève (1947).

Membre de la Commission d'experts pour la révision du Code pénal suisse (1947) et pour la révision du Code de procédure pénale de Genève (1949) ; expert du Comité International de la Croix-Rouge à Genève (1949) ; membre et expert du Penal Law Committee de l'International Bar Association, à New-York (1949) ; expert de la Royal Commission on Capital Punishment de Grande-Bretagne (1949).

Membre du Comité de la Société suisse de droit pénal ; fondateur et Secrétaire général du Groupe suisse de l'Association internationale de droit pénal ; fondateur et Vice-Président de la Commission suisse d'études criminologiques et de prophylaxie criminelle ; membre du Conseil de direction de l'Association internationale de droit pénal ; Secrétaire général adjoint du Bureau international pour l'unification du droit pénal ; Vice-Président de la Société internationale de défense sociale ; membre du Conseil de direction de la Société internationale de

criminologie ; membre de la Commission consultative de l'U.N.E.S.C.O. pour la création d'une Association internationale de droit comparé ; Vice-Président de la Fédération mondiale des Institutions juridiques internationales, et directeur du Bureau de Genève auprès de l'Office européen des Nations Unies.

Membre d'honneur de l'ordre des Avocats du Valais. Membre de l'Académie Chablaisienne, à Thonon, de l'Académie des Sociétés savantes de Bourgogne, à Dijon, et de l'Académie américaine des sciences politiques et sociales, à Philadelphie. Docteur *honoris causa* de l'Université de Rennes.

Collaborateur permanent de la *Revue pénale suisse*, de la *Revue de droit suisse*, de la *Revue de science criminelle et de législation pénale comparée*, de la *Revue internationale de droit pénal*, de la *Revue belge de droit pénal et de criminologie*, et de la *Rivista di difesa sociale*. Directeur scientifique de la *Revue de criminologie et de police technique*, à Genève.

Membre de la Société des Écrivains Suisses et de l'Académie littéraire d'Avignon. Lauréat de l'Union générale des Rhodaniens. Prix du Salon Romand du Livre (1941).

PRINCIPALES PUBLICATIONS

ASSURANCES SOCIALES

- La jurisprudence du Tribunal fédéral des assurances en matière de névrose des assurés*, Berne, 1936.
- De la névrose et de la simulation du point de vue du droit*, Berne, 1937.
- La simulation et la fraude à l'assurance devant les tribunaux*, Berne, 1939.
- La démence précoce dans ses rapports avec le service militaire*, Berne, 1940.
- Les invalidités d'après la jurisprudence du Tribunal fédéral des assurances*, Berne, 1941.
- L'assurance-accidents obligatoire*, Genève, 1942.
- Les droits et les obligations réciproques des caisses et des médecins dans l'assurance maladie*, Genève, 1946.
- La collaboration du médecin à l'œuvre de la justice sociale*, Genève, 1947.
- L'application des tarifs cantonaux d'assurance sociale en l'absence de convention entre caisses et médecins*, Genève, 1949.

HISTOIRE DU DROIT

- Essai sur l'évolution du droit pénal valaisan, des origines à 1798*, Lausanne, 1927.
- Réhabilitation du capitaine Stockalper* (pour le troisième centenaire de son exécution, 1627-1927), Sion, 1927.
- Les origines du code pénal valaisan de 1858*, Sion, 1928.
- Contribution à l'étude des origines de l'extradition en Suisse*, Berne, 1929.
- Beccaria et l'avènement du droit pénal moderne*, Genève, 1947.
- Montesquieu et le droit pénal* (pour le bi-centenaire de *L'Esprit des Lois*), Paris, 1949.
- Pellegrino Rossi, grand Européen* (pour le centenaire de sa mort), Genève, 1949.
- Le Procès criminel du Roman de Renart*, Genève, 1950.

DROIT PÉNAL

- L'escroquerie à l'assurance et le projet de code pénal suisse*, Berne, 1930.
- Remarques sur le projet de code pénal valaisan de 1929*, Berne, 1931.

- La répression du délit de fraudes de primes dans l'assurance obligatoire contre les accidents*, Berne, 1933.
De la vengeance privée à la peine conditionnelle, Berne, 1944.
Le vol d'usage de bicyclette, Berne, 1945.
L'avortement thérapeutique pratiqué sur une Française en Suisse est-il punissable ? Lausanne, 1946.
Meurtre, assassinat ou meurtre par passion ? Berne, 1946.
L'escroquerie en droit pénal suisse, Bâle et Genève, 1947.
Le délit de gestion déloyale, Zurich, 1948.
La vie pénale suisse I, 1947 ; *II*, 1949, Paris.
Le système pénitentiaire suisse, Paris, 1949.
Le droit pénal soviétique, Paris, 1948 et 1949.
La répression de l'usage abusif des titres médicaux professionnels et universitaires, Genève, 1950.
Faut-il punir l'euthanasie ? Genève, 1950.
Comment réglementer la libération conditionnelle des condamnés, Paris et La Haye, 1950.

DROIT PÉNAL INTERNATIONAL

- En assistant au procès des criminels de guerre*, Genève, 1946.
De la justice internationale à la paix (Les enseignements de Nuremberg), Genève, 1946/1947.
Le châtimet des crimes de guerre (La guerre et la paix devant le droit), Genève, 1947.
La répression et la définition des crimes contre l'humanité, Bruxelles et Genève, 1948.
Avis sur la juridiction pénale internationale, Genève, 1948.
Plan général, pour les Nations Unies, d'un système de prévention du crime et du traitement des délinquants, Paris, 1949.
Principes fondamentaux pour l'élaboration d'un Code répressif international des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, Genève, 1950.

PROCÉDURE CIVILE ET PÉNALE

- Le jury et les tribunaux d'échevins en Suisse*, Bâle, 1938.
La procédure devant le Tribunal fédéral des assurances, Genève, 1944.
L'obligation de parler en justice, Genève, 1946.
La garantie du juge naturel et l'exclusion des tribunaux d'exception, Zurich, 1948.
Le dépistage scientifique du mensonge ou la « question » moderne, Genève, 1948.
Retour à la confession en justice ? Rome-Padoue, 1949.
Introduction à une procédure rationnelle de prévention et de défense sociales, Liège et Berne, 1950.
La tâche et les pouvoirs de la Cour de cassation (pour la commémoration du centenaire de la Cour de cassation de Genève), 1950.

TABLE DES MATIÈRES

PROLÉGOMÈNES	9.
------------------------	----

LIVRE I. LE SYSTÈME CRIMINEL FÉODAL

CHAPITRE	I. LA JURIDICTION	21
CHAPITRE	II. LA PROCÉDURE ET LA POURSUITE	25
CHAPITRE	III. L'ARRESTATION ET LA DÉTENTION PRÉVENTIVE.	31
CHAPITRE	IV. LES INFRACTIONS PRINCIPALES	35
CHAPITRE	V. LA RÉPRESSION ET LES PEINES	45
CHAPITRE	VI. LE JUGEMENT	53

LIVRE II. LE PROCÈS ET LE JUGEMENT DE RENART

CHAPITRE	I. LA PLAINTÉ OU CLAMEUR	63
CHAPITRE	II. L'ADMISSION DE LA PLAINTÉ	69
CHAPITRE	III. LA PRÉPARATION DU PLAID	75
CHAPITRE	IV. L'ACCUSATION	82
CHAPITRE	V. LES TROIS SEMONCES OU CITATIONS	91
CHAPITRE	VI. L'ASSISE	100
CHAPITRE	VII. LE DUEL JUDICIAIRE ET LE JUGEMENT DE DIEU.	105
CHAPITRE	VIII. LA GRACE	113
NOTES		123
ANNEXE. HOMMAGE ET REMERCIEMENT A L'UNIVERSITÉ DE RENNES		137
NOTICE BIOGRAPHIQUE		155

LE PRÉSENT OUVRAGE TIRÉ A
300 EXEMPLAIRES A ÉTÉ ACHEVÉ
D'IMPRIMER SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE DARANTIERE
A DIJON (FRANCE) LE VINGT-
CINQ MARS M. CM. L. LES CLI-
CHÉS ONT ÉTÉ ÉTABLIS PAR LA
MAISON AMOR S. A. A GENÈVE
D'APRÈS LES BOIS DE JEAN LÉ-
BÉDEFF A PARIS QUI A BIEN
VOULU EN AUTORISER GRA-
CIEUSEMENT LA REPRODUCTION.

